

LA SITUATION AU YÉMEN DU SUD

Aden : Moscou s'apprête à reconnaître les rebelles

Après douze jours de sanglants affrontements, la rébellion au Yémen du Sud vient de remporter une double victoire. Sur le terrain d'abord, les rebelles ont visiblement gagné la partie à Aden, la capitale. Sur le plan diplomatique également, puisque Moscou, mettant fin à sa politique de prudente expectative, a reconnu, ou presque, le nouveau chef de l'État intérimaire, nommé vendredi 24 janvier par les rebelles, M. Haydar Abou Bakr el Attas.

Cette attitude soviétique à l'égard de la rébellion a été annoncée vendredi, au cours d'un déjeuner de presse à l'ambassade d'URSS à Paris, où M. Lev Tolstounov, président du Soviet de l'Union, une des deux Chambres du Soviet suprême, a déclaré : « Le groupe du ministre de la Défense semble l'emporter, faisant allusion au colonel Ali Attas, qui fut longtemps ministre sud-yéménite de la Défense, puis vice-président, avant de devenir l'un des chefs de file de l'opposition au président Ali Nasser Mohamed. » Nous devrions, a ajouté M. Tolstounov, prendre en considération la ligne politique des nouveaux dirigeants s'ils s'imposent solidement. Si leur ligne est conforme à notre accord avec le Yémen du Sud, il va de soi que nous nous conformerons aux dispositions de l'accord et ne manquerons pas de développer la coopération prévue par cet accord. »

Le principal idéologue du Kremlin, M. Ligatchev, membre du bureau politique, de confession communiste, a d'ailleurs répété, dans la soirée, M. Haydar Abou Bakr el Attas. Selon la télévision, M. Ligatchev, en fait, le numéro deux du Kremlin, a soutenu les nouveaux dirigeants communistes d'Aden et a demandé la reconnaissance, dès que possible, du Parti socialiste yéménite, affirmant qu'il était d'abord essentiel d'obtenir la fin des combats et le rétablissement de l'ordre. Il a aussi lancé une mise en garde aux pays étrangers, leur conseillant de se tenir à l'écart de ce qu'il a appelé « le caractère intérieur des affaires du Yémen du Sud ».

Cette remarque s'adressait à Washington, qui avait fait savoir par l'intermédiaire de M. Bernard Kalb, porte-parole du département d'État, qu'il jugeait « peu clair » la rôle joué par l'URSS dans le conflit au Yémen du Sud, relevant des « indications » d'un engagement de Moscou aux côtés des adversaires du président Ali Nasser. La porte-parole s'est appuyée sur les témoignages de réfugiés à Djibouti, selon lesquels des Soviétiques auraient aidé les rebelles en dirigeant leur feu ou en déchargeant des munitions.

Deux faits semblent avoir déterminé la position soviétique. D'abord, la confirmation par le radio d'Aden de la mort du vice-président sud-yéménite, Ali Attas, une personnalité conservatrice connue pour être le chef de la rébellion des tribus, qui aurait été abattu au cours d'une fausse réunion du bureau politique organisée par le président Ali Nasser, le 13 janvier. Ensuite, la nomination d'un modéré à la tête de l'État. En effet, M. Haydar Abou Bakr el Attas, très lié à certains milieux d'affaires koweïtites et saoudites, n'a rien de l'« aventurier révolutionnaire » que Moscou pourrait redouter. N'ayant pas ouvertement pris parti en faveur de l'un des deux camps, il semble la solution idéale. De même, ses liens avec les responsables des pays voisins du Golfe constituent pour le Kremlin la garantie que rien ne sera fait par le nouveau régime pour compromettre la progression diplomatique de l'URSS dans la région et sa politique d'ouverture vers les monarchies pétrolières arabes.

L'absence de toute allusion par le radio d'Aden au sort de M. Abdel-Fattah Ismail, ancien chef de l'État et idéologue du parti yéménite, devenu, à son retour de Moscou, l'un des chefs de file de la rébellion contre le président Ali Nasser, laisse penser qu'il n'est pas mort, contrairement à ce qui avait été annoncé. En revanche, la radio a été particulièrement sévère à

l'égard du président Ali Nasser, dénoncé comme « un barbare et un complice contre la paix », qui sera traduit en justice. Enfin, la radio a indiqué que le président éthiopien Mengistu avait adressé un message aux nouveaux dirigeants sud-yéménites pour leur exprimer son « soutien », ce qui semble indiquer que l'Éthiopie a également reconsidéré sa politique d'appui à M. Ali Nasser.

En conséquence, seul le Yémen du Nord, où se trouverait actuellement le président Ali Nasser, appuie le chef de l'État déchu. Ce dernier aurait déclaré, selon des sources nord-yéménites, qu'il était en train de rassembler une force de quarante mille hommes pour lancer une « contre-offensive décisive » contre les rebelles. Selon lui, les rebelles contrôlent bien la capitale et la province de Lahel, mais pas tout le pays. L'agence Reuters, qui cite son correspondant à Aden, est catégorique : les opposants se sont assurés le contrôle de la situation dans la capitale yéménite dans la journée de vendredi, après deux journées consacrées à nettoyer les poches de résistance des éléments demeurés loyalistes au président déchu.

JEAN GUEYRAS.
(Lire nos informations page 16.)

LA PRÉPARATION DE L'APRÈS-MARS

La leçon de cohabitation de M. Michel Rocard

De notre envoyé spécial
Aurillac. — Dans Rocard, il y a rock ! C'est Catherine Lara qui l'a dit en ouvrant avec son orchestre, vendredi 24 janvier, à Aurillac, la fête électorale de la Fédération socialiste du Cantal, au cours de laquelle l'ancien ministre de l'Agriculture a commencé sa campagne en province. Le propos de la chanteuse était prémoniteur.

Quelques instants plus tard, M. Michel Rocard, qui avait décidé de s'exprimer pour la première fois sur le « problème de la

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 6.)



DEUX MINISTRES VICTIMES DE FUITES ORGANISÉES

M^{me} Thatcher dans l'engrenage de l'affaire Westland

M. Leon Brittan, ministre du Commerce et de l'Industrie, qui avait soutenu la prise de contrôle des hélicoptères Westland par la société américaine Sikorsky, a été contraint de démissionner vendredi 24 janvier.

De notre correspondant

Londres. — M^{me} Thatcher n'a pas eu de week-end aux Chequers, la résidence de campagne des premiers ministres. Elle a préféré rester au 10, Downing Street pour préparer sa défense avant le débat qui aura lieu, lundi 27 janvier, à la Chambre des Communes. Il s'agit bien de se défendre, car elle est cette fois directement mise en

cause. La crédibilité de son gouvernement est sérieusement entamée après la démission, en l'espace de quinze jours, de deux de ses ministres, et non des moindres.

Quand M. Michael Heseltine a claqué la porte du cabinet, M^{me} Thatcher n'a pas du tout cherché à le retenir. Celui qui, soudain, était entré en contestation ouverte pouvait partir. Le premier ministre estimait que l'unité et l'autorité du gouvernement n'étaient pas gravement menacées, et aucun des collègues de M. Heseltine n'avait pris le parti de l'ancien ministre de la Défense.

Il en va tout autrement aujourd'hui. Avec M. Leon Brit-

tan, M^{me} Thatcher perd le plus fidèle de ses collaborateurs. Alors qu'il était sur la sellette depuis une dizaine de jours, elle a tout fait pour le protéger jusqu'au bout. Elle a même voulu refuser sa démission, mais elle a dû céder à la requête de plusieurs ministres et d'un grand nombre de députés conservateurs qui ont, discrètement ou publiquement, fait savoir que le départ de M. Leon Brittan, ministre de l'Industrie et du Commerce, leur paraissait inévitable et salutaire.

Vendredi soir, 18 heures, M. Brittan prend le train pour regagner comme presque toutes les semaines sa circonscription du Yorkshire. Alors que la rumeur de sa démission court dans Londres

depuis le milieu de l'après-midi, pressé de questions, il ne répond que par ce sourire un peu crispé qu'il arbore en toute circonstance. Un quart d'heure plus tard, le communiqué officiel annonce la nouvelle. Downing Street publie en même temps sa lettre de démission dans laquelle il déclare ne pouvoir rester davantage au gouvernement sans l'« affaiblir ».

Il précise qu'il n'a plus la « confiance » de ses collègues.

Quelques heures plus tôt, lors d'un déjeuner organisé par les rédacteurs en chef de la presse londonienne, M^{me} Thatcher avait affirmé qu'on ne saurait démissionner dans un climat « émotionnel » et que le ministre de l'Indus-

trie et du Commerce serait à ses côtés lundi au banc du gouvernement pendant le débat aux Communes. Mais M. Brittan, et surtout une partie de l'entourage du premier ministre, ont jugé que cette présence rendrait encore plus difficile la tâche du gouvernement, comme cela a déjà été le cas jeudi à la Chambre où M^{me} Thatcher n'a jamais paru aussi peu à son aise.

Beaucoup de conservateurs, même ceux qui reprochent au gouvernement ses maladresses dans l'affaire Westland, espèrent que la page sera tournée avec le départ de Leon Brittan.

FRANCIS CORNU.
(Lire la suite page 3.)

LE CRIME DU BORDEAUX-VINTIMILLE DEVANT LES ASSISES

L'indifférence de quatre-vingt-douze voyageurs

De notre envoyé spécial

Montauban. — Le procès des trois accusés du meurtre d'Habib Grimzi connaît son épilogue dans la soirée de ce samedi 25 janvier. Pour la cour d'assises de Tarbes-Garonne, il s'agit de savoir au terme d'un débat plus pénible que difficile si Abdelou Elviro-Vidal, Marc Béani et Xavier Blondel doivent être unis dans la condamnation ou si, entre les trois, peuvent exister des différences de responsabilité.

Là où les parties civiles logiquement n'en ont point vu, la défense, elle, s'applique à en rechercher. C'est tout à la fois son rôle et son devoir. Pour sa part, l'avocat général, M. Jean-Louis Brignol, a répondu clairement à l'interrogation : ne reconnaissant aucune circonstance atténuante aux trois accusés, il a requis trois peines de réclusion criminelle à perpétuité.

Ce qui pourtant au fil des jours sera apparu, c'est que ce crime fut l'aboutissement d'une succession de coups du destin sans lesquels il aurait pu être empêché. Tout s'en est mêlé à partir du moment où, le 14 novembre 1983, le hasard a voulu que le jeune Algérien Habib Grimzi vienne prendre place dans la voiture 113 du Bordeaux-Vintimille, où

étaient montés, en même temps que lui, les aspirants légionnaires qui allaient en faire leur victime. C'est cela qui ressort de la calme et noble déposition du témoin principal, le contrôleur de la SNCF, Vincent Perez.

Écoutons-le, cet homme tranquille mais encore tout ému, originaire de Mostaganem, pied-noir donc, comme l'était M. Joseph Rodriguez, qui avait sympathisé, lui à Bordeaux, avec le jeune homme venu d'Oran et rencontré par hasard. Dans ce train 343, c'est M. Perez qui va tout faire pour que le jeune homme échappe à ses tourmenteurs. A quoi a-t-il son échec ? Il l'a longuement expliqué.

Il avait, pour sa part, à assurer un service dans ce convoi jusqu'à Toulouse. Dès le départ, il commence à parcourir les voitures depuis la queue du train. Il passe ainsi de la voiture 14 à la dernière, la 113, qui lui fait suite.

remarque la présence d'un caporal-chef. C'était Elviro-Vidal, Blondel et Béani, les trois aspirants légionnaires qu'amenait à Aubagne Joseph Logel. « J'ai demandé à ce dernier de les calmer et j'ai poursuivi mon chemin vers l'avant du train. »

Il n'y aura rien d'autre à signaler jusqu'à Agen. M. Perez revient alors vers l'arrière du convoi.

C'est à ce moment que j'ai remarqué sur la plate-forme arrière de la voiture 113 le jeune homme que j'avais vu dans le compartiment n° 2. Il était accroupi, se tenait la tête et pleurait. Je lui ai demandé ce qui s'était passé. Il m'a répondu qu'il avait reçu un violent coup de tête mais n'a pas voulu me dire qui l'avait frappé. Je lui ai proposé de le conduire alors vers l'avant du train. Il n'a pas voulu parce qu'il aurait fallu qu'il repasse devant ses agresseurs. C'est pourquoi je lui ai proposé de l'installer dans la voiture 14, la dernière. Il a refusé d'entrer dans un compartiment et s'est assis par terre sur la plate-forme arrière. Je lui ai dit que je viendrais le chercher à l'arrêt de Montauban pour le faire passer dans une voiture de tête par le quai de cette gare.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.
(Lire la suite page 7.)

TRENTA ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES



Un voyage à travers l'histoire

BON DE COMMANDE INDEX ANALYTIQUE DU JOURNAL LE MONDE DIPLOMATIQUE

NOM PRÉNOM

ADRESSE VILLE

CODE POSTAL N° X 1 500 FF (plus d'expéditions incluses) FF

COMMANDE À FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE, M^{me} LAFETTES 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 26 janvier. — Portugal : Election présidentielle. — Bonn : Visite du premier ministre israélien M. Shimon Pérès. — Inde : Attribution de Chandigarh au Pendjab.

Lundi 27 janvier. — Visite à Paris du président égyptien M. Moubarak. — Jérusalem : Réunion du Congrès juif mondial. — Honduras : Intronsation du président Azcona. — Luxembourg : Conseil des ministres des affaires étrangères de la Communauté.

Mardi 28 janvier. — Suède : Visite de M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. — Strasbourg : M. Moubarak devant le Conseil de l'Europe. — Dakar : Sommet interafricain sur la sécheresse au Sahel.

Mercredi 29 janvier. — Berlin-Ouest : Visite de M. Shimon Pérès.

Vendredi 31 janvier. — New-Delhi : Visite de Jean-Paul II.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 630572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouta.
Rédacteur en chef :
Daniel Veret.
Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél. (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71
Tél. MONDPUB 286 136 F

Impression :
Le Monde
7, rue de Montmorency
PARIS 8 (1984)

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1 mois 6 mois 1 an 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par avion) 1 399 F 2 792 F 3 989 F 5 180 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés doivent adresser leurs demandes (avec l'ancien et le nouveau numéro de leur journal) à la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les mandats en capital d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dr. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,80 \$; Côte d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 180 pes. ; E.-U., 1,25 \$; G.-B., 85 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 3 350 L.L. ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Singapour, 400 F CFA ; Suède, 71 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Tchécoslovaquie, 110 Kč.

IL Y A SOIXANTE ANS, L'ENTRÉE TRIOMPHALE A LA MECQUE

L'épopée d'Ibn Séoud le Grand

Le 8 janvier 1926, Ibn Séoud, après être entré en triomphe dans la ville sainte musulmane, se proclamait roi du Hedjaz à la place des Hachémides, étape décisive dans l'édification d'un Etat unitaire en Arabie.

Amateurs d'histoire, si vos affaires vous conduisent en Arabie — car le tourisme est une pratique inconnue au Royaume séoudite, — n'y cherchez point de monuments ou de vestiges de l'épopée du fameux roi Ibn Séoud ! En pays d'islam, paradoxalement, souvent rien n'est plus destructeur, en matière de patrimoine, que les régimes conservateurs. — Regardez comme c'est beau !, nous disait, il y a quelques années, tout exalté, un édit séoudien devant le spectacle des belles demeures à moucharabieh de Djeddah démolies à belles dents tandis que s'édifiait au front de mer chaoue et douché de néon.

Les tombeaux auraient en plus de chances d'être respectés, mais la doctrine wahabite — courant sunnite, donc « orthodoxe », se référant à un penseur local rigoriste du dix-huitième siècle, Mohamed Ben Abdelwahab — ne tolère qu'un ensevelissement dans le sable sous quelques pierres brutes. S'ils existent, les souvenirs matériels du fondateur de l'Etat séoudien moderne sont bien cachés ou bien oubliés.

Bien que vassal des Ottomans, l'émir Mohamed du Koweït, par solidarité arabe, tolérât cet exil sans résignation. Le frère et bientôt successeur de l'émir, Moubarak, après un séjour aux Indes, s'était même chargé de l'instruction scolaire, bien négligée, du jeune prétendant séoudite. Au moment où le sultan-calife s'appretait à faire châtier les Koweïtiens et à se débarrasser définitivement des Séoudites, l'Angleterre de la reine Victoria offrit sa « protection » à l'émir, sauvant en même temps, sans le savoir, la dynastie séoudite.

Avec trente chameaux

Agé d'une vingtaine d'années, Ibn Séoud saisi déjà les avantages qu'il pouvait tirer de la présence occidentale, à l'époque surtout britannique, dans ce que l'on appelait alors le golfe Persique et non pas le « Golfe » tout court. C'est là, encore aujourd'hui, la donne essentielle du jeu diplomatique séoudien.

Avec trente chameaux, autant de vieux fusils et un coffret de pièces d'or données par l'émir Moubarak du Koweït, Ibn Séoud, galvanisant quelques hommes du haut de ses deux mètres et auréolé du prestige politico-religieux ancestral, allait reconquérir la principauté familiale et relancer la marche vers l'unité de la péninsule, à la barbe des Turcs.

Après s'être cachés durant cinquante jours dans le désert le plus absolu du monde, le Roba-Khali, la petite troupe s'empara par surprise de Ryad. On était en janvier 1902. Au même moment, dit la chronique royale, l'épouse du jeune vainqueur mettait au monde, à Koweït, un bébé, qui, un demi-siècle plus tard, monterait sur le trône solide d'Arabie séoudite sous le nom de Séoud Ben Abdelaziz, premier d'une série de quatre monarques, tous fils du même homme : Séoud IV, Fayçal II, Khalid II et enfin Fahd I^{er}, actuellement régnant et qui a pour dauphin encore un de ses frères.

En attendant, il fallait le bâtir, ce royaume qui serait un jour le symbole d'un islam frugal, nomade et martial avant de deve-

nir celui de l'islam couvert d'or de l'or noir !

« La guerre est sang et courage ! Le chef doit être à l'avant-garde. Ralliez-vous à moi ! » lança l'émir lors d'une danse du sabre qui suivit son retour en Ara-

bie. Mauvaise surprise pour ceux-ci : en 1920, Ibn Séoud, qui allait bientôt se faire appeler sultan du Nedj — et de ses dépendances —, terme vague et ambitieux, s'empara de l'Asir, sur la côte de la mer Rouge, au nord du Yémen. Peu d'années après, le fer est

aux distingués Hachémides, pourtant descendants du Prophète, qui allèrent se reconstruire dans la Transjordanie, et réserva un accueil d'empereur au fils des frosts nomades venant de l'autre côté du désert.

Le 8 janvier 1926, avec le docteur aïval des oncles, les théologues islamiques, Ibn Séoud se dévêtit du Hedjaz. Deux ans plus tard, il érige aussi le Nedj en royaume. Ce n'est qu'en 1932 que le souverain unifia les deux provinces sous le vocable d'Arabie séoudite.

Une fois La Mecque aux mains des Séoudites, la France est le premier Etat à reconnaître officiellement la neuve primauté séoudite sur l'Arabie. L'Union soviétique et le Royaume-Uni suivront bientôt cet exemple. Les nations musulmanes, au premier rang desquelles la jalouse Egypte, se font prier pour rendre hommage à la nouvelle étoile au firmament de l'islam. Il ne tardera pourtant pas à s'imposer à ses pairs, cet être exceptionnel, guerrier, homme d'Etat et protecteur des sites sacrés de La Mecque et Médine mais aussi sage dans la meilleure tradition de ces Mille et Une Nuits pourtant prosaïques de « la terre de la Vertu ».

Un chrétien du Levant, Amine Ribani, sort de sa citoyenneté américaine, avait pu parvenir jusqu'à Ibn Séoud en 1922. Le prince l'accueillit ainsi : « On m'a dit que tu étais un missionnaire américain venant prêcher le christianisme en Arabie, et l'on m'a dit aussi que tu représentais certaines compagnies qui désirent des concessions [pétrolières] en Arabie ; et l'on m'a dit encore que tu viens du Hedjaz et que tu es un partisan du chérif [Husseïne] ; et l'on m'a fait encore bien d'autres rapports. Mais j'ai dit : « Si l'y a du mal en cet homme, je sais comment l'éviter ; et si l'y a du bien en lui, je sais aussi comment en tirer parti. Qu'Allah te garde et te bénisse ! ».

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) J.-L. Sodré et L. Champenois, *Le Royaume d'Arabie séoudite face à l'islam révolutionnaire*, Armand Colin, 1964.

(2) Benou-Méchia, *Ibn Séoud*, Albin-Michel, 1955.



VIOLETTE LE QUÈRE.

Ibn Séoud et l'un de ses quarante fils.

bie en 1902. L'appel allait être entendu au-delà de tout espoir. En 1906, tout le Nedj appartenait aux Séoudites, et en 1915 l'Angleterre leur reconnaissait la propriété de tout l'Ouest arabique, c'est-à-dire, Londres espérait ainsi sauvegarder, à l'est, le Hedjaz, territoire de ses alliés hachémides, chérifs de La Mecque.

porté au cœur du Hedjaz et, en décembre 1925, Djeddah, port des villes saintes, tombe dans l'escarcelle séoudite.

Restait La Mecque. Un gros morveau. Mais la cité de Mahomet, peuplée de marchands et de dévots, n'a guère d'inclination pour la poudre. Elle tourna le dos

IL Y A QUARANTE ANS

La naissance de la République en Hongrie

Il y a quarante ans, le 1^{er} février 1946, sur la place Kossuth à Budapest, devant l'imposant bâtiment du Parlement, plusieurs centaines de milliers de citoyens saluent la proclamation de la République. La Hongrie, l'une des trois plus vieilles nations d'Europe, avec la France et la Pologne, a cessé d'être un royaume, même si, à plusieurs reprises au cours de son histoire millénaire, des récents élus — appelés « gouverneurs » (*kormányos* en hongrois) — avaient été placés à la tête de l'Etat. C'est ainsi que, après le bref régime républicain instauré au lendemain de la dissolution de la monarchie austro-hongroise en 1918 (régime républicain « transformé » en 1919 en « dictature du prolétariat »), les contre-révolutionnaires, après la victoire remportée sur les « soviets » de Béla Kun, se sont empressés de rétablir la royauté.

L'amiral-régent

Mais les puissances victorieuses de la première guerre mondiale — de même qu'une partie de l'aristocratie hongroise — ne voulaient pas le retour du dernier roi légitime de la maison des Habsbourg, Charles IV, couronné en 1916 puis parti en exil. Et l'Assemblée nationale élut régent de Hongrie, le 1^{er} mars 1920, Miklós Horthy, ancien aide de camp de François-Joseph, devenu commandant en chef des forces contre-révolutionnaires.

Etrange « gouverneur » qui, lors des cérémonies, monte à cheval vêtue de son uniforme de vice-amiral de la flotte d'une monarchie qui n'existe plus ; Horthy, chef d'Etat « provisoire » de confession protestante d'un pays à prédominance catholique, sera régent pendant vingt-quatre ans. La Constitution monarchique s'accommoda d'autant mieux de ce « royaume sans roi » paradoxal que, suivant la tradition, la Sainte Couronne, pieusement conservée depuis le premier roi Saint-Etienne au onzième siècle, reste le symbole de la souveraineté nationale.

En octobre 1944, au moment où les troupes soviétiques s'approchent de Budapest, l'amiral Horthy, allié de l'Allemagne, décide enfin de rompre avec Hitler. Mal préparée, la tentative de conclusion d'un armistice échoue. Avec l'appui des nazis, les Croix-Fléchées prennent le pouvoir et font régner une folle terreur. Leur chef, Ferenc Szalasi, une sorte de Führer hongrois, ne songe pas un seul instant à abroger la royauté. Il s'empresse de prêter serment devant la Sainte Couronne, ayant de l'emporter dans sa fuite en Occident, où elle tombera entre les mains des Américains.

Bien entendu, dès la constitution du premier gouvernement démocratique dans la partie libérée de la Hongrie, on s'interroge sur la forme constitutionnelle de l'Etat. De nouvelles inspirations se mettent en place. Au printemps de 1945, les sociaux-démocrates,

les radicaux et le parti bourgeois — avant même les communistes sortis de l'illégalité et renforcés des éléments rentrés de leur exil moscovite — se prononcent en faveur de l'établissement de la République.

Joseph Mindszenty, cardinal-primat de Hongrie, sent le « danger ». Mgr Mindszenty se considère *Homo Regius*, à savoir le « mandataire du roi » qui, en l'absence du souverain, est par conséquent le premier dignitaire du pays. Il multiplie ses efforts pour empêcher toute réforme constitutionnelle. Le cardinal adresse même une lettre à Otto de Habsbourg (fils du dernier roi couronné), installé aux Etats-Unis, pour qu'il occupe son trône ; le Vatican, consulté, est défavorable à l'idée.

17 % des voix au PC

Encouragé par les résultats des élections de novembre 1945 au cours desquelles le Parti communiste n'obtient que 17 % des suffrages exprimés, le primat réussit néanmoins à convaincre la Conférence épiscopale de se prononcer le mois suivant pour demander au gouvernement l'ajournement du projet.

Le principal vainqueur des élections (le Parti des petits propriétaires) est divisé. Mais beaucoup d'hommes politiques peu susceptibles de sympathies pour la gauche constatent que les gouvernements occidentaux souhai-

tent — eux aussi — la fin d'une royauté devenue anachronique.

C'est dans ces conditions que se déroule en janvier 1946 le débat historique devant l'Assemblée nationale. L'un des principaux orateurs, le député Dezso Sulyok, qui se dit « trouble » par le projet, explique qu'en dernière analyse peu importe la forme constitutionnelle d'un pays : qu'ils soient des républiques, comme les Etats-Unis d'Amérique ou la Suisse, ou des monarchies, comme la Grande-Bretagne ou le Danemark, ces régimes différents peuvent assurer le bonheur du peuple, car se sont des pays démocratiques. Curieusement, il n'a pas mentionné l'Union soviétique.

Finalement, l'Assemblée se prononce à l'unanimité moins une voix — celle de Margit Slachta, militante catholique proche du cardinal — en faveur de la République.

Quarante ans plus tard, marquée par des bouleversements, dont l'insurrection de 1956, la République (« populaire » depuis 1949) existe toujours. Mais le grand succès théâtral de ces dernières années est un opéra-rock qui relate la vie du premier roi apostolique Etienne I^{er}, fondateur de l'Etat. Quant à la Sainte Couronne restituée en 1978 par les Etats-Unis, désormais exposée au Musée national de Budapest, elle est contemplée par une foule recueillie. Une couronne qui illustre d'ailleurs de nombreuses brochures destinées aux touristes occidentaux.

THOMAS SCHREIBER.

Etranger

L'AFFAIRE WESTLAND

M. Brittan : « Leon le maladroit »

M. Leon Brittan est un de ces jeunes loups qui doivent toute leur carrière politique à M. Thatcher. La sienne fut sans doute trop rapide, et il lui aura manqué d'avoir fait suffisamment longtemps des classes à la Chambre des communes.

Cet ancien de Cambridge, brillant mais maladroit, avait à peine commencé sa carrière d'avocat qu'il entra, en 1979, au gouvernement dans le cabinet du ministre de l'Intérieur. En janvier 1981, il devint chef de la Trésorerie, c'est-à-dire en fait numéro deux au ministère des finances, un poste qu'il occupa de façon très active, en défendant avec zèle la politique économique de M. Thatcher. Il est clair déjà qu'il ne désespère pas de remplacer un jour celui qui est l'adjoint, Sir Geoffrey Howe.

Après les élections de juin 1983, il devient cependant, à quarante-trois ans, le plus jeune secrétaire d'Etat au Home Office, le ministère de l'Intérieur.

M. Whitelaw, en quittant la place, a convaincu M. Thatcher de le nommer à sa succession. M. Leon Brittan professe en effet un certain libéralisme sur les questions sociales; il a appartenu au Bow Group, un club de centre-gauche, et il est notamment opposé au rétablissement de la peine de mort.

C'est pourtant à ce poste que « Leon le maladroit », comme l'appellent ses proches depuis toujours, va commettre ses premières erreurs politiques. C'est à lui que l'on doit l'impressionnant déploiement de police qui, dès les premiers mois, a accompagné la grève des mineurs et n'a sans doute pas servi à faire baisser la tension dans ce secteur. Mais, surtout, à l'été 1985, il déclenche une véritable crise politique en donnant l'impression que le gouvernement censure la BBC. Les pressions qu'il exerce sur la direction de la télévision publique pour que soit retirée des pro-



Dessin de PANCHO.

grammes une émission sur l'Irlande du Nord entraînant une grave dégradation de tous les journaux de l'audiovisuel, la première depuis la guerre.

Quelques semaines plus tard, il est muté au ministère du commerce et de l'Industrie. Le poste est important car il conviendrait à leurs par M. Heseltine, et la sanction est douce, témoignant de la confiance que le premier ministre garde à M. Leon Brittan. Dès le début de l'affaire Westland, les défauts de M. Leon Brittan sont clairement apparus : une fidélité aveugle au premier ministre à qui, disent ses adversaires, il n'a jamais dit « non »; un manque évident de talent pour les prestations publiques (il ne sait même pas sourire, disent-ils encore), et surtout, une arrogance pécuniaire qui déplaît non seulement aux députés de l'opposition mais aussi à une large partie de ceux de la majorité — et à l'opinion publique. Les journaux populaires l'avaient désigné comme bon délégué de l'affaire Westland. « Vidéole », titrait sans détour l'un d'eux vendredi matin.

C. T.

La « dame de fer » dans l'engrenage

(Suite de la première page.)

Rien n'est pourtant moins sûr. La plupart des éditorialistes pensent que la « saga Westland » est loin d'être terminée et ils évoquent maintenant le spectre d'un « Westland-gate ». Pourtant, rien n'a été commis de comparable au cambriolage ou à l'espionnage de l'opposition démocrate américaine par Richard Nixon. De l'avis général, il est très peu probable que M. Thatcher soit obligée de se démettre comme l'ancien président américain, mais la résistance du gouvernement britannique devant les demandes d'explications rappelle l'attitude de l'administration Nixon dans l'affaire du Watergate.

M. Thatcher, son cabinet et son parti n'en risquent pas moins un pénible discrédit jusqu'à la fin de la législature, dont la durée pourrait être couronnée et d'autres difficultés se présenteraient (de mauvais résultats économiques en raison de la crise du pétrole, par exemple).

En tout cas, la question posée à M. Thatcher ressemble à celle qui était adressée à M. Nixon : le chef de l'exécutif était-il au courant et a-t-il couvert les agissements incriminés ? Jeudi, au Parlement, M. Thatcher n'a fourni sur ce point qu'une réponse insatisfaisante.

Ne pouvant faire autrement que révéler certains éléments d'une enquête interne qu'elle ne voulait pas rendre publique, M. Thatcher a dit que les services de M. Brittan, avec l'accord de celui-ci, avaient délibérément organisé la fuite d'un document dans lequel le procureur général du gouvernement (qui fait fonction de conseil juridique) reprochait à M. Heseltine des « inexactitudes » dans ses prises de position contre la participation de Sikorsky dans la société Westland et en faveur du consortium européen. Cette divulgation avait pour but évident de porter préjudice à M. Heseltine alors que celui-ci était encore au gouvernement.

Parallèle indiscrétion d'autant plus choquante que le gouvernement avait été très critique l'an dernier pour avoir fait poursuivre en justice deux fonctionnaires coupables d'avoir révélé à la presse des informations confidentielles. L'enquête a

montré qu'à Downing Street deux conseillers très proches de M. Thatcher ont donné leur aval à cette opération pour le moins douteuse. Là où les explications de M. Thatcher tournent à la confusion, c'est qu'elle prétend n'avoir pas été elle-même consultée alors qu'elle reconnaît approuver a posteriori le principe de la publication — même si un tel geste ne lui paraît pas très « correct ». L'opposition conclut que, avec cet avoué, M. Thatcher partage pratiquement la responsabilité de l'acte reproché à M. Brittan.

De plus, M. David Owen, leader du Parti libéral, a déclaré vendredi soir : « Il est absolument incroyable que M. Thatcher n'ait pas été immédiatement informée par ses deux collaborateurs qui se trouvaient dans la pièce voisine de la sienne. Ces deux personnes pouvaient-elles prendre seules une telle décision ? » M. Owen pense qu'il pourrait bientôt être établi que M. Thatcher a

cherché à « égarer » le Parlement et qu'elle doit pour cela lui présenter des « excuses » — une humiliation que M. Brittan avait déjà subie pour un autre épisode de l'affaire Westland, lorsqu'il avait voulu dissimuler le fait que la direction de British Aerospace s'était plainte auprès du gouvernement de son comportement.

Alors que M. Thatcher a toujours affirmé que son cabinet s'en tenait à une attitude de stricte neutralité dans l'affaire Westland, la révélation progressive de ces diverses manœuvres est troublante. Son indulgence persistante à l'égard de M. Brittan l'est tout autant, alors que le parti pris de ce dernier a été largement aussi actif que celui de M. Heseltine, qu'elle a pourtant laissé partir comme si elle le condamnait. Ainsi que le notent les observateurs politiques, il est surprenant que M. Thatcher se soit laissée « enfermer » dans cette affaire qui n'aurait jamais dû prendre de telles proportions. C'est ce qui inquiète nombre de conservateurs.

Une fois encore, « sa méthode et son style de gouvernement » sont mis en cause et elle ne paraît plus maîtriser la situation comme autrefois. Plusieurs commentateurs de la presse se risquent à annoncer que le premier ministre est peut-être en train de perdre son meilleur atout, sa réputation de « dame de fer », et par là même la principale raison de la confiance que lui portent ses partisans. Que se passera-t-il lorsque le gouvernement sera confronté à des problèmes beaucoup plus graves que celui de Westland ? Ces interrogations s'entendent jusqu'au sein du Parti conservateur au moment même où les sondages lui sont de plus en plus défavorables et où la cote de popularité du premier ministre semble pour la première fois inférieure à celle de M. Kinnoch, le leader de l'opposition.

Dans l'immédiat, la plupart des députés conservateurs estiment que la démission de M. Brittan « démontre » un peu la tension et, avant le débat de lundi, « diminue la pression » qui s'exerce contre M. Thatcher. Mais ils n'en sont pas tous convaincus.

FRANCIS CORNU.

M. Thatcher : la voie britannique « peut être bonne aussi pour la France »

Dans une interview parue dans le Figaro magazine du 25 janvier, le premier ministre britannique, M. Thatcher, explique que le gouvernement français, « depuis quelques années », change de rôle et adopte une politique fiscale et monétaire plus ferme. Politique qui a permis de réduire l'inflation et qui ouvre de nouvelles perspectives à la croissance. « Il devrait être poursuivi par la prochaine équipe gouvernementale », ajoute-t-elle. Un avis qui ne s'oppose pas à celui de M. Kinnoch, le leader de l'opposition.

A travers le monde

ARGENTINE

Grève générale largement suivie

La grève générale, convoquée le vendredi 24 janvier à l'appel de la CGT argentine, a été largement suivie mais n'a été marquée par aucun incident sérieux. Il n'y a pas eu de manifestations de rue, mais on signale cependant de source policière plusieurs arrestations, notamment à Mendoza. La CGT a affirmé dans un communiqué : « Le peuple a dit non d'une manière définitive à la politique économique du gouvernement. » Le texte dénonce la « subordination de l'économie argentine aux exigences du Fonds monétaire international ». Il s'agit de la quatrième journée de grève générale depuis l'arrivée au pouvoir de M. Alfonsín en décembre 1983. — (AFP.)

PHILIPPINES

Des observateurs américains pour le scrutin

Washington. — Les Etats-Unis enverront aux Philippines une délégation officielle de trente observateurs pour l'élection présidentielle du 7 février. M. Reagan a indiqué, le vendredi 24 janvier, qu'il approuvait l'envoi de cette délégation et a remis au secrétaire d'Etat, M. Shultz, et au président de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Lugar, la charge de désigner les membres de la mission. M. Lugar, qui dirigera lui-même la délégation, a émis de « sérieuses réserves » sur la possibilité d'un déroulement honnête du scrutin. La Commission électorale philippine a interdit, le 20 janvier, l'accès des bureaux de vote à tout étranger (le Monde du 22 janvier) et a réordonné l'envoi d'observateurs à leur désignation officielle par le chef de la Maison Blanche. La délégation américaine devrait néanmoins partir pour Manille le 4 février. — (AP, AFP.)

ITALIE

Le secrétaire général du PCI se rend à Moscou

Rome. — M. Alessandro Natta, secrétaire général du Parti communiste italien, devrait partir le dimanche 26 janvier, pour une visite de trois jours à Moscou et des entretiens avec Mikhaïl Gorbatchev, les premiers à ce niveau depuis 1978. Alors que les conversations de cette époque entre Leonid Brejnev et Enrico Berlinguer s'étaient déroulées dans un climat plutôt tendu, on indique dans les milieux proches du PCI que la rencontre entre MM. Natta et Gorbatchev s'annonce sous le signe de « l'attention et du respect réciproque ». De même source, on précise que les entretiens porteront sur trois aspects principaux : la sécurité et le paix en Europe et en Méditerranée, les rapports Est-Ouest, les rapports entre les PC d'Europe occidentale. — (AFP.)

Lesotho

Le général Lekhanya donne la priorité à la normalisation des relations avec Pretoria

Le général Lekhanya, qui a pris le pouvoir le 19 janvier, a prêté serment, vendredi, comme président du Conseil militaire. Cette cérémonie a eu lieu en présence du roi Moshoeshoe II, dont les pouvoirs se sont officiellement accrus depuis le coup d'Etat.

Dans son premier discours radiodiffusé, le général Lekhanya a souligné que le règlement de la crise intérieure au Lesotho et la normalisation de ses relations avec l'Afrique du Sud étaient les priorités du nouveau régime, indiquant à ce sujet : « Les activités des politiciens du Lesotho ont longtemps eu des relations avec l'Afrique du Sud et ont amené à la destruction de l'économie du pays. D'autre part, après la décision des autorités de Masera de demander le départ des réfugiés sud-africains de leur territoire (le Monde du 25 janvier) un premier contingent de soixante réfugiés a quitté la capitale du Lesotho, vendredi, pour se rendre à Lusaka, en Zambie. — (AFP, Reuters, UPI.)

République sud-africaine

Le bilan des affrontements tribaux. — Les affrontements tribaux ont opposé le jeudi 23 janvier, près de Durban, des Zoulous à des Pondos (le Monde du 25 janvier) ont fait, selon un bilan officiel, 36 morts et plus de 40 000 sans-abri. Mais le bilan définitif des scènes de carnage qui se sont produites dans la réserve d'Umbumbulu, au sud de Durban, pourrait être de 50 morts et au moins une centaine de blessés. Quelque 10 000 habitations, pour la plupart des cahutes de tôle ondulée, ont été détruites au cours des combats. 533 personnes, en majorité des Pondos, ont été arrêtées par la police, traduits devant un tribunal, puis relâchés sous caution. — (AFP, Reuters, UPI.)

Irlande du Nord

AUX ÉLECTIONS PARTIELLES Les protestants unionistes n'ont pas obtenu le soutien massif qu'ils espéraient

De notre envoyé spécial

Belfast. — L'Ulster dit non. Conformément au slogan qui s'est élevé sur tous les murs de la province depuis des semaines, la majorité protestante unioniste a comme on pouvait s'y attendre, manifesté son rejet du récent accord anglo-irlandais. Mais les dirigeants « loyalistes » n'ont pas tant s'en fait, atteint le but qu'ils s'étaient fixés en provoquant les élections de jeudi 23 janvier par la démission collective de quinze députés unionistes à la Chambre des communes (le Monde du 24 janvier). L'un de ces derniers n'a pas été réélu et son siège a été conquis par le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP), qui représente le courant nationaliste modéré de la minorité catholique. C'est l'un des éléments les plus « intéressants » et « significatifs » des résultats proclamés vendredi 24 janvier dans la soirée, ainsi que l'a souligné aussitôt, au nom du gouvernement, de M. Thatcher, M. Tom King, secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord.

Bien que les divisions de l'électorat soient pratiquement figées, le SDLP a sensiblement progressé au détriment du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, qui — comme les partis unionistes, mais pour toute autre raison — rejette l'accord. Tel était l'un des objectifs recherchés par Londres et Dublin lorsqu'ils ont conclu leur entente en novembre : débloquer la situation en favorisant une évolution qui permette d'isoler les partisans ou sympathisants du terrorisme et de rendre moins inacceptable aux unionistes l'idée d'un compromis.

M. James Molyneux et le révérend Ian Paisley, les dirigeants du Parti unioniste « officiel » et « démocratique », espéraient atteindre et dépasser la barre des 500 000 voix. Ils n'en ont obtenu que 416 000, à peine 2 000 de plus qu'aux élections générales de 1983. Compte tenu de l'augmentation du corps électoral entre-temps, cela représente une baisse réelle de 1,2 %.

F. C.

AVIS AUX ESPAGNOLS

Les ressortissants espagnols de la juridiction du Consulat général d'Espagne à Paris, qui ont demandé leur inscription sur les listes électorales des résidents à l'étranger, peuvent, jusqu'au 4 février prochain, vérifier s'ils ont bien été inscrits sur lesdites listes et présenter, le cas échéant, les réclamations correspondantes.

Ces listes sont affichées au Consulat général d'Espagne, 165, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

(Publistat)

en Hongrie

Les élections législatives du 25 janvier ont été marquées par une atmosphère de tension et de peur. Les candidats de l'opposition ont été menacés de représailles.

Cette fois, les élections ont été marquées par une atmosphère de tension et de peur. Les candidats de l'opposition ont été menacés de représailles. Les élections ont été marquées par une atmosphère de tension et de peur. Les candidats de l'opposition ont été menacés de représailles.

Quarante ans plus tard, on se souvient encore de la révolution de 1956. Les élections ont été marquées par une atmosphère de tension et de peur. Les candidats de l'opposition ont été menacés de représailles.

Étranger

LES RELATIONS ENTRE ALGER ET TRIPOLI

Algériens et Libyens préparent une rencontre entre MM. Chadli et Kadhafi

De notre correspondant

Alger. — Le chef de la diplomatie libyenne, M. Ali Abdessalam Triki, est arrivé le vendredi 24 janvier à Alger, porteur d'un message du colonel Kadhafi pour le président Chadli. Il a précisé que ce message traitait de la coordination des positions des deux gouvernements face à la crise pétrolière, de la situation dans le monde arabe et des « menaces américaines » pesant sur son pays.

M. Triki était déjà venu à Alger, le 18 novembre dernier, dans la délégation conduite par le commandant Hamid Khouli et chargée de transmettre un message du colonel au président Chadli. Depuis, les allers-retours se sont succédés entre Alger et Tripoli. Le 4 janvier, le président Chadli a reçu son ambassadeur en

Libye, M. Ali Ammar, membre du comité central du FLN, qui a rencontré vendredi le colonel Kadhafi.

Le concours mauritanien

Le chef de l'Etat mauritanien, M. Ould Sid Ahmed Taya, a également pris son concours. Il a reçu un appel téléphonique du président algérien à la veille de son voyage à Tripoli, où il a eu un entretien avec le colonel Kadhafi, le 13 janvier.

En rentrant de Nouakchott, il a fait escale à Alger et a rencontré le président Chadli.

S'il est exact que la baisse des prix du pétrole inquiète sérieusement les gouvernements libyen et algérien, qui produisent les mêmes quantités de brut et tirent l'essentiel

de leurs ressources de la vente d'hydrocarbures, l'Algérie vient aussi de soutenir officiellement la Libye dans son différend avec les Etats-Unis.

Nul doute qu'elle n'essaie de tirer avantage de sa position. Comme il est hors de question de régler le contentieux sur le bornage des frontières dans un avenir proche, il semble logique que l'Algérie attende en retour un geste libyen dans le cadre du conflit du Sahara occidental.

Ces dossiers figureront au centre de la rencontre prévue entre MM. Bendjedid Chadli et Kadhafi (le Monde du 27 décembre 1985), dont la tenue a été confirmée la semaine dernière à Damas par des officiels libyens et algériens, mais dont ni le lieu ni la date n'ont encore été communiqués.

FREDERIC FRITSCHER.

Le président péruvien Alan Garcia se rendrait en France en avril

Lima (AFP). — M. Carlos Roca, responsable des relations internationales de l'Apra, le parti gouvernemental, a déclaré le vendredi 24 janvier que le président Alan Garcia se rendrait en France en avril en visite officielle.

M. Garcia prendrait d'autre part la parole devant le Parlement européen de Strasbourg.

[M. Alan Garcia, au pouvoir depuis le 28 juillet 1985, a récemment reçu une invitation formelle de M. Mitterrand à se rendre en visite officielle en France. Aucune date précise n'avait encore été fixée.]

LA CRISE CAMBODGIENNE

Les Indochinois préconisent des négociations parallèles sur les aspects « interne » et « externe » du conflit

De notre correspondant

Bangkok. — Le communiqué final de la douzième conférence des ministres des affaires étrangères du Vietnam, du Laos et du Cambodge, réunis jeudi 23 et vendredi 24 janvier à Vientiane (le Monde du 24 janvier) recommande l'ouverture de négociations parallèles sur la crise cambodgienne afin de régler séparément ses aspects internationaux et nationaux. Reprenant l'esprit du texte publié à l'issue de la précédente rencontre des trois ministres à Phnom-Penh en août 1985, ce communiqué réaffirme que le Vietnam est disposé à retirer ses troupes du Cambodge en 1990, pour autant que soit mis fin aux livraisons d'armes à la résistance ainsi qu'à son « utilisation du territoire thaïlandais comme refuge ».

En ce qui concerne l'aspect interne du conflit, M. Hun Sen, premier ministre et ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que des négociations pourraient s'ouvrir entre les diverses factions cambodgiennes, à l'exclusion des Khmers rouges, afin, notamment, d'aboutir à l'élimination « politique et militaire » de ces derniers, actuellement, le principal adversaire militaire des Vietnamiens au Cambodge. Leurs forces sont estimées à trente-cinq mille soldats, dont au moins vingt mille opéreraient à l'intérieur du territoire cambodgien, certains jusque dans la région de Phnom-Penh.

L'aspect international du conflit, a dit encore M. Hun Sen, devrait être discuté entre les Etats de l'Indochine, la Chine, la Thaïlande et « ceux qui aident » la résistance. M. Hun Sen a également lancé un appel au prince Sihanouk, qui « devrait se demander s'il veut être enterré à Phnom-Penh ou bien s'il

se vit en exil et mourir à Pékin ». Dans son discours de clôture, le ministre laotien des affaires étrangères, M. Phoum Sipaseuth, a déclaré que « les différences existant actuellement entre les pays d'Indochine et ceux de l'ASEAN (Thaïlande, Singapour, Indonésie, Brunei et Philippines) pourraient se réduire graduellement » et qu'une « solution acceptable (concernant le Cambodge) pourrait être trouvée à condition d'être basée sur le principe d'égalité et dans le respect des intérêts de chacun ».

A Bangkok, le secrétaire général du Conseil national de sécurité, le commandant Prasong Sourai, a déclaré au quotidien The Nation qu'il n'y avait « rien de nouveau » dans le souhait exprimé par la conférence de Vientiane que les quelque deux cent cinquante mille réfugiés cambodgiens vivant actuellement sur la frontière khméro-thaïlandaise soient déplacés plus à l'intérieur de la Thaïlande, « afin de ne pas être contrôlés par les forces réactionnaires khmères » et en attendant d'être rapatriés au Cambodge. M. Prasong a affirmé avoir été informé par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés que le principal obstacle à un tel rapatriement était le Vietnam. La Thaïlande, a-t-il encore ajouté, « pays souverain », choisit seule l'emplacement des camps de réfugiés.

JACQUES BEKAERT.

■ Manifestation devant l'ambassade du Guatemala à Paris. — Quelques dizaines de personnes ont manifesté le vendredi 24 janvier devant l'ambassade du Guatemala, à Paris, pour demander la fin des violations des droits de l'homme dans ce pays et une enquête sur le sort des trente-huit mille personnes « disparues » ces dernières années.

EN VISITE A PARIS

« Une réduction des forces nucléaires de l'URSS passe par l'abandon de l'IDS »

déclare le chef d'une délégation parlementaire soviétique

Si les Etats-Unis mettent en œuvre leur initiative de défense stratégique, « nous ne serons pas en mesure de procéder à une réduction de nos forces nucléaires », a déclaré, le vendredi 24 janvier, à quelques journalistes M. Tolstousov, chef d'une délégation parlementaire soviétique actuellement en visite à Paris. La même personnalité a ajouté, toutefois, sans plus de précision qu'il « est possible de s'entendre dans un domaine précis sans attendre que des résultats soient obtenus dans celui des armements stratégiques ou d'autres domaines ».

Le chef de la délégation soviétique a encore déclaré que le vingt-septième congrès du PC de l'Union soviétique, convoqué pour le 25 février et qui devrait durer jusqu'en 5 mars, renouvellera pour « plus d'un tiers » l'effectif du comité central du PC, élu par le précédent congrès en 1981. Le congrès devrait déboucher également, selon lui, sur des « changements énormes » dans le domaine économique.

M. Tolstousov, qui préside à Moscou le Soviet de l'Union (l'une des deux Chambres du Soviet suprême), ainsi que le groupe parlementaire de l'URSS, a séjourné à Paris à l'invitation du groupe d'amitié franco-soviétique du Sénat.

Il a été reçu par MM. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, Alain Fohrer, président du Sénat, et Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, qui s'était rendu le mois dernier en URSS et avait été reçu par M. Gorbatchev.

MÉMOIRE ET LOIS DE L'HOMME DU 25, 26, 27 JANVIER. POUR SON RETOUR, LE JUDAÏSME N'A PAS FAIT DANS LE SCHMOLLDU.

SAMEDI 25 JANVIER 1986 à 20H30
SORBONNE

Par le professeur Jacques SOPPELSA Président
de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

"L'Éthique juive et le renouveau spirituel
contemporain".

Président Ady STEG

Communication : Léon ASKENAZI.

Avec : Emmanuel LEVINAS, Bernard Henri
LEVY, Jean-François LYOTARD,
Alain FINKELKRAUT, Charles MOPSIK,
Emile PAPERNIK, R.P. RIQUET,
Schmuel TRIGANO.

DIMANCHE 26 JANVIER à 15H30
CENTRE RACHI

Président Jean-François REVEL "Le Judaïsme
et les Sciences Humaines".

Communications : Jacob TAUBES Professeur de
l'Université libre de Berlin et Guy SORMAN.

Avec : Elisabeth De FONTENAY,
Catherine CLEMENT, Jean-Pierre FAYE,
Bernard KOCHNER, Cyril KOUPELNIK,
Jacques Alain MILLER, Edgar MORIN,
Daniel SIBONY.

DIMANCHE 26 JANVIER 1986 à 20H30
CENTRE RACHI

"Les Juifs, les exilés de l'histoire au cœur
de l'histoire".

Président : Pierre NORA.

Communication :
Armand ABECASSIS.

Avec : Rachel ERTEL, François FURET,
Patrick GIRARD, Jacques LE GOFF,
Emmanuel LEROY LADURIE,
Jacques TARNERO.

LUNDI 27 JANVIER 1986 à 20H30
CENTRE RACHI

"Le personnage juif dans la littérature".

De la caricature au paradigme
de la condition humaine.

Président : Marek HALTER. Communication :

Olivier REVAULT D'ALLONNES

Avec : Roger ASCOT, Blainie BARRET
KRIEGLER, Marguerite DURAS,
Léon POLIAKOV, Lazare PRAJS,
Françoise SAGAN,
Philippe SOLLERS,
Armando VERDIGLIONE.

MEMOIRE ET LOIS DE L'HOMME

Un Mois de Judaïsme avec Marek Halter.

Centre Rachi - 30 bd de Port Royal, 75006 Paris - Tél. : 43.31.98.20

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

Les « Panthères grises » de Wuppertal

En Europe, c'est surtout par le parti des Verts que l'Allemagne fédérale, à ce jour, s'est singularisée. On connaît moins ceux qui refusent, suivant l'exemple américain, d'être rangés parmi les vieux et militent contre les discriminations fondées sur l'âge.

Correspondance

Wuppertal. — « Nous voulons montrer que, même si l'on est vieux, on peut être libre et combattif. » Trude Unruh, fondatrice et présidente des quinze mille « Panthères grises », mouvement né il y a dix ans — est une robuste sexagénnaire, pleine d'entrain, au visage enjoué. Femme de tête, d'action et de poigne, elle régenta maternellement ses troupes et n'est pas du genre à aller soigner ses rhumatismes dans une maison de retraite. Avec Helmut, son mari, et douze compagnes de lutte entre soixante et quatre-vingt-cinq ans, elle vit en communauté à Wuppertal, cité industrielle de la Ruhr, dans une grande maison qui sert de siège à l'organisation.

En dépit de l'âge des « pensionnaires », on ne peut pas un instant se croire, ici, dans une maison de retraite. Des pancartes dans le hall appellent à la prochaine « manifestation ». Elles proclament : « L'assistance, pas la charité ! », « Pauvreté des vieux, pauvreté allemande ! ». Sur un mur, bien en évidence, l'hymne de l'organisation : « Nous voulons lutter, nous défendons nos droits et notre honneur... ». Dans un bureau, quatre femmes — qui ne sont plus de première jeunesse — tapent à la machine, classent des dossiers, d'autres s'affairent dans la cuisine, tandis qu'un petit groupe tricote et papote dans la grande salle où se retrouvent chaque semaine une centaine de membres. « La politique, mais aussi le plaisir », est l'une des



PANCHO

PANCHO

formules-chocs de Trude, qui ne renie pas les activités dont sont friandes les associations traditionnelles.

Si on le connaît, à l'américaine, sous le nom des « Panthères grises », le mouvement porte le nom de « Senioren Schutzbund » (Ligue pour la protection des personnes âgées). Il a provoqué, par ses méthodes, une petite révolution dans le monde discret du troisième âge. Discret, pour Trude Unruh, est, en effet, trop souvent synonyme de résignation : « Nous voulons changer les mentalités, montrer que les vieux sont des êtres humains qui ont leur opinion, qui ont leur vie et n'ont pas peur de se montrer. Elle ajoute, en riant : « D'ailleurs, à nos âges, qu'est-ce que nous risquons ? Pour dénoncer une société dans laquelle les anciens n'ont pas droit au chapitre, les « Panthères » se sont assises devant le palais de justice de Wuppertal, bouche collée au sparadrap.

Les « Panthères grises » se considèrent comme un « syndicat

du troisième âge », et se battent comme des militants : manifestations, happenings, occupations de locaux... « Notre but est de lutter contre la dépendance, le manque d'autonomie des vieilles personnes », précise Adam Bauer, un « jeune » de cinquante et un ans, gérontologue à Francfort, entré dans le mouvement pour mieux l'étudier. « Il existe une image très négative de la vieillesse. Pour les gens, elle ne bouge pas, elle est absente de ce qui se passe. Nous voulons rompre avec ce rôle traditionnel, avoir une conscience de nous-mêmes complètement différente, un rôle social important, bref être respectés. »

« Nous faisons peur »

Fermeture des asiles et des hospices, aménagement de structures d'accueil plus humaines, création de communautés à l'image de celle de Wuppertal, augmentation des pensions, institution d'un « minimum vieillesse », remise en cause de la loi sur la tutelle, qui

peut obliger des personnes à partir de soixante ans, considérées, même à tort, comme invalides, à vivre dans des maisons de retraite reconnues par l'Etat.

Etalées devant l'opinion publique, ces revendications sont aussi défendues au Bundestag par les Verts, auxquels les « Panthères grises » ont demandé d'être leurs porte-parole. Pour l'instant, ces projets n'ont pas encore abouti, mais on en discute... Au Parlement, affirme M. Bauer, on a commencé à parler de la nécessité d'un changement dans les asiles. « Dans certains débats, nous sommes invités en tant qu'experts pour les problèmes concernant la vieillesse. Mais, surtout, nous faisons peur », poursuit Trude Unruh. « Quand, dans une maison de retraite, il y a une section de notre mouvement, cela change beaucoup de choses. »

Deux exemples parmi d'autres : en juillet dernier, le groupe de Münster est alerté par une infir-

mière qui travaille dans un hospice tenu par des religieuses ayant la réputation de maltraiter leurs pensionnaires. Les « Panthères » occupent les locaux en clamant des slogans du style : « L'humanité avant la prière ! ». L'Eglise, embarrassée par ce scandale, devra appeler les « coupables » à d'autres fonctions.

L'administration veut envoyer dans une maison de retraite onze personnes âgées qui vivent, apparemment bien, dans une pension de famille. L'une d'entre elles tente de se suicider, une autre sombre dans la dépression, tandis qu'une troisième, plus avisée, avertit les « Panthères ». Aujourd'hui, le petit groupe, regonflé à bloc, a créé à son tour une section !

« De vieux punks ! »

Les « Panthères grises », qui recrutent surtout parmi les petits retraités des classes moyennes, n'ont guère la faveur des politiciens. Elles soupirent volontiers : « Ils passent leur temps à plaindre les vieux, mais ne font rien. »

Proche des alternatifs, avec lesquels elle participe aux marches « pour la paix et contre le nucléaire », dégoûtée « des magouilles, du bla-bla et des luttes internes des partis » après des années de militantisme au sein du SPD, du FDP et de mouvements féministes, Trude affirme qu'elle ne revendique plus qu'une étiquette, celle de « rebelle aux cheveux blancs ».

L'indignation l'a amenée au cours de sa vie à défendre les femmes battues, les enfants maltraités, la nature polluée... Elle la poussera à se pencher sur le sort des personnes âgées. Il y a dix ans, une vieille dame qu'elle rencontre régulièrement dans des « théas à papotages » doit, à la suite d'un accident, prendre le chemin de la maison de retraite. « On a toutes eu peur de subir un jour le même sort et on a imaginé une maison où nous aurions pu nous relayer pour nous occuper

d'elle. De là a germé l'idée d'une organisation d'entraide. »

Depuis, la Ligue a essaimé dans cent soixante-dix villes en Allemagne ; ses membres se réunissent une fois par semaine pour discuter de leurs problèmes, certes, mais aussi papoter autour d'un thé et jouer aux cartes. Dix maisons communautaires ont été ouvertes ; certains pays, comme la Suède, ont pris contact avec le groupe de Wuppertal pour créer un mouvement similaire, et Trude Unruh envisage même de former une section européenne.

Sept sur dix des membres de la Ligue sont des femmes. Certains hommes, et tout d'abord Helmut, l'époux de Trude, s'accrochent à la forte personnalité de la fondatrice. En revanche, Werner Richter, un homme digne et vaillant de soixante-quinze ans, a quitté le mouvement au bout de six mois : « Ce sont des femmes-hommes. Elles font peur aux vieux. Ils ne veulent pas se retrouver sous leur coupe. » Autre sujet de déception : « On m'avait promis qu'ils faisaient des manifestations, que c'était des bagarreurs. J'ai l'impression de voir une bande de vieux punks. Ça n'a aucun sens, et ça ne correspond pas à la mentalité du peuple allemand. »

M. Adam Bauer reconnaît : « Nous choquons la majorité des personnes âgées. Nous apparaissons agressifs, excentriques. Moi-même, professeur et scientifique, je rencontre de la méfiance de la part de mes collègues. L'image est beaucoup plus positive chez les jeunes. » Bien sûr, certains parents dotés d'enfants particulièrement « répressifs » doivent se résigner... à aller manifester en cachette. Ce n'est pas le cas d'Adam Bauer : « Nous forçons le respect des jeunes », dit-il. On en trouve même au sein de l'organisation, car elle accueille sans discrimination tous ceux qui se sentent concernés par les problèmes du grand âge.

Et cela, en vertu d'un argument irréfutable : « Aujourd'hui, c'est nous ; demain, ce sera vous. »

ANNE GALLOIS.

BELGIQUE

Les super-Bruxellois des Marolles

Il est à Bruxelles un quartier qui tient de la place Maubert et de l'ancien « zone » parisienne. On n'y roule pas sur l'or, mais les gens de ce quartier-là sont plus Bruxellois que les autres...

De notre correspondant

Bruxelles. — « Moi, tu sais, je parle flamand ou wallon. Ça dépend comme on m'attaque. La casquette de travers, le mégot déjà chancelant mais l'œil encore pétillant malgré les quelques dizaines (?) de bières avalées depuis le matin, Jean-Paul Carton — alias « Spinnepop » — est chez lui au Chandelier, un des derniers vrais bistrot de Marolles, au plein cœur de Bruxelles.

Ici, tout le monde a sa place. Ceux qui ont des « chicons » (entendez : de l'oseille) boivent. La bière coûte environ 3 francs. Les autres parlent, écoutent Alain Barrière : « Mo-vie-ill... Il est long, le chemin... » Quelques-uns, arrivés au bout de leur voyage, dorment, la tête dans les bras. Ils pourrissent toute la nuit. Jadis, au Bosa, sans doute le café le plus célèbre, le patron tendait une corde pour permettre à tous ceux qui restaient, et ils étaient nombreux, de dormir debout. A l'aube, raconte la petite histoire, la corde était dénouée, et tous tombaient par terre. « Faux », protestent les anciens : « Le patron nous réveillait ! »

Sesame efficace pour se faire accepter : offrir une tournée générale. Mais attention aux mauvaises surprises ! Chez Dikke Pierre, l'ancienne patronne, une énorme maitresse, sonait la cloche dès qu'un client imprudent, ou un

touriste, ce qui revient au même, offrait à boire. Aussitôt, des ombres surgissaient des quatre coins du quartier, entraînaient chez le « gros Pierre », vidaient leur verre : « Une bonne santé, monsieur ! », et repartaient se fonder dans la nuit, dans l'attente d'un autre nuit. Autres temps, autres cloches. Au Moyen Âge, celles-ci sonnaient à la tombée de la nuit pour indiquer la fermeture des portes du Bruxelles fortifié. Les « clochers », l'expression vient de là, contraignent alors chez eux, dans les Marolles.

Historiquement, « la » Marolle se bornait à quelques rues mal famées, voisines de l'ancien cimetière des sœurs de Marie, appelées aussi Sœurs Marolles, ou Marolles. D'autres font dériver Marolle de l'espagnol *marullero* (fin, rusé). Reste qu'aujourd'hui encore les vrais Marolliens sont très stricts quant à la délimitation exacte de leurs quartiers. Ainsi, pour les puristes, le trottoir de gauche de la rue haute « en est ». Mais pas le trottoir de droite !

« Ces gens sont des démons »

« Les Marolles », écrit Jean d'Ons, évoquent d'une façon générale toute l'aire d'habitation des gagne-petit, des chiffonniers, des brocanteurs, des artisans, des laveurs de vitres, des boutiquiers, des marchands des quatre saisons, des « keijes », effrontés, des « kassiers », des soutards, des « brailleurs ». Et cette population a ses titres de gloire. Ne dit-on pas qu'en 1830 trois cents Marolliens ont mis en fuite les seize mille soldats de Guillaume d'Orange ? « Ces gens sont des démons. Nous rentrons chez nous », disent les Hollandais. La Belgique était indépendante !

Le quartier a aussi des souvenirs plus tragiques, et moins glorieux. Combien de fois les « aristocrates » y ont-ils mis le feu, pour calmer ses ardeurs revendicatrices ? Quatre mille mètres à tisser brûlèrent ainsi en 1430. Mais la grande bataille perdue des Marolliens, celle qui a laissé une empreinte tragique sur le quartier, se produisit en 1862. L'année où Joseph Pollaert, un architecte communal, conçut le projet d'ériger un palais de justice titanesque, précisément sur la colline des Marolles. Il fallut exproprier des centaines d'habitants, et la lutte dura des années. Un vieux barbier de la rue de la Chèvre se pendit à l'arrivée des gendarmes, qui durent assister les huissiers de justice puis escorter les norias de chariots chargés de pierres de taille.

Beaucoup d'ouvriers des Marolles préférèrent chômeur, plutôt que de travailler à la construction du palais.

Celui-ci, enfin achevé, devint le plus grand édifice construit au



FRANCHINI.

dix-neuvième siècle dans le monde entier. Sa salle des pas perdus est encore aujourd'hui la plus haute de la planète. L'architecte est mort fou avant l'inauguration de son palais. Maigre consolation pour les Marolliens, qui ont toujours gardé depuis une haine tenace pour deux corps de métiers.

Les gendarmes, tout d'abord. Ici, l'agent de police est l'ennemi héréditaire. Sauf s'il est naïf du quartier, il n'a pas intérêt à se mêler de trop près de ses affaires. Il n'y a pas si longtemps, comme dans la chanson de Brassens, des gendarmes désireux de s'interposer dans une bataille rangée entre deux groupes de Marolliens durent rapidement quitter les lieux, devant le front des ennemis provisoirement réconciliés.

Maudits architectes !

Autre profession maudite : celle d'architecte. Depuis Pollaert, le mot est devenu une insulte. Louis Quervieux, dans son *Édition du dialecte bruxellois*, cite cet extrait savoureux du *Journal des tribunaux*, de 1883 :

« Interpellé en flamand, la prévenue a répondu avec une modeste fierté : « Monsieur le juge, je parle français, sais-tu ? J'avais acheté du pétrole, dit-elle. — Le commissaire, qui a une pique sur sa famille, a crié : « Tu es une scandale, et ton frère est un architecte. » Alors, ça m'a mise en colère. Et je lui ai donné sur sa figure une claque, avec ma cruche à pétrole. »

Plus d'un siècle après, la langue des Marolles est toujours aussi hermétique pour les étrangers. Et souvent même pour les Bruxellois. La capitale de l'Europe, si l'on met de côté cet autre idiome,

mélange d'espéranto et de technocratie, qui fleurit dans les bâtiments de la CEE, possède trois parlers populaires : le jargon flamand, le jargon wallon et le marollien, un curieux amalgame des deux langues.

Intégrer les marginaux

Ou plutôt, comme l'analyse Jacques Van der Biest, le vicaire de la paroisse, « un mélange de flamand en transition vers le français et de français en transition vers le flamand », avec, pour simplifier, les différents apports d'émigrants qui ont toujours habité les Marolles : Italiens, Espagnols... Marocains, aujourd'hui.

Preuve de cette mosaïque : Dorothée et Georges, les deux poupées géantes qui symbolisent le quartier, ont successivement donné naissance à Woltje, à Marion et Isabelle (toutes deux réalisées à partir de la photo d'une petite émigrée italienne), à Kwiebe-Kwiebe, à Rolfe Van de Steenport, et enfin, en 1985, à Dona Brabantia.

Le quartier, qui en quarante ans est passé de quarante-cinq mille à dix mille habitants, compte aujourd'hui près de 50 % d'immigrés. Pourtant, on n'y trouve pas l'espèce d'apartheid qui sévit dans d'autres quartiers de Bruxelles.

Les Marolles, explique Jacques Van der Biest, ont toujours été le quartier des méprisés et des exclus. Mais il a toujours rempli une fonction primordiale : intégrer les marginaux dans la vie urbaine. Depuis les tanneurs, qui devaient, parce qu'ils travaillaient sur des animaux morts, se purifier avant d'entrer dans les églises, jusqu'aux Marocains, qui, ailleurs, vivent terrés chez eux.

Point commun à tous, la misère. La moitié des habitants des Marolles vivent en dessous du seuil de pauvreté. Si, avant la crise, la population s'y répartissait également entre travailleurs, chômeurs et marginaux, aujourd'hui il y a 50 % de chômeurs et 20 % de travailleurs. Les 30 % restants n'ont jamais travaillé, et n'ont même pas atteint le « niveau » du chômage.

Ah, la fin des Marolles ? Réponse de Jacques Van der Biest :

« Au XVI^e siècle, un pamphlet écrit en flamand par un habitant du quartier expliquait déjà pourquoi les Marolles étaient condamnées. Alors... »

Aujourd'hui, certaines maisons du quartier ont été rénovées. Des restaurants « branchés » s'y sont installés. Et, tous les dimanches matin, le marché aux puces, sur la place du Vieux-Marché, attire les badauds. Depuis 1976, les Fêtes breughéliennes rappellent que le peintre habitait ici et épouse une vraie Marollienne, Marie Coucke...

Et puis, au Chandelier, la « vie » continue. A 3 heures du matin, « Spinnepop » a la casquette un peu plus de travers, le mégot plus chancelant et l'élocution plus hasardeuse. Une dispute éclate, rapidement calmée : « Ils sont trop saouls pour se battre vraiment », commente un habitué.

Une vieille, édentée, entre, ivre morte. Elle a encore la force de m'interpeller : « Alors, fien, on vient voir le quart-monde ? » Heureusement, Alain Barrière enchaine : « Ma-a-vec-ill... il est long, le chemin-in... »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

France

LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

M. Rocard : « Clarté, efficacité, respect » M. Barre prêt à aller « jusqu'au vote de la censure »

Venu vendredi soir 24 janvier à Aurillac pour commencer sa campagne électorale, en soutenant la candidature de M. René Souche, ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture, M. Michel Rocard a réaffirmé ses critiques de la plate-forme commune de l'opposition, telles qu'il les avait exprimées la veille dans le *Monde*, mais il a aussi, pour la première fois, évoqué la perspective d'une cohabitation entre M. Mitterrand et la droite au cours prochains. Il a notamment déclaré :

« Je veux dire, avec une certaine brutalité, que le problème de la cohabitation, ce n'est pas mon problème, d'abord parce que c'est l'hypothèse de la défaite, l'hypothèse où RPR et UDF forment une majorité capable de soutenir un gouvernement, et je ne suis tout simplement pas dans cette situation. Nous verrons bien alors. Nous n'avons pas fini de progresser. »

« La cohabitation ce n'est mon problème, parce que ce n'est pas le problème de la gauche. C'est le problème de la droite. C'est elle qui cherche à créer cette situation politique nouvelle. Il lui revient donc de nous prouver que la solution pourrait être viable, la charge de la preuve incombe à MM. Giscard d'Estaing, Barre, Chirac, qui veulent revenir au pouvoir, pas à nous qui pensons qu'il est préférable pour la France que nous y restions. Certains ne se privent pas d'ailleurs de jouer les professeurs. Que de leçons entendons-nous ! Et que de contradictions, de discordances, de dissensions. Les professeurs de cohabitation ne manquent pas, mais aucun ne dit la même chose. Enfin, c'est leur affaire ! Qu'ils continuent ainsi leurs leçons, leurs classes seront rapidement désertées ! (...) »

« Chacun se rend bien compte qu'il ne sert pas à grand-chose de s'appuyer ou de fantasmer sur des résultats électoraux qui restent à venir. Les hypothèses sont multiples. Il nous revient, et il me revient de déterminer des principes, de poser des exigences qui soient, pour moi et, je l'espère, pour l'ensemble de la gauche, les clefs d'un comportement politique responsable et crédible. »

« Nous devons avoir trois exigences :

« D'abord une exigence de clarté. Attention à la confusion des idées, à la confusion des responsabilités. Les Français veulent savoir à tout moment qui gouverne, qui porte les responsabilités, qui doit être électoralement sanctionné en cas d'échec ou, au contraire, applaudi en cas de réussite. Toute autre situation se retournerait contre ceux qui l'auraient créée. »

« De même, nos interlocuteurs étrangers, dans le cadre de rapports quotidiens ou de négociations internationales difficiles, veulent savoir qui est l'interlocuteur valable, qui décide au bout du compte. Le sentiment que plus personnes ne décide-

rait, ou pire, que tout le monde déciderait, aboutirait à un abaissement de la France. »

« Une exigence d'efficacité ensuite, les problèmes de notre pays sont trop graves pour que nous puissions accepter un retard dans l'élaboration et l'application des décisions. »

« La bataille économique (...) implique que tous les acteurs de la vie économique sachent où va la France, quelles sont les priorités nationales, les orientations gouvernementales, la flèche des entreprises ne peuvent se diriger à l'aveuglette. Il leur faut un bateau « France » dont la barre soit fermement tenue. »

« De même, pour les grands défis sociaux auxquels notre pays doit répondre (...) il faudra être efficace, sinon ce sera l'incertitude et, au bout du compte, l'échec. »

« La troisième exigence est celle du respect de la fonction présidentielle, et d'abord de la personne du président de la République, et donc, bien sûr, de François Mitterrand. »

« L'élection présidentielle est devenue pour tous les Français l'élection fondamentale, celle à laquelle ils participent le plus, avec

le plus d'engagement personnel. C'est autour de cette élection, et donc autour de celui qui est élu, que se forment les majorités, que se forment les pouvoirs. Certains à gauche l'ont regretté ou le regretteront encore. Pour avoir, parmi les premiers, perçu l'importance de l'élection au suffrage universel du président de la République, je n'en suis que plus à l'aise pour en défendre l'institution. »

« D'autres à droite voudraient, aujourd'hui, abaisser le président à une fonction d'apparat ou d'apparence. Une présidence « d'influence », cela n'est pas acceptable, parce que les Français n'accepteraient pas que soient ainsi amoindris et la fonction et l'homme. Le rôle peut sans doute varier, mais un président de la République ne saurait être ni l'objet de polémiques ni le sujet de comportements politiques qui voudraient en dévaloriser la fonction. (...) »

« A ces conditions, la France a quelques chances d'être gouvernée sans secousses violentes et de voir la cohabitation, si vos votes l'appellent, se faire en souplesse et en douceur. Dans sa sagesse, l'opinion à travers les sondages exprime très clairement cet espoir d'une cohabitation calme. »

Si l'opposition devient la majorité après les élections législatives, M. Raymond Barre souhaite qu'elle « ne fournisse pas » au président de la République « le gouvernement qu'il souhaite ». Pour cela le député de Lyon est prêt à aller « jusqu'au vote de la censure ».

Invité de l'émission « Face à la trois », le vendredi 24 janvier, l'ancien premier ministre a ainsi réaffirmé de la manière la plus claire son opposition à toutes formes de cohabitation. Mais comme il sait que sa position n'est pas majoritaire au sein de cette éventuelle future majorité, il n'entend pas jouer « les trublions » devant un gouvernement de cohabitation. « Je ne lui voterai pas la confiance », dit-il toutefois. Si le premier ministre engage alors sa responsabilité sur le vote d'un projet de loi, la position de M. Barre dépendra du texte, mais comme il est persuadé que ce système « ne marchera pas », il ne veut pas « se mettre au milieu pour prendre des coups », aussi il regardera cette cohabitation « avec intérêt et distance ».

Pour autant, l'ancien premier ministre ne préfère pas une défaite de l'opposition aux législatives afin

qu'elle soit en meilleure position pour gagner l'élection présidentielle : « Mon objectif pour les élections législatives, c'est qu'elles permettent de mettre un terme le plus rapidement possible au socialisme à la française (...). Je souhaite donc une victoire franche et massive de l'opposition, car ce sera un dénouement du président de la République. » Annonçant il est « normal » que celui-ci dise « aux Français : donnez-moi une majorité pour gouverner. Mais il est plus contestable qu'il le fasse dans un meeting du Parti socialiste ». Que M. Mitterrand « se conduise en homme de parti, en homme de classe » renforce M. Barre dans son refus de la cohabitation.

Si le député de Lyon se refuse à chercher quels sont « ses principaux concurrents ou adversaires », il se range clairement au sein de l'opposi-

tion RPR-UDF, dont il qualifie la plate-forme commune de « document sérieux et bon » car elle ne tient pas compte de certaines « positions intempestives » et parce qu'elle dit « un certain nombre de choses très utiles ».

Il émet toutefois quelques « réserves » sur le programme de l'opposition en matière fiscale, car il souhaite, lui, une réforme globale de la fiscalité et non pas simplement quelques réformes ponctuelles, reconnaissant que, pour lui, cela implique que plus de personnes paient l'impôt sur le revenu. De même, il voit « une ambiguïté » dans le fait que la plate-forme n'indique pas les délais dans lesquels serait mis en place la réduction d'impôt. Contrairement à M. Alain Juppé, M. Barre pense que cela « ne sera pas possible » ni la première année ni en 1987.

Un dialogue difficile

C'est dur pour un homme politique de dialoguer avec des jeunes, tout particulièrement avec ces nouveaux adultes qui, faute de travail et donc d'argent, se sentent exclus avant même d'avoir pu se faire le moindre plaisir ! M. Raymond Barre en a fait l'amère expérience vendredi soir sur FR 3. Que dire à Martine, qui, au bout de vingt deux minutes d'écoute du traditionnel discours politique, s'exclame : « C'est insupportable, je crève. Les problèmes que j'ai, vous ne les avez jamais connus. Vous ne m'attendez rien des hommes politiques... » ? La compassion de l'ancien premier ministre ne peut être une réponse suffisante. Comprendre que Martine soit « agrie » parce qu'elle se plaint d'avoir les huisseries au cul n'est pas ouvrir le dialogue, même si la jeune femme a clos d'une manière brutale, en brandissant une pancarte : « Gros cul. »

Ces jeunes ont des besoins immédiats : trouver un travail pour le lendemain. M. Barre ne peut que leur parler d'un futur plus lointain, quand on aura réformé « tout le système de formation ». En attendant, ils devront se contenter d'un grand effort de solidarité nationale. Mais ce n'est pas la charité qu'ils demandent.

Oh ! M. Barre est plus à l'aise avec ces étudiants qui lui parlent Bourse et investissements étrangers. Mais peuvent-ils être satisfaits quand il leur demande de « prendre un peu plus de maturité, un peu plus de sagesse », alors qu'ils proclament leurs besoins « de souffle, d'indignation à l'action ».

S'ils veulent que les jeunes s'insèrent vraiment à la politique, à la vie de la cité, les hommes politiques devront bien compter ce fossé des générations, si flagrant vendredi sur le plateau de « Face à la 3 ».

Th. B.

La leçon de M. Rocard

(Suite de la première page.)

Non seulement il n'a pas réaffirmé ses doutes sur les chances de la gauche d'empêcher la prise du pouvoir législatif par la droite, mais il s'est employé à accrédiiter l'idée que la dynamique doit être poursuivie jusqu'à son aboutissement actuel, si l'on s'en tient aux sondages, pourrait s'amplifier jusqu'à permettre de « progresser suffisamment pour éviter à la France une politique agressive et revancharde et pour assurer la continuité sur les éléments essentiels du destin national ».

La direction du parti ne le verra pas, cette fois, en flagrant délit de défaitisme. L'élusé non plus. D'abord, toute l'argumentation de M. Rocard tend à renvoyer sur les seuls partis de droite la responsabilité de définir avant le 16 mars leur conception d'une « cohabitation calme » avec le président de la République afin de répondre aux exigences de « clarté » et d'« efficacité » dues aux électeurs. Sous-entendu : mieux vaut la continuité que le désordre potentiel.

Ensuite, M. Rocard fonde cette mise en garde contre les risques d'une crise de régime sur une troisième « exigence » celle du « respect de la fonction présidentielle, et d'abord de la personne du président

de la République, donc bien sûr, insiste-t-il, de François Mitterrand ». Il s'oppose clairement à M. Valéry Giscard d'Estaing qui veut le chef de l'Etat, dit-il, à un rôle « d'apparat ou d'apparence ». On ne saurait être plus solidaire du chef de l'Etat.

Pour un accord minimum

Cela dit, il y a l'air et il y a la chance, comme dirait Catherine Lara. Le non-dit, une fois de plus, chez M. Rocard, qui visiblement veut donner à réfléchir, contribue à entretenir l'ambiguïté. Sa « leçon de cohabitation » n'est intelligible que si son raisonnement est poursuivi jusqu'à son aboutissement logique : la conclusion, au lendemain du 16 mars, en cas de défaite de la gauche, d'un modus vivendi négocié entre M. Mitterrand et le chef de la nouvelle majorité parlementaire. Conçue comme un choix médian entre la thèse de M. Giscard d'Estaing et l'intransigeance absolue de M. Raymond Barre, cette proposition ne contredit par les orientations actuelles de M. Mitterrand et elle mise sur le « fait » que M. Chirac, lequel ne va pas jusqu'à envisager une « crise de régime » dans son refus affiché de tout « compromis ».

Propos et débats

M. Chirac : les Gaulois extrémistes

« Ni le RPR ni l'UDF n'accepteront de compromis avec des dirigeants d'un courant de pensée qui est à l'opposé du nôtre », a déclaré M. Jacques Chirac, le vendredi 24 janvier, au cours d'un meeting à Dijon, en faisant allusion à une éventuelle alliance avec les Gaulois extrémistes du Front national. Venu soutenir la liste d'union RPR-UDF conduite en Côte-d'Or par M. Robert Poujade, ancien ministre et maire de Dijon, le président du RPR a ajouté : « Je n'admets pas que ce soit un socialiste qui me pose la question. Des hommes qui n'ont pas hésité pour conquérir le pouvoir (...) à s'allier avec des communistes, dont chacun sait qu'en matière de droits de l'homme ils sont autrement dangereux (...) et dont les dirigeants vont chercher les ordres à l'étranger. »

M. Le Pen : la corbeille de concubinage

« Comment pourrait-on combattre le socialisme quand on se prépare à se marier avec lui ? » a déclaré M. Jean-Marie Le Pen à l'adresse de M. Jacques Chirac, le vendredi 24 janvier, lors d'une réunion publique à Amiens (Somme). Évoquant la plate-forme électorale UDF-RPR, le président du Front national a estimé que ces deux partis appartiennent « dans la corbeille de concubinage » avec le président de la République leur refus de remettre en cause « le pouvoir tyranical ». Enfin, M. Le Pen a affirmé que, dans le domaine de la lutte contre le chômage, les chiffres étaient « truqués ».

M. Mauroy : le rassemblement comme en 36

M. Pierre Mauroy a lancé, le vendredi 24 janvier, à Vernouillet, dans la banlieue de Paris, un appel au rassemblement de la gauche derrière le président François Mitterrand. « Les militants ont imposé 36. La gauche n'a jamais gagné quand elle était unie », a déclaré l'ancien premier ministre au cours d'un discours célébrant un banquet pour le cinquantième du Front populaire. « Le 16 mars, il ne sera pas question de seulement compter, les communistes dans leur carré, qui rétrécit, les socialistes dans leur carré, qui s'agrandit », a-t-il ajouté. « Il faut une dynamique qui soit majoritaire ! ».

La fraude électorale à Sarcelles

INCUPLATION D'UNE MILITANTE DU PC

Le parquet de Pontoise (Val-d'Oise) a inculpé de fraude électorale, le mardi 21 janvier, M^{me} Colette Le Fol, attachée aux finances de la mairie de Sarcelles, dans le cadre de l'enquête déclenchée après les élections municipales du 13 mars 1983.

À la suite de cette consultation, qui avait vu la victoire du maire communiste sortant, M. Henri Canscos, avec 36 voix d'avance, son adversaire, M. Raymond Lamontagne, conseiller général divers droite, constatait que le procès-verbal de récapitulation des chiffres avait été rectifié et que les feuilles de dépouillement des tables 1 et 2 du bureau 14 avaient fait l'objet de modifications portant sur 70 voix.

Plainte fut déposée par M. Lamontagne. Après confirmation par le Conseil d'Etat, le 2 septembre, de la décision d'annulation du scrutin par le tribunal administratif de Versailles, une nouvelle élection fut organisée en octobre 1983. M. Lamontagne l'emporta, cette fois, avec 54 % des suffrages.

L'inculpation de M^{me} Le Fol s'appuie sur un rapport d'expertise graphologique concluant que la même personne a rédigé et modifié les feuilles de dépouillement et également rectifié le chiffre du procès-verbal. Membre du PCF, M^{me} Le Fol nie totalement la première accusation, mais a reconnu la seconde devant le juge d'instruction, en précisant qu'elle avait agi sur ordre.

Évoquant cette inculpation, vendredi 24 janvier, M. Canscos, a estimé qu'il s'agissait d'une « erreur judiciaire ». Pour l'ancien maire communiste, le moment choisi pour inculper M^{me} Le Fol « prouve qu'il s'agit là d'une opération politique qui vise à détourner les électeurs de Sarcelles de l'enjeu du 16 mars ».

SITUATION 86

TARN-ET-GARONNE : M. Gouze (ex-PS) persiste

« Je ne vois pas pourquoi je n'irais pas jusqu'au bout », a déclaré, le vendredi 24 janvier, M. Hubert Gouze, maire de Montauban, député du Tarn-et-Garonne, qui vient d'être exclu du PS pour avoir décidé, en violation de l'accord national PS-MRG, de conduire une liste socialiste aux élections législatives et régionales du 16 mars.

Ce coup de force place M. Gouze en face de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, MRG, régulièrement investi par le PS pour diriger la liste des législatives.

M. Baylet avait fait savoir jeudi, dans une lettre ouverte adressée à M. Gouze et à la fédération départementale du PS : « Il est encore temps, si nous en avons la volonté, de surmonter nos divergences en agissant rapidement pour réaliser l'entente qui nous permettra de maintenir la représentation du Tarn-et-Garonne à l'Assemblée nationale dans la tradition républicaine. »

« Le MPPT dans quatre-vingt-trois départements. — Le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) présentera ou soutiendra une liste législative dans tous les départements métropolitains sauf les deux départements corse. En revanche, il ne participera pas aux élections régionales en raison, selon ses dirigeants, de son opposition à la politique de décentralisation mise en place par le gouvernement. Essentiellement constitué de militants du PCI (Parti communiste internationaliste, trotskiste), le MPPT regroupe, affirme ses dirigeants, de nombreux syndicalistes et d'anciens membres du PCF et du PS. »

Uranus se dévoile lentement

« Le rideau s'ouvre sur Uranus. » Pour André Brabic, astrophysicien de l'Observatoire de Paris-Meudon qui participe à Pasadena (Californie) au dépeçage des images envoyées par son satellite Voyager-2, c'est cette image, un peu théâtrale qui donne le mieux l'impression d'un monde scientifique. Vendredi 24 janvier à 19 heures (heure française), Voyager-2 est passé à seulement 81 000 kilomètres de la planète : une distance infime en regard des 3 milliards de kilomètres qui nous séparent d'elle. Juste avant ce rassemblement, elle a observé de près, de très près même pour Miranda (20 000 kilomètres), les cinq satellites « internes » d'Uranus. Ces satellites étaient les seuls connus il y a un mois, mais Voyager-2 leur a déjà ajouté neuf congénères — et il semble bien que la liste ne soit pas close, comme ne l'est sans doute pas celle des anneaux qui entourent la planète.

Ensuite, la sonde a tourné autour d'Uranus, passant dans son ombre, observant l'hémisphère nord éclairé, après l'hémisphère sud éclairé. Elle a étudié la lumière solaire diffusée par les anneaux. Elle a mesuré le

couleur dominant puisque les anneaux ne renvoient que 3 % de la lumière qu'ils reçoivent. Les spécialistes attendent d'autres images, en cours de transmission, qui permettront de voir les anneaux de profil.

début de la conférence de presse de vendredi, tenue juste à l'heure où Voyager-2 passait au plus près d'Uranus, les scientifiques de Pasadena recevaient un SOS. La sonde européenne Giotto, qui doit en mars « visiter » la comète de Halley, s'était perdue. Elle ne répondait plus aux ordres transmis de la Terre. Pour la remettre dans le droit chemin, il fallait d'urgence actionner le système de secours, en envoyant des signaux plus puissants, et utiliser pour cela les grandes antennes qui étaient justement occupées à recevoir les informations transmises par Voyager-2. Après quelques moments d'angoisse, une solution a été trouvée : à une période où plusieurs antennes étaient utilisables pour la réception, l'une d'elles a été pointée vers Giotto ; il semble que le contrôle de cette sonde ait pu être repris.

MAURICE ARVONNY.

La moisson de la sonde Voyager-2 est immense. Il faut du temps pour capter ces informations, les trier et les analyser.

rayonnement émis par la planète aux diverses latitudes, d'où l'on va déduire la température de l'atmosphère, la vitesse des vents, l'étrange météorologie de cette planète renversée où jours et saisons se confondent. Elle a mesuré les complexes interactions entre le système solaire et le milieu interplanétaire. Elle s'éloigne maintenant en direction de Neptune, prochain rendez-vous programmé dans trois ans et demi, mais va encore pendant plusieurs semaines accumuler les observations.

Déjà, l'accumulation d'une étoile à neutrons, la mesure de l'épaisseur des anneaux. Elle ne paraît pas dépasser 20 à 30 mètres.

S'accumulent aussi des images des satellites, remplis de fractures, de cratères. Comme on pouvait s'y attendre, les différences sont grandes entre ces objets qui, vus de la Terre, ne sont que des points faiblement lumineux. On connaît maintenant leurs dimensions précises (1). Et là encore, beaucoup d'observations attendent que les expérimentateurs trouvent le temps de s'intéresser à elles.

Comme dans toute pièce de théâtre bien montée, un peu de suspense ne messie pas à l'intrigue. Au

« Trois chercheurs européens reçoivent les prix Jeuneur de médecine. » Les prix de la Fondation Louis-Jeanet de médecine, d'un montant total de 7 320 000 francs, ont été attribués le 24 janvier aux professeurs Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), Michael Berge (université de Cambridge, Angleterre) et David Collen (université de Louvain, Belgique). La plus grande partie de cette somme (6,6 millions de francs) doit servir à la poursuite de leurs travaux. La Fondation Jeanet, dont le conseil scientifique est présidé par le professeur Maurice Tubiana (directeur de l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif), a été créée à Genève en 1983. Dorénavant elle décernera chaque année des prix destinés à encourager les meilleurs travaux de recherche en Europe occidentale.

Le rideau s'ouvre. On pourrait même dire qu'il est grand ouvert, même si les yeux des scientifiques n'ont pu encore fouiller le monde qu'il dévoile. Il faut trois heures pour que les signaux envoyés par la sonde atteignent la Terre. Mais la quantité d'informations est telle que tout n'a pu être envoyé directement : de nombreuses données ont été stockées sur bande magnétique à bord de la sonde, et seront diffusées pendant le week-end. Il faut aussi du temps pour les analyser. Faire apparaître une photographie sur les écrans de visualisation, l'orienter, régler les contrastes, repérer les principaux éléments visibles, nécessite un quart d'heure. Si elle est jugée intéressante — et elle le sera — elle sera envoyée à la Terre. Il faut deux heures pour tirer les premières informations. Or ce sont quelques données ciblées que Voyager a envoyées.

Un SOS de Giotto

De minute en minute, les informations s'accumulent. Les plus passionnantes concernent le champ magnétique. Longtemps inobservable, il a été découvert de manière indirecte, ce champ a pu être bien mesuré vendredi. Il est relativement grand, nettement supérieur à ce qu'on pensait au vu des premières mesures, signe qu'Uranus contient en son centre un noyau électriquement conducteur et que de la matière s'y déplace. Surtout, les pôles magnétiques semblent très éloignés des pôles géographiques, ce qui fait que les spécialistes ne s'y retrouvent plus. Les notions de nord et sud étaient déjà conventionnelles sur Uranus, dont l'axe de rotation est presque orthogonal à ceux de toutes les autres planètes. Si de plus, l'axe magnétique est très éloigné de l'axe géographique, la confusion s'installe vite, et on a relevé quelques quiproquos dans les discussions entre expérimentateurs.

Une première image en couleurs des anneaux a été obtenue : elle fait apparaître de notables différences entre ceux-ci, même si le noir est la

« Un colloque sur les médecines du monde. » Un colloque « Médecines du monde, anthropologie et pratique médicale », aura lieu les 27 et 28 janvier 1986 au centre de conférences Pamphos, 16, rue de l'Esplanade, 75005 Paris. Renseignements et inscriptions : docteur Véronique Barrois-Larousse, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, cabinet du ministre (pièce 6156), 8, avenue de Ségur, 75700 Paris. Tél. : 43-06-28-42.

« SOS sclérose en plaques. » La sclérose en plaques, maladie du système nerveux central, atteint en France près de cinquante mille personnes, des adultes jeunes pour la plupart, qu'elle rend progressivement invalides. Pour aider les chercheurs à trouver les causes — encore inconnues — et les remèdes à cette affection, une association de malades a en 1986 de constituer une banque de données. La questionnaire qu'elle a mis au point est à la disposition des malades.

SEP-SOS, 40, rue de Bercy, 75008 Paris.

LE MALAISE AU QUAI DES ORFÈVRES

Une partie de la base réclame la mutation des commissaires Mertz et Cancès

L'inculpation d'un inspecteur de la Brigade de recherches et d'intervention (BRI), Dominique Lissou, pour vol à main armée (le Monde du 26 janvier), amplifie le malaise qui règne au Quai des Orfèvres depuis le hold-up contre le Crédit lyonnais de la rue du Docteur-Blanchet à Paris (18^e) au cours duquel Jean Vindus, un enquêteur de la BRI, avait été tué (le Monde du 23 janvier).

Une partie de la base (inspecteurs et enquêteurs) de la BRI et de la Brigade de répression du banditisme (BRB), appuyée par le syndicat majoritaire chez les inspecteurs, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), réclame la mutation

des responsables des deux brigades, les commissaires Raymond Mertz (BRB) et Claude Cancès (BRI), à qui elle reproche des « erreurs de commandement » lors du hold-up.

De son côté, la hiérarchie du Quai des Orfèvres, comme le Syndicat des commissaires, réplique aux contestataires en critiquant le manque de détermination de la base pendant l'opération alors que « seuls les commissaires sont allés au feu ». Plus de soixante policiers se trouvaient en effet sur les lieux et seuls deux inspecteurs, dont Jean Vindus, ont fait usage de leur arme.

« Enquête sur le meurtre d'une fillette dans les Yvelines. » L'autopsie de la fillette de douze ans, Dany Daiba, d'origine algérienne, qui a été tuée jeudi 23 janvier à Mantes-la-Jolie (Yvelines) (le Monde du 25 janvier), a révélé qu'elle n'avait pas été violée, comme on l'avait pensé tout d'abord, mais qu'elle est morte d'une hémorragie cérébrale à la suite des coups qu'elle avait reçus à la tête. L'hypothèse de rôdeurs cherchant de l'argent et qui se sont enfuis sans rien emporter lorsqu'ils ont été surpris par le père de la fillette semble de plus en plus plausible.

« Incendie à la cathédrale de Bourges. » Une explosion, vraisemblablement d'origine accidentelle, a provoqué un incendie, s'est produite jeudi 24 janvier à la cathédrale de Bourges (Cher) près des orgues récemment restaurées. Le portail, les vitraux, la voûte et l'horloge ont été atteints par les flammes de l'incendie. L'incendie a été très rapidement maîtrisé par les sapeurs-pompiers de la ville.

ENVIRONNEMENT

Marée noire en mer du Nord

Un chalandier néerlandais, pris dans le tempête en mer du Nord, a été touché, vendredi 24 janvier, par un pétrolier libanais affrété par un armateur grec, l'Orléans, à la suite de deux autres pétroliers néerlandais et britanniques. Il a fait déverser les contenus de deux plates-formes d'extraction de pétrole en mer, car le navire en feu s'est mis à dériver au milieu du brut échappé de ses soutes — l'Orléans en transportait 78 000 tonnes. Finalement, l'incendie a pu être maîtrisé et le pétrolier pris en remorque. Une nappe de pétrole d'une dizaine de kilomètres de long dérive maintenant en mer du Nord.

PARIS

Pas d'enclave soviétique dans le Bois

Sous la pression de M. Georges Meunier, maire (UDF) du XVI^e arrondissement de Paris, M. Jacques Chirac, maire (RPR) de Paris, vient de renoncer à accorder à l'ambassade soviétique une parcelle du bois de Boulogne de près de 4 000 mètres carrés attenante aux bâtiments de l'ambassade. Ce sont les habitants du quartier qui, se voyant interdire le jardin longeant l'avenue du Général-Foyelle et la passerelle franchissant le boulevard périphérique en direction du Bois, ont vigoureusement protesté. Les Soviétiques avaient déjà obtenu que les pignons ne puissent passer sur le trottoir longeant leurs locaux.

L'indifférence de quatre-vingt-douze voyageurs

(Suite de la première page.)

M. Perez, qui a mesuré le danger, quitte alors la voiture 14 en prenant soin de bloquer d'un tour de clé la porte de communication avec la 113, celle des aspirants légionnaires. Il pense ainsi assurer la sécurité de son protégé.

Mais, il n'en reste pas là. Dans cette voiture 113, il s'adresse au capitaine Logel et à ses aspirants légionnaires. Il veut savoir qui a porté à Habib Grimi le coup de tête dont il se plaint. Alors Elviro Vidal lui déclare : « C'est moi », en affectant de s'excuser et de faire comprendre que l'incident est terminé.

« Je lui ai demandé pourquoi il avait fait ça. Il m'a répondu : « Je n'aime pas les Arabes. » Quand j'en vois un, j'ai envie de tomber dessus. » Alors je me suis adressé au capitaine Logel pour qu'il intervienne et empêché toute nouvelle agression. Il m'a donné cette assurance, c'est pourquoi j'ai cru que je pouvais repartir. Sans cela, je n'aurais pas bougé. Mais pour moi, ce capitaine Logel en uniforme représentait l'autorité.

Or, à peine M. Perez reparti, Elviro Vidal, Béani et Blondel vont galoper jusqu'à la voiture 14 à la recherche de Grimi. Ils se heurtent à la porte qui verrouille le compartiment. Mais un agent de la SNCF ignore de la situation va leur servir, car ils lui disent qu'ils avaient un copain à rejoindre. C'est ainsi que tout va s'accomplir. Lorsque M. Perez revient, il comprendra très vite. Les trois aspirants légionnaires sont, de nouveau, dans leur compartiment, le 6 de la voiture 113. Mais tout montre dans la voiture 14 qu'il y a eu un drame : le sang qui macule les portes et les couloirs, la disparition de Grimi que M. Perez fera rechercher

dans tout le train en vain, et pour cause. Voilà déjà un bilan : passivité du capitaine Logel en dépit des assurances données à M. Perez, déblocage de la porte par un agent de la SNCF ignorant. Lequel ? Aucun de ceux qui étaient de service sous l'autorité de M. Perez n'a voulu se reconnaître l'auteur pourtant bien innocent d'un geste dont, après coup, les conséquences apparaissent évidemment considérables.

Ce n'est pas tout. Dans les voitures 14 et 113, il y avait, ce soir-là, 92 voyageurs. C'est M. Perez, encore lui, qui a insisté à réusir à obtenir de trois d'entre eux quelques témoignages. Mais les autres, tous les autres, ont disparu bien vite.

« Comme au cinéma »

Que disent ces trois-là ? M. Frédéric Retaillon, pas tellement fier de lui, traduit bien ce que fut le sentiment commun. Dans son compartiment de la voiture 14, il a bien vu « des mouvements dans le couloir ». Il a même entendu un cri. Mais ce Bordeaux-Vintimille « ce n'est jamais un train très tranquille ». « J'ai cru à une altercation entre militaires comme il y en a souvent. S'ils avaient fait plus de bruit, je serais sans doute sorti pour leur dire de se calmer, car j'avais envie de rougir. »

L'effroyable destin

Au nom des parents de Habib Grimi, le bâtonnier Pierre Souquères, pouvait parler de l'« effroyable destin » et reprendre la phrase dite à la barre par le père de Habib : « J'aime la France, quand je rencontre des Français, je les accueille chaleureusement. J'avais élevé cet enfant comme on soigne un arbre et on me l'a déraciné avant qu'il puisse porter ses fruits. »

« Cinq contrôleurs pour les fichiers d'Interpol. » La commission de contrôle des fichiers d'Interpol, présidée par M. Robert Biever, substitut du grand-juge du Languedoc, est composée de MM. Markus Peter, substitut de la Confédération helvétique ; Jacques Fauvet, président de la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL), et ancien directeur du CNIL ; Robert Van Hove, commissaire général aux délégations judiciaires à Bruxelles, et Georges Wiesel, expert en informatique (RFA).

« Pourquoi en cassation de Michel Baron. » Condamné à dix ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de l'Essonne le 19 janvier, Michel Baron a introduit, le 22 janvier, un pourvoi en cassation. Récemment coupable d'avoir participé à un vol à main armée, commis le 24 mai 1983, Michel Baron a toujours nié. Au terme du procès (le Monde du 21 janvier), deux accusés

Plusieurs pays européens en compétition pour vendre des canons de 155 mm à l'Inde

Plusieurs pays européens, dont la France, sont en compétition pour la fourniture à l'armée indienne de pièces d'artillerie de 155, pour un montant évalué à environ 10 milliards de francs. Selon des estimations des milieux industriels, le choix du gouvernement indien est attendu très prochainement, à l'issue de négociations de plus de trois ans.

Le marché indien se présente, en réalité, sous la forme d'un double contrat : celui des pièces d'artillerie elles-mêmes et celui des munitions adaptées aux pièces. L'Inde pourrait ainsi décider de négocier séparément, avec le fournisseur des canons et avec le fournisseur des munitions.

Face à face, plusieurs constructeurs. La France, par l'intermédiaire du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), propose son canon tracté de 155 millimètres, dérivé du canon AUF-1, dit à grande cadence de tir, qui commence d'équiper les unités d'artillerie de la 1^{re} armée. L'Autriche, de son côté, présente son canon Voest. Un consortium anglo-germano-italien, conduit par la société britannique Vickers et associant la firme west-allemande Rheinmetall et l'entreprise italienne Oto-Melara, a fait des offres de service. Enfin, la Suède, par la voie de la société Bofors, dont le président a été démissionnaire après la révocation de l'existence d'un contrat d'armes suédoises avec l'Iran, propose ses matériels à des conditions de prêt ou de subventions étatiques particulièrement intéressantes.

On croit savoir que le marché indien serait, dans un premier temps, de quatre cents canons directement commandés au fabricant et qu'il s'agirait, ensuite, de la construction sous licence, localement, d'un millier de canons supplémentaires.

A Paris, on considère dans les milieux spécialisés que les principaux rivaux des matériels français sont les matériels suédois. La Suède, estime-t-on de même source, a exporté en 1984 pour 200 millions de dollars de canons en dépit de l'absence de marque, propre à cet Etat, d'un système de paiement.

On ajoute que le budget suédois a prévu, pour 1986, un don de 300 millions de couronnes (l'équivalent en francs français) à l'Inde et

un crédit supplémentaire de 400 millions de couronnes, à prêt bonifié, pour le même pays.

La France a déjà vendu à l'étranger son canon de 155 millimètres, notamment à l'Irak, et des munitions du même calibre à des utilisateurs étrangers de canons fabriqués par d'autres constructeurs que les producteurs français.

Le CL-289 pourra être programmé pour parcourir une trajectoire déterminée (quelques centaines de kilomètres), enregistrer des données et revenir sans dommages à son point de départ. Il offrira une plus grande portée que son prédécesseur, le CL-89, actuellement utilisé dans les forces armées ouest-allemandes, françaises, italiennes et britanniques. Dans le cas de la France, l'acquisition du missile de surveillance CL-289 est rendue nécessaire par la mise en service, après 1990, du missile préstratégique Hadès tête nucléaire. La mission du CL-289 est de rendre compte au commandement de la situation du champ de bataille avant l'éventuel déclenchement d'un tir nucléaire du Hadès, qui porte, lui, à plus de 350 kilomètres.

Dans ce contrat, la France assurera les responsabilités financières et industrielles du sous-système optronique et du système de communications de l'appareil. Les entreprises associées à Canadair sont Dornier (Allemagne) et la Société alpine des télécommunications SAT (France).

« Avocats de la LICRA. » M. Jacques Lévi et Michel Rodon ont élevé le débat : « Ce procès ne servira à rien si dans nos cours rien n'est changé. Il nous invite à une réflexion sur nous-mêmes, à un sursaut de conscience », et M. Roland Rappaport, au nom du MRAP : « A partir du moment où nous sommes indifférents aux autres comme l'ont été, ce soir-là, les voyageurs du Bordeaux-Vintimille, c'est nous-mêmes que nous mettons en danger. Vous aller juger. Je vous demande de le faire comme si vous aviez devant vous trois Algériens qui, voyant un Français avec un walkman sur les oreilles, se mettent à le frapper pour finalement le jeter par la portière d'un train. »

Ce fut là le thème commun contre ceux que M. Boyer, au nom de l'Association France-Algérie, devait qualifier de « meurtriers de l'amitié ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

avaient été acquittés dont Roger Knobelpiess, ami d'enfance de Michel Baron.

« Grève de la faim de l'un des preneurs d'otages de Nantes. » Abdelkarim Khalki, qui avait apporté les armes à Georges Courtès, lors de la prise d'otages au palais de justice de Nantes (le Monde du 22-23 décembre 1985), observe une grève de la faim depuis le 30 décembre dernier parce qu'il estime que les « promesses » qui avaient été faites n'ont pas été tenues. Une fois les otages libérés, Abdelkarim Khalki devait, en principe, être expulsé vers son pays d'origine, mais le Maroc avait refusé de l'accueillir.

L'état du gréviste, qui accepte de boire, ne nécessite pas pour l'instant son hospitalisation, a précisé le ministre de la justice. Le détenu a été transféré, le 16 janvier, de la prison de Ploërmel (Morbihan) à celle de Fresnes.

Société

Les projets de l'opposition

LE RPR VEUT RÉTABLIR UN BARRAGE A L'ENTRÉE EN SIXIÈME

Persuadé que l'éducation est, avec la sécurité et l'emploi, l'un des thèmes majeurs de la campagne électorale, le RPR a précisé, cette semaine, lors d'une réunion de presse, quelques-unes des idées qu'il entend défendre en la matière et qui seront rassemblées dans un document publié prochainement.

Pour M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire nationale à l'enseignement et à la recherche, le texte de la plate-forme co-signée avec l'UDF (le Monde du 19-20 janvier) marque le recul des thèses ultra-libérales de certains partenaires tels que M. Madelin, dont l'idée du «chèque éducation» n'a pas été retenue. «Nous n'avons pas de divergences sur l'immédiat, a-t-elle souligné, mais seulement sur le rythme des réformes, que nous souhaitons progressif».

Quelques-unes des mesures préconisées par le RPR tranchent cependant avec la situation actuelle. Pour endiguer l'échec scolaire, il est par exemple question de faire passer aux élèves des tests de connaissance à chaque palier du système éducatif. Pendant la scolarité élémentaire, deux séries d'épreuves seraient instaurées, dont l'une en fin de cours moyen deuxième année, qui déboucherait, soit sur le passage en sixième, avec ou sans cours renforcés dans certaines matières, soit sur l'orientation vers une classe spéciale, soit sur l'obligation de redoubler. M^{me} Alliot-Marie a d'ailleurs précisé qu'elle n'était guère favorable à la réforme des lycées préparée par M. Chevènement.

«Pas de ségrégation»

Le RPR voudrait aussi offrir aux parents le «libre choix de l'école» en espérant une désertion totale des établissements dans un délai de cinq ans «sans déstabilisation ni ségrégation», affirme M^{me} Alliot-Marie, parce que, selon elle, 10 à 15 % des familles seules useraient de cette liberté nouvelle.

D'autre part, le pouvoir des chefs d'établissement et des collectivités locales serait accru. Les chefs d'établissement interviendront dans le choix des enseignants et le poids de la note administrative qu'ils attribuent à leur personnel serait renforcé. Le RPR ne souhaite pas remettre en cause le caractère secondaire, mais envisage la création, par contrat avec les collectivités locales, d'enseignements techniques spécialisés, liés aux besoins de l'économie.

Avançant prudemment sur le sentier de la décentralisation et dénonçant «les pièges de la décentralisation socialiste», le parti de M. Chirac estime néanmoins qu'il est «impossible de refuser plus longtemps aux collectivités locales le droit de s'intéresser à l'efficacité des établissements scolaires» et prône l'instauration d'un dialogue nouveau «entre l'école et les élus locaux».

● **Enjeux scolaires, enjeux sociaux.** — Les Actes de ce colloque par Ecole et Société, les revues *Esprit*, *Intervention*, *Politique aujourd'hui*, *Projet*, *Raison présente* et par l'université de Paris-III, et dont nous avons rendu compte dans le Monde du 21 mai 1985 («Entre Jean-Jacques Rousseau et Jules Ferry»), sont parus. On y trouve notamment les interventions de Jacques Delors, Marcel Gauchet, Françoise Mayeur, Evry Schatzman, Paul Thibaud. Diffusé par Le Seuil, cet ouvrage est en vente en librairie ou par correspondance à Ecole et Société, 16, rue Laplace, 94110 Arcueil (103 p., 50 F).

«LE MONDE» EN ALSACE

Strasbourg compte sur l'appui des gouvernements français et ouest-allemand pour appuyer sa candidature au secrétariat d'Eurêka

Strasbourg. — «J'attends plus pour Strasbourg et l'Alsace de l'Europe du libre-échange que des institutions européennes proprement dites», M. Adrien Zeller, député du Bas-Rhin et maire UDF de Saverne, n'a pas rencontré d'opposition en concluant ainsi la conférence-débat organisée par la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et le Monde, à l'occasion de la publication, vendredi 24 janvier, du supplément «Strasbourg, ville du futur». M. René Uhrich, directeur général de la chambre de commerce, Philippe Lemaître et François Renard, pour le Monde, y ont fait le tour des atouts de Strasbourg en cette fin de siècle, mais aussi de ses nécessaires adaptations.

Quelques quatre cent personnes, élus, chefs d'entreprise, banquiers, responsables économiques de l'agglomération, avaient répondu à cette invitation. Ils ont eu des réactions contrastées. Ainsi, quand François Renard a jugé que, entre Luxembourg et Bâle, Strasbourg, malgré ses vingt-huit banques et les ramifications internationales de plusieurs grands groupes régionaux, ne pouvait guère s'imposer comme une place financière internationale.

Ou encore quand Philippe Lemaître a souligné les chances de Strasbourg pour obtenir l'implantation du secrétariat permanent d'Eurêka — qui se décidera en juin prochain à

Londres lors du conseil des ministres, seize des dix-huit pays impliqués penchent plutôt pour Bruxelles. M. Marcel Rudloff, sénateur et maire (UDF) de Strasbourg, a réaffirmé solennellement qu'il comptait beaucoup sur l'appui des gouvernements français et allemand pour défendre la candidature de sa ville.

Au centre géographique d'un marché de 333 millions d'habitants, Strasbourg et l'Alsace seront au rendez-vous du vingtième et unième siècle, a jugé M. René Uhrich. D'autant plus que la région appartient à un «triangle d'or des nouvelles technologies», où se croisent les économies badoise, alsacienne et helvétique. La collaboration entre la recherche et l'industrie, la levée progressive des barrières non tarifaires qui ralentissent le libre-échange européen, ne peuvent que profiter à l'économie alsacienne, «au cœur du bassin d'innovation du Rhin supérieur».

Un mot est revenu dans le débat : l'«espoir» de Strasbourg et de l'Alsace, qui doit compter sans illusions sur ses propres forces face aux défis du futur. Mieux placée que bien d'autres régions — peut-être — pour incarner le relais rhénan et européen. Et par là même, sans doute, moins attentivement souve-

JACQUES FORTIER.

L'obstination d'Alain Calmat

Un champion sportif à la retraite, c'est toujours décevant. Pourquoi ne pas en faire un sur le podium gouvernemental ? Le premier ministre a pu faire ce calcul en appelant Alain Calmat au ministère de la jeunesse et des sports. Mais n'allait-il pas se casser la figure sur la glace politique, cet ancien champion du monde de patinage artistique ? Ses premiers pas furent hésitants. Mais, après seize mois de pratique, ses triples boucles diaboliques sont du plus haut niveau.

Un exemple : il avait beaucoup fait rire, à ses débuts et à ses débuts, en proposant un aménagement du temps scolaire pour favoriser la pratique du sport par les plus jeunes. A peine lancée, l'idée était retournée sur l'indifférence hostile de l'éducation nationale. Avec l'obstination du sportif qui s'est levé pendant quinze ans à 4 heures du matin pour réussir des ronds parfaits sur la glace, il a néanmoins fait avancer son projet. Résultat : on ne sourit plus quand il annonce, à l'occasion des vœux pour 1986, que «deux cent mille enfants pratiquent des activités phys-

ques et sportives dans le cadre d'un aménagement du temps à l'école primaire, et que l'objectif est d'atteindre six cent mille enfants en 1986».

Autre exemple : François Léotard, secrétaire de l'UDF, marthonien à ses heures, avait estimé que avec moins de 0,5 % du budget de l'Etat, le ministère des sports ne représentait plus rien et pouvait être supprimé. Réplique d'Alain Calmat : grâce au Loto sportif, qui devrait rapporter plus de 600 millions de francs aux fédérations en 1986, les crédits pour le sport ont augmenté de 40 % en francs constants depuis cinq ans. Et la préparation olympique pour 1988 est sérieusement engagée avec 1 500 athlètes de haut niveau, sous contrat, et la mise en place de quinze centres d'entraînement en dehors de l'Institut national du sport de Vincennes...

La classe politique réfléchira peut-être à deux fois à l'avenir avant de nommer un ancien champion au ministère des sports. Avec des gens qui ont la performance dans le sang, on ne sait jamais.

LE RALLYE PARIS-DAKAR : UNE SEPTIÈME VICTIME

L'un des concurrents du rallye Paris-Alger-Dakar, le motard italien Gian Paolo Marinoni, est mort vendredi 24 janvier à Dakar après avoir été blessé dans une chute lors de la dernière épreuve chronométrée, mercredi 22 janvier, entre Mboro et le lac Rose. Le pilote avait terminé la course, mais souffrant d'une lésion au foie, il avait été transporté à l'hôpital de Dakar où il a succombé à une hémorragie interne.

Coféquipier des Français Hubert Auriol et Gilles Picard de l'écurie Caviga-Elf, Gian Paolo Marinoni avait remporté plusieurs spéciales au cours du rallye. Sa mort porte à sept le nombre des victimes du Paris-Dakar 1986, tandis que les rivaux Michel Parmentier et Jean-Michel Baron sont toujours dans le coma.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 23 janvier : DES DÉCRETS

● N° 86-108 du 21 janvier 1986 modifiant le livre III du code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire) en ce qui concerne la participation des employeurs à l'effort de construction.

● N° 86-109 du 23 janvier 1986 instituant un délégué à la rénovation des banlieues.

● Du 17 janvier 1986 fixant les conditions d'admission à l'école normale supérieure.

● Du 21 janvier 1986 relative aux notations, nominations, mutations et autorisations d'absence ou de congé des chefs des services extérieurs de l'Etat, dans la région ou du département.

France/services

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.01.86 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 25 janvier à 6 heures et le dimanche 26 janvier à minuit.

Un champ de pressions élevées maritimes le pays à l'ouest du flux perturbé océanique. La perturbation qui abordera samedi soir l'ouest du pays restera peu active, conduisant à une simple aggravation nuageuse.

Dimanche, un temps peu nuageux régnera du Nord-Est aux Alpes, où l'on observera encore quelques averses de neige au-dessus de 500 mètres d'altitude.

En Bretagne, en Vendée et sur l'ouest de l'Aquitaine, les nuages seront plus abondants, l'accompagnement parfois de faibles bruines côtières. Cette bande nuageuse gagnera dans la journée l'ensemble de l'Aquitaine.

PRÉVISIONS POUR LE 26 01 DÉBUT DE MATINÉE



Près de la Méditerranée, le vent faiblira et le jour sera largement ensoleillé, excepté au Costa et sur les Pyrénées orientales, où les averses persisteront. Parfois ailleurs, régnera un temps calme, favorable à la formation des brouillards matinaux, localement givrants. En cours de journée, les averses reprendront fréquemment et sporadiquement sur un quart nord-est, se limitant rapidement à l'Alsace et aux Alpes. Dans l'ensemble, prédominera un temps variable avec de belles éclaircies.

En soirée, une bande nuageuse abordera les côtes de la Manche.

Les températures minimales avoisineront 4 à 6 degrés près des côtes, -1 à -4 degrés dans l'intérieur, atteignant -6 à -8 degrés dans le Massif Central. Les températures maximales seront

de l'ordre de 3 à 6 degrés sur la moitié nord, 8 à 12 degrés sur la moitié sud et sur le littoral atlantique.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 24 janvier, le second le minimum de la nuit du 24 au 25 janvier) : Ajaccio, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 11 et 4 ; Bordeaux, 9 et -1 ; Brétigny, 8 et 6 ; Brest, 7 et 2 ; Caen, 12 et 5 ; Cherbourg, 5 et 3 ; Clermont-Ferrand, 7 et -2 ; Dijon, 5 et -1 ; Digne, 6 et 4 ; Evry, 3 et -3 ; Grenoble-St-M-H., 7 et -1 ; Lille, 9 et 5 ; Lille, 4 et 1 ; Lyon, 6 et -1 ; Marseille-Marguare, 10 et 2 ; Nancy, 3 et 0 ; Nantes, 8 et 1 ; Nice, 13 et 6 ; Paris-Montsouris, 5 et 3 ; Paris-Orly, 6 et 1 ; Pau, 9 et 1 ; Perpignan, 10 et 4 ; Rennes, 7 et -1 ; Rouen, 5 et -1 ; Saint-Etienne, 6 et -2 ; Strasbourg, 4 et 0 ; Toulouse, 8 et 1 ; Tours, 6 et 1.

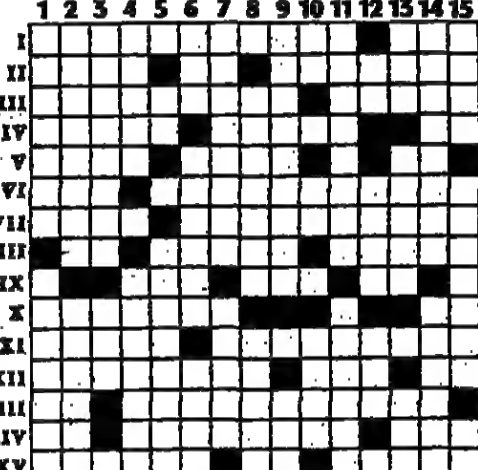
Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 11 ; Genève, 5 et -1 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 6 et 0 ; Madrid, 14 et -1 ; Rome, 17 et 3 ; Stockholm, 1 et -2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4148 HORIZONTALEMENT

I. La médecine du travail. Une demande qui peut faire verser une larme. — II. D'être sec ne l'empêche pas d'être bouffi. Apostrophe qui entraîne un mouvement de pivot. Général, à la tête d'une unité. — III. Milieu dont on est le centre. Courant haute fréquence. — IV. Un homme de glace. Revenu « allégé ». Note. — V. Avoir droit au chapitre. U. Un homme qui a du caractère ou une vraie carapace. N'a vraiment pas beaucoup d'altitude. — VI. N'était pas de fusion libre. Est branché sur la force. — VII. Grandes époques. Ne frappe pas et pourtant elles sont éternelles. — VIII. Préposition. A donc été exprimé par signes. Femme de lettre. — IX. Lieu de mauvaises rencontres ou tableau idyllique. Lanceur de disque. Partie de pêche. — X. N'incite pas à monter sur les planches. Participe passé. — XI. Se règle à coups de martinet. Peut se voir au saut du lit. — XII. On l'oblige à bien articuler dès le plus jeune âge. Apprivoisé. Quartier de Venise. — XIII. Note. Impression d'aise ou de malaise. — XIV. Cas de dispense de taxe. Quand il n'est pas à la porte, il peut nous signifier notre congé. L'un ne manque pas de panache, l'autre de noblesse. — XV. Toujours prêt à faire payer. Préposition. Mécon-



viés d'ordre. — 9. Petites perles. Pied de « barreau ». — 10. Tout ou presque rien. Forme d'avoir. Signes de moquerie (deux mots). — 11. Ne manque pas de mordant. Mordus ou léchers. — 12. Abréviation religieuse. Son académie comporte beaucoup de membres. Est souvent aux arrêts mais conserve tout de même une certaine liberté de manœuvre. — 13. Indication musicale. Appareil de détection sous-marine. Poisson rouge. — 14. Dont la qualification ne fait pas de doute. Est souvent absent. — 15. Eau courante. Préparation à base de fève. Démonstratif.

Solution du problème n° 4147

Horizontalement
I. Coiffeurs. — II. Accouturés. — III. Baisse. Va. — IV. A.R. Se. Ain. — V. Rima. Test. — VI. En. Terre. — VII. Ta. Trieur. — VIII. Ness. Ri. — IX. Es. Sète. — X. Rue. Epte. — XI. Echassier.

Verticalement
1. Cabaretière. — 2. Ocarina. Suc. — 3. Ici. Eh ! — 4. Fossettes. — 5. Fuse. Erse. — 6. Eté. Tristes. — 7. Ur. Aère. Epi. — 8. Réviseur. Te. — 9. Séant. Rimer.

GUY BROUTY.

Carnet

Décès

— Chotel.
Le président.
Le conseil d'administration.
Les membres de l'encadrement
et l'ensemble du personnel de la Société
Jacques Jaxet SA (New-Max),

ont la tristesse de faire part du décès de
leurs deux collaborateurs.

M. Michel BAZONNET.

M. Michel MULLER.

La cérémonie religieuse se déroulera
le lundi 27 janvier 1986, à 16 h 15, en
l'église Notre-Dame de Chotel.
(Le Monde du 25 janvier.)

— M^{me} Arnette Bloch,
son épouse,
Stéphane, Jean-Dominique,
Maxence, Lucie,
ses enfants,
Les familles Nizard, Doukhan,
Brachet et Nathan,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges-Philippe BLOCH,
professeur de droit
à l'université de Nancy-II,
avocat à la cour,

survenu le 21 janvier 1986.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi
24 janvier, au cimetière israélite de
Nancy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les amis et la famille de

M^{me} Yvonne LEFEBURE,
officier de la Légion d'honneur,
grand-croix de l'Ordre national
du Mérite,

ont la grande tristesse de faire part
de son décès, survenu à Paris, le 23 janvier
1986.

La cérémonie religieuse aura lieu en
l'église Saint-Roch, 236, rue Saint-
Honoré, à Paris-1^{re}, le lundi 27 janvier, à
8 h 30.

12, rue Emile-Duclos,
75015 Paris.
(Le Monde du 25 janvier.)

Anniversaires

— Pour le dixième anniversaire de la
mort de

Pascal PEPIN LEHALLEUR,

une pensée est demandée à sa mémoire,
et à celle de

Françoise.

Conférences

— L'Institut Pierre-Mendès-France
organise une série de conférences sur
l'œuvre et l'action de l'ancien président
du conseil. La première sera donnée le
26 janvier, à 18 heures, 52, rue du
Cardinal-Lemoine, à Paris-5^e, par
M. Pierre Rosenthal, sur le thème :
« Pierre Mendès France et l'introduction
en France des idées de John May-
nard Keynes ».

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

en direct sur

JEAN-PIERRE
CHEVENEMENT

animé par
Olivier MAZEROLLE

André PASSERON
et Thierry BREHIER (Le Monde)
Paul Jacques TRUFFAUT
et Claude POZNANSKI (RTL)

RTL

« COSI' FAN TUTTE », à Nanterre

Original et dérangeant

Si vous aimez Mozart, allez sans crainte voir le *Così fan tutte* que le théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles présente au Théâtre des Amateurs de Nanterre. Mais n'oubliez pas d'aller devant l'opéra fort intelligent de Luc Bondy (directeur de la Schaubühne de Berlin), qui propose une lecture originale et dérangeante. Excellent exercice pour ne pas verser dans une consommation béate des chefs-d'œuvre.

J'ai dit longuement (le Monde du 30 octobre 1984) combien cette réalisation brillante me paraissait arbitraire et bizarre, tant elle s'éloigne du rythme musical des récitatifs. Mais, quand on connaît mal le texte, on peut rendre grand plaisir à ces décors peints de Karl-Ernst Hermann qui déroulent derrière la plateaux un d'admirables marines, une forêt préromantique, un rideau de pluie où volent des monnettes, à la merveilleuse fête de nuit de la fin, à ces ébats d'une jeune troupe excellente, enchanteresse par ces jeux charnels et cruels, où les corps et les corps se prennent au-delà de leurs désirs superficiels.

Que Luc Bondy oriente *Così* du côté de Laclos et des *Liaisons dangereuses* n'est pas une nouveauté, car il y a bien longtemps qu'on ne considère plus la pièce comme une comédie bouffonne. Mozart, d'ailleurs, ne l'avait-il pas intitulée « dramma giocoso » ? Et une interprétation stricte permet d'en faire saillir toute la cruauté, l'apertume et la sensualité exacerbée que l'on voudra. Tout le problème est de savoir si, en multipliant les détails et les péripéties étrangères, on déroute les références de temps et de lieux pour en inventer d'autres, ou

ne déforme pas une œuvre et une musique parfaites où tout est dit avec une précision absolue.

Je trouve personnellement que la mise en scène tire en longueur, malgré sa vivacité, et particulièrement dans le finale, très embrouillé, quel que soit l'interprète, alors qu'il est belle dans son schématisme lumineux chez Mozart. Cela n'empêche pas de goûter mille détails savoureux et gais exquises dans cette réalisation où Luc Bondy a fait un grand travail sur les acteurs et par là-même révélé de justes perspectives sur les personnages.

John Pritchard dirige la représentation avec une grande netteté, une musicalité sabbat, sans aller tout à fait au bout de la poésie et de la pénétration mozartienne, à la tête de l'excellent orchestre de la Monnaie. La distribution se révèle fort homogène : Barbara Madra (Maria dans la version *Fanciulla del teo* à Monte-Carlo) est une belle et vibrante Fiordiligi, dont la voix s'est épanouie, malgré une certaine dureté ; la Dorabella d'Alida Nafé a cependant un timbre plus riche et un jeu plus personnel ; quant à Elzbieta Szmytka, c'est une éblouissante

Despina, une vraie coquette de comédie. Chez les hommes, Jérôme Prêtre (Ferrando) et Mikael Melbye (Guglielmo) sont fongueux et chantent fort agréablement, cependant que Claudio Desderi campe un Alfonso inquiet, avec une variété de timbres et d'expressions qui donne une grande force à son rôle.

JACQUES LONCHAMPT.

* Représentation tous les jours (sauf le 27 janvier) jusqu'au 2 février, avec deux distributions différentes.



MORT DE JOSEPH BEUYS

Un sculpteur au sens large

Joseph Beuys, l'un des artistes ouest-allemands les plus connus de l'après-guerre est mort le 22 janvier à Düsseldorf d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-quatre ans.

Coffé d'un étroit chapeau de feutre planté droit sur la tête, toujours habillé de gilets à poches en soufflet, de jeans et de grosses chaussures de marche qui renforçaient la fragilité de sa silhouette, Joseph Beuys était une figure familière des grandes rencontres internationales comme la Documenta de Kassel ou la Biennale de Venise, où on l'apercevait toujours entouré d'un nuage de disciples subjugués par le discours du maître. Depuis les années 70, depuis surtout la rétrospective que le musée Guggenheim lui a consacrée en 1979, où l'artiste était sa grande parole de star sur la scène artistique, où il allait être abasourdi, critiqué, et comblé, va tout à tour comme une sorte de prophète ou de charlatan.

Beuys dérange pour avoir, par son œuvre, sa vie et ses idées dépassé les limites généralement admises du domaine de l'art. Pour s'être engagé sur le terrain du social et du politique, en particulier ces dernières années, où il militait aux côtés des Verts.

Pour Beuys, parler d'art c'était parler politique, de la capacité de l'homme à créer, d'être porteur de la libération de l'homme, d'autodétermination, de recherches de systèmes économiques nouveaux, de relations humaines nouvelles. Etait-ce un naïf, un idéaliste, un fanatique, un grand artiste ? La question s'est posée et se posera encore. Comme pour Duchamp, une de ses références premières que Beuys entendait dépasser en sortant du musée pour entrer dans la vie.

En France, on connaît mal son œuvre qui n'a jamais fait l'objet de grandes expositions ni de beaucoup d'études. Elle découle d'une mythologie personnelle, est très liée à de nombreux souvenirs d'enfance — le jeune Beuys né en 1921 à Clèves,

passionné de nature, de botanique, de sciences et d'histoire naturelle ; à des souvenirs de guerre ; l'épisode de cet accident d'avion quand, pilote opérant sur le front est, il fut saisi de la mort par une tribu tartare. Son engagement dans le Luftwaffe laisse planer une ombre sur l'image de l'artiste.

Beuys se destinait à la médecine quand éclata la guerre. C'est seulement en 1946 qu'il s'orienta vers la sculpture et mit les cours de l'académie de Düsseldorf. De cette formation classique, il sort dans les années 50 après une profonde crise morale dont il laisse des traces : des dessins fragiles et splendides d'écroulé vif, très peu connus et qu'on pourrait situer quelque part entre ceux d'Egon Schiele et ceux d'Artaud.

Commencera alors pour lui ce qu'on peut appeler l'invention des matériaux de sa sculpture : la graisse, le feutre, le bois, le cuir — avant de se lancer avec le groupe Fluxus dans les happenings, dont certains sont célèbres, avec piano et livre mort par exemple. Chaque objet mis en scène, manipulé parfois des heures durant, relève d'une symbolique qu'on n'a pas fini de mettre à jour, et qui tourne autour des concepts d'homme et de nature, d'animalité et d'humanité, de notion de chaleur, de transformation d'énergie vitale.

De ces actions sont restés des témoignages, films, documents divers et des objets : des sculptures dont il faut toujours penser qu'elles ne sont pas une fin en soi, lorsqu'on les voit au musée, bien qu'elles dégagent une grande force. Voir la salle du Musée national d'art moderne qui achève le parcours des collections au quatrième étage du Centre Georges-Pompidou.

GENEVIEVE BREERETTE.

RÉCITAL LISZT PAR P.-A. VOLONDAT

L'intégrale des « Années de pèlerinage »

Célébre du jour au lendemain, lorsqu'il remporta en 1983 le prix Reine Elisabeth de Belgique, qui, depuis sa fondation, n'avait encore jamais été attribué à un Français — et, fait extraordinaire, se doublait du prix Reine Fabiola et du Prix du public. — le pianiste Pierre-Alain Volondati a divisé l'opinion des ses premières apparitions en public. Tout le monde s'accordait à lui reconnaître une personnalité singulière, mais ses partis pris subjuguèrent les uns et égarèrent les autres.

Depuis, il a donné beaucoup de concerts et gravé deux disques (1), les passions sont un peu retombées, et Volondati est rentré dans le rang des pianistes de sa génération (à vingt-deux ans) sur lesquels il est permis de fonder de solides espérances. En choisissant de donner en concert, les 14 et 17 janvier, l'intégrale des *Années de pèlerinage* de Liszt, il n'a pas joué la facilité. Certes, l'*Année Last* permet et devrait bien susciter toutes les audaces, mais, sur les vingt-six pièces que comporte le cycle, seules cinq ou six jouissent de la faveur du public parce qu'elles sont plus brillantes ou d'une forme plus directement accessible.

N'était le gageure que représentait techniquement l'écoulement de cette intégrale, on pouvait craindre qu'une telle entreprise ne suscite guère la curiosité des mélomanes. La surprise était donc double de voir la salle Gaveau si bien garnie et de constater que Volondati tenait son auditoire non tant par d'éblouissantes démonstrations de virtuosité dans les passages qu'il s'y prêtait que par une lecture intérieure à l'extrême des pages méditatives. Ces dernières sont assez nombreuses pour justifier qu'une interprétation soignée l'ensemble à leur lumière ; c'est d'ailleurs plus conforme aux intentions du compositeur, qui destinait ce recueil à un petit nombre de ceux qui conçoivent

pour l'art une destination autre que celle d'amuser les heures vaines et lui demandant autre chose que la futile distraction d'un amusement passager.

De là à tomber dans l'ennui inspiré à force de viser au sublime, il n'y a qu'un pas, mais Volondati sait forcer l'écoute, notamment en dosant les intensités de manière que les sons s'éteignent seulement au moment où d'autres apparaissent, créant l'impression d'une continuité nécessaire, même là où il étreint les passages que d'autres joueraient plus vite ; il s'attarde mais ne se perd jamais et nous entraîne dans ses rêveries ou ses confidences sans nous distraire de la ligne d'ensemble. La *Valle d'Obermann* devient un vaste poème symphonique qui se construit sous nos yeux ; la *Mal du pays* et les *Cloches de Genève* semblent nées d'ailleurs, tant les audaces de l'écriture sont mises en valeur par un jeu singulièrement transparent ; dans les *Jeux d'eau* à la *Ville d'Este*, dont la luminosité contraste avec la couleur sombre qui baigne le dernier recueil, on croit distinguer la résonance spécifique de chacune des multiples fontaines que l'architecte a réalisées pour le plaisir des oreilles autant que des yeux et dont Liszt a su capter le mystère en traitant la cascade du piano comme une gronde réverbération.

Si étonnants qu'aient pu être ces récitals, qui ont semblé-t-il opérés des conversions, il est certain que Pierre-Alain Volondati n'a pas dit son dernier mot, mais il est clair qu'il possède assez d'affinités avec Liszt pour compter parmi les rares interprètes capables de conférer à ses œuvres leur véritable dimension.

GERARD CONDÉ.

(1) Réciatal Chopin-Liszt (VSM 17.31.991) et trois sonates de Liszt (VSM 17.02.301).

LE IX^e FESTIVAL DU CIRQUE DE DEMAIN

Artistes modèles pour Disney Channel

Le neuvième Festival mondial du cirque de demain qui a lieu comme chaque année sous le chapiteau du cirque national jusqu'au 28 janvier permet de confronter les jeunes artistes de la piste de vingt et un pays. Pour l'acrobate, l'équilibriste ou le clown, c'est un tremplin qui peut le conduire l'année suivante à un autre festival : celui des « confirmations » à Monte-Carlo. Pour l'artiste soviétique, c'est un banc d'essai : si son numéro plaît au public parisien, il sera invité à la prochaine tournée du Cirque de Moscou. Pour l'artiste chinois, c'est un moyen de se familiariser avec les techniques modernes et de les adapter à sa tradition : ainsi ces trois jongleurs de Nankin qui travaillent avec du matériel occidental : massues, cerceaux, raquettes de tennis.

nouveau attirés par la piste. Avec un certain romantisme et malgré les contraintes, les pesanteurs, les traditions rigides, les structures d'une extrême rigidité.

Cette année, pratiquement pas de Français au Festival, mais beaucoup de Suisses qui ont suivi l'Ecole du cirque de Budapest — la seule à l'Est qui admette des élèves occidentaux. Parmi eux, dans un exercice de fil souple : Macha Dimitri, la fille du clown, qui, après Budapest, vient de travailler au cirque californien de Pickle Family.

C. F.

■ Festival du film de cirque. — Le premier Festival international du film de cirque se déroulera du 31 janvier au 7 février à Mantes-la-Jolie (Yvelines). Outre une rétrospective des grands films de cirque et d'œuvres comme *la Nuit des forains*, *Lola Montès*, *la Strada*, Yoyo, le festival programmera un concours de films amateurs, dont Jean Richard présidera le jury.

Dim et « Marie-Claire » dans l'ivresse des anniversaires

On célèbre, au Musée de la publicité, les vingt ans d'une union exemplaire. Dim, l'annonciateur, et Publicis, l'agence, lient se quittent plus depuis 1965, date à laquelle le des Dimanches, sollicités par les créateurs de Publicis, troque une appellation un brin vieillotte contre un diminutif plus percutant : Dim. Le des s'échoue, il n'y en a plus que pour le coller. Deux temps trois mouvements, il suffit de l'enlever pour être transformé : la femme Dim était née.

Rien d'utile sur les cimaises, l'œil va des affiches aux réclames (publicités magazine) qui se répètent sur les deux murs de la galerie. Pourtant, M^{me} Dim n'est pas si innocente que cela, en dépit de ses six sexy, elle suit invariablement les courbes du marché. Les éloges s'épanouissent : « Tels quels », « Plats devant, ronds derrière », « You-pée le Dim slip... ». Dès 1981, comme s'il ne fallait pas perdre cette belle intimité, les publicistes inventent : le tutoiement sous

l'aspect d'une question dont la réponse va sans dire.

« T'es dans le dernier Dim ? », « T'es dans le dernier Dim ? ». Autant de variations sur « l'image éternelle et changeante » de la marque, qui, selon le petit journal maison, s'apprête à conquérir la planète...

Une autre épopée attend le visiteur dans la salle adjacente : la magazine *Marie-Claire* a jeté son dévolu sur cent ans de publicité, de 1886 à 1986.

Avant d'offrir ce tour de ménage visuel, il convient de citer le nom d'Anne Lardoux, à qui revient la moitié de la recherche iconographique, et il est grand. En sept chapitres d'un panorama affolant, les régimes Sanguinède effacent les mauvaises digestions, les cycles Dequaville protègent la peau des ardeurs du soleil et tirent tout, les jolies bananes comme les jolies inexpressions de cette opérette inconnue. Ou peut-être bien aller sur ce lac ?

mise, la 4 CV régnait et le pistolet-perfume à Eau folle vous renversait littéralement...

Que rêver de plus ? Ah ! encore une merveille. Les années 30, celles du bronze sans danger et des congés payés, une jeune fille vue de dos, en canot chante les bienfaits de Diadème. L'ultra-violet des espérances. Cette invraisemblable crème protège la peau des ardeurs du soleil et tire tout, les jolies bananes comme les jolies inexpressions de cette opérette inconnue. Ou peut-être bien aller sur ce lac ?

C'est tout à l'honneur de cette rétrospective d'avoir su rassembler les différents aspects d'un siècle d'imaginaire au féminin. Pourrait-on en dire plus ? On peut voir la Trappistine de Moucha servir le main de Grace Jones.

BERTRAND RAZON.
« Dim, ça fait vingt ans que l'aimé. Modes et publicités : 1986-1986, le regard de Marie-Claire. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, 75016 Paris, du 15 janvier au 31 mars 1986.

Carnet

— C'est —

Le premier...
Les membres du jury...
et l'annonce de la victoire du...
M. Michel BAZONNEI.

M. Michel MULLER.

Le premier...
M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

M. Georges-Philippe BLOCH.

Le Monde REGIONS

AQUITAINE

« Les Pyrénées sont là »

Tel est le titre du numéro spécial que le journal *Sud-Ouest* vient de publier. Sur soixante pages grand format, très soigneusement illustrées, une présentation des Pyrénées sous toutes leurs « couleurs » : physiques, historiques, humaines, littéraires, touristiques. Le numéro est introduit par Pierre Villetard, qui est accompagné de quelques grands signataires pyrénéens : Roger Grenier, par exemple, ou Arthur Conte ou Jacques Chancel. 30 F le numéro (plus 3 F de frais d'envoi). *Sud-Ouest Dimanche*, 8, rue de Choiseul, 33000 Bordeaux.

AUVERGNE

L'alambic culturel de Montluçon

Un alambic est un alambic à combustion... par les... C'est aussi le nom donné par la municipalité de Montluçon au centre régional de développement culturel et économique ouvert au public depuis l'année dernière. Conçu par l'architecte Jean-Paul Foullet, cet ensemble développe des lignes d'un lyrisme moderne dans le style de Berry. Deux salles, de 3 800 et 700 mètres carrés, sont équipées pour toutes sortes d'activités et sont « modelables et polyvalentes ».

« C'est un lieu social d'échanges », souligne son directeur, Jean-Claude Loubière : l'animation économique est illustrée par l'organisation de congrès et de salons, l'animation sociale par l'accueil de réunions de personnes âgées. Mais c'est surtout dans le secteur strictement culturel que le centre Athanor a fait parler de lui avec une programmation particulièrement riche tant sur le plan des variétés que de la musique classique, du jazz ou du théâtre.

En une année, 150 000 personnes ont fréquenté et son rayonnement s'étend largement autour de la ville.

AURILLAC. — Depuis le 10 janvier, la mairie FR 3-Auvergne est en mesure de mieux servir l'habitant du Cantal, grâce à la mise en place d'un bureau décentralisé installé à Aurillac. Jusqu'alors, tout ce qui était rendu d'un événement était diffusé dans ce département était diffusé dans une journée de retard en raison de l'éloignement de Clermont-Ferrand et de Chamalières où se trouvent les services de la station.

Désormais, grâce à la présence permanente d'un reporter équipé d'un matériel Betacam et à l'installation d'une borne audiovisuelle (non qui désigne un système de faisceaux de transmission), une diffusion immédiate d'images est possible.

Le financement de cette opération a rassemblé de nombreux partenaires en dehors de FR 3 : TDF, la Datar mais aussi le conseil régional d'Auvergne, le conseil général du Cantal et la mairie d'Aurillac dirigée par René Souchoin, ministre délégué à l'agriculture et à la forêt. 1 800 000 F ont été affectés pour l'ensemble de l'infrastructure.

CORSE

Chère essence

Record très particulier battu par la Corse depuis le début de l'année : le prix du carburant y est le plus élevé de France après y avoir été le plus bas il y a seulement un an.

La raison : la libération des prix. Malgré une hausse de 28 centimes par litre sur le super consentie par les pouvoirs publics, le prix du litre de F 100 est à Ajaccio contre 3 F à Marseille en moyenne.

L'augmentation de la marge bénéficiaire des pompistes (elle a passé de 22 à 28 centimes en moyenne) n'explique pas tout. C'est la non-concurrence entre les six grandes compagnies pétrolières qui desservent la Corse qui entraîne pour l'essentiel la différence de près de 60 centimes par litre entre l'île et le continent.

La direction départementale de la concurrence et de la consommation de Haute-Corse a été chargée d'enquêter sur ce qui constitue un phénomène d'entente illicite.

LA COOPÉRATION FRANCO-BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Un seul projet aux trois frontières

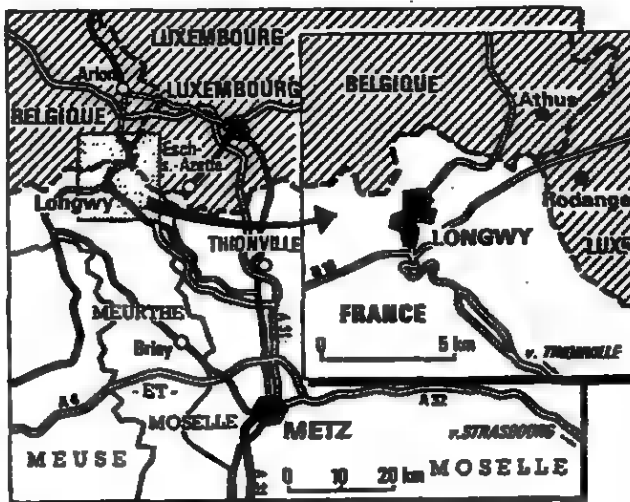
Quatre-vingt mille cinq cents habitants vivent en 1974, dix-sept mille aujourd'hui, une partie de près de ses emplois sur la zone de Longwy, Rodange, Athus, et à cheval sur les frontières française, luxembourgeoise et belge. Il traduit l'immensité de la tâche de la région transfrontalière qu'installera officiellement, le 23 janvier à Longwy, Gaston Defferre, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

Présidé par Jacques Chérèque, préfet délégué chargé du redéploiement industriel en Lorraine, cet organisme aura pour mission d'animer la zone française du pôle européen de développement des trois frontières.

En juillet 1981, la France, le Luxembourg et le grand-duché de Belgique ont ratifié un protocole d'accord prévoyant la mise en commun de leurs efforts pour « redonner à cette région un avenir économique en rapport avec son potentiel humain » (trois cent mille habitants concentrés dans une zone géographique s'étendant sur un rayon de 20 kilomètres). Il ne s'agit plus seulement de rendre économiquement viable un espace économique et démographique. L'étude des zones reconstruites, l'espace international, longtemps par l'activité sidérurgique, montre à la fois l'identité de la crise et l'insuffisance des politiques de conversion menées localement. C'est la raison pour laquelle les Etats sollicitent l'aide de la Communauté européenne pour

conduire une action de coopération « trans-frontalière ». L'objectif est de redonner vie à une zone où les habitants souhaitent

Les trois partenaires souhaitent en effet mettre en place un procédé d'entreposage sous forme de rapprochement d'un



vient 400 hectares (dont 150 en France), en huit lots (cinq mille cinq cents en France).

Aides à 40 %

Le pari est ambitieux. « Ce grand projet doit servir de modèle pour la progression de l'Europe », Gaston Defferre. On prévoit de créer un parc d'activités avec l'attribution d'aides pouvant aller jusqu'à 40 % de la valeur du terrain, soit beaucoup plus qu'actuellement.

magasin franc. Elle est destinée, selon Francis Guiller, directeur de la mission interministérielle française, à entraîner la création d'entreprises d'import-export.

Afin de faciliter l'implantation d'entreprises nouvelles dans les meilleures conditions, un faisceau de services sera créé dans le parc d'activités. Il devra assurer les fonctions d'accueil, de conseil et d'enregistrement pour les formalités. Il est également prévu de doter d'un restaurant interentreprises, d'agences en matière de bureaux de passage avec secrétariat pour les industriels, d'agences

postales et de banques des trois pays.

La France, la Belgique et le Luxembourg prévoient également de mener à bien le désenclavement routier, autoroutier et ferroviaire de la zone des trois frontières pour attirer les

Un diplôme européen ?

La coordination des initiatives pourrait aboutir à la constitution d'un collège universitaire technologique européen. Formation des hommes et conversion des industries seraient ses missions. « L'objectif est d'élaborer une formation sur mesure », plaide Jacques Chérèque qui voit poindre, au loin, le premier diplôme européen. En fait, il devrait répondre à des besoins très spécifiques.

Le bassin de Longwy se caractérise notamment par une proportion, sensiblement plus élevée que dans le reste de la Lorraine, d'ouvriers, qualifiés ou non, de contremaîtres et d'agents de maîtrise. En revanche, il est proportionnellement moins pourvu en cadres. Les titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur ne représentent que 5 % de sa population (8,33 % pour le département de Meurthe-et-Moselle).

L'ensemble de ces projets va être déposé auprès de la Commission européenne à Bruxelles avant le 31 janvier par chacun des trois pays concernés.

JEAN-LOUIS THYS.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

MONTPELLIER. — Selon la Lettre M éditée à Montpellier, Eugène Guyon, architecte à Narbonne, va lancer une chaîne nationale d'hôtels à étoile à l'enseigne « Hexagone ». Deux implantations sont programmées, l'une à Colmar (44 chambres), l'autre à Mont-de-Marsan (22 chambres). L'année 1982 est prévue à Montauban, Mantes-la-Jolie (Eure-et-Loir), Chartres, Caen, et dans la région parisienne.

Les unités de la chaîne « Hexagone » proposent des chambres à des prix inférieurs à 140 francs, le service des petits déjeuners et une restauration rapide.

MIDI-PYRÉNÉES

Vive la soja !

Jean-Louis Barthes, un jeune exploitant de Labastide-de-Lévy, se souvient qu'en 1971 il a fait soulever le premier champ de soja. Il ne l'a plus depuis. Mais il ne l'a plus depuis d'un autre agriculteur toulousain, Jean-Louis Barthes, devenu président de l'ONIDOL (Organisation interprofessionnelle des producteurs d'oléagineux), et persuadé que le soja serait le « pétrole » des élevages.

Ce spécialiste ne s'est pas trompé. Le Tarn est le deuxième département producteur de soja du Midi-Pyrénées, 5 000 hectares plantés cette année.

TOULOUSE. — Jacques Fréjoux, maire de Labastide-de-Lévy, au sud de la Haute-Garonne, et M. Pilar Busquets, député du Val d'Aran au Parlement catalan, ont signé un protocole d'accord pour le projet d'aménagement de la liaison transpyrénéenne par le Val d'Aran (Haute-Garonne).

En présence de Dominique Baudis, maire de Toulouse, et de M. de M. Busquets, député du Val d'Aran au Parlement catalan, ont signé un protocole d'accord pour le projet d'aménagement de la liaison transpyrénéenne par le Val d'Aran (Haute-Garonne).

PICARDIE

Grogne autour d'Astérix

Astérix, le sympathique Gaulois qui devrait devenir, en 1982, le thème d'un parc d'attractions de 200 hectares à Pailly, près de Senlis, dans l'Oise, rencontre une forte opposition d'intérêts locaux.

Le parc, étudié par des consultants américains, coûtera 700 millions de francs et devrait, selon ses promoteurs, être ouvert deux ou trois ans avant le Disneyland de Marne-la-Vallée et précéder de quelques mois Mirapolis, prévu dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Parmi les promoteurs de ce projet, se trouvent notamment le groupe Accor, la banque Barclays, la Compagnie générale des eaux, la société Dumez, la MACIF, l'UAP et les éditions Albert-René.

Les financements sont prêts, les plans aussi. Mais, face à Michel Mangot, maire de Pailly, défenseur du projet, s'opposent les maires des communes voisines, près de quatre cents écologistes, agriculteurs et riverains réunis au sein de l'ADCA (Association de défense contre Astérix).

Les membres de l'ADCA craignent que le parc ne soit construit sur des petites parcelles qui pourraient absorber un important trafic, l'arrivée d'une

certaine délinquance, et redoutent que les deux cent cinquante emplois permanents prévus, augmentés d'environ huit cents emplois saisonniers, ne résolvent pas les difficultés locales, puisqu'il s'agit principalement de techniciens très spécialisés.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Tartarin dans ses murs

Les vacanciers ne demanderont plus en vain à voir la maison natale de célèbre Tartarin de Tarascon. La municipalité de Tarascon (Bouches-du-Rhône) a en effet donné un domicile à l'anti-héros d'Alphonse Daudet en l'installant dans une demeure bourgeoise de la commune où il est censé « avoir vécu la plus grande partie de sa vie ».

Tartarin est donc désormais « chez lui », posant sous la forme de mannequin en grande tenue de chasseur de fauves dans son bureau on interprète le grand air de Robert le Diable dans son salon, à côté de ses amis pharmaciens, les Bézouquet... On peut le voir également allié en chemise de nuit et bonnet de nuit à un plateau de jeu de dames qui lui présente le plateau du déjeuner.

Aux pièces d'habitation encombrées de meubles et de souvenirs « authentiques » s'ajoute une bibliothèque-boutique où ont été rassemblés de nombreux documents (livres, affiches, cartes postales, images d'épave, photos de défilés, etc.) de l'époque et des sources de la mythologie.

La « maison de Tartarin » est enfin entourée du fameux jardin décrit par Daudet où ne poussent « que des plantes exotiques » et où l'on peut découvrir le « baobab », arbre géant (*Arbores giganteus*) tenant à l'aise dans un pot de réséda.

En réinventant Tartarin, les Tarasconnais se sont malicieusement vengés de Daudet qui avait créé un personnage de littérature à partir d'un poète et généreux mais qui les ridiculisait par ses aventures héroïco-comiques. Daudet qui lui-même n'a jamais vécu dans la petite ville des bords du Rhône.

Rectificatif. — Dans notre édition datée 19-20 janvier 1982, page 16, sous la rubrique « Le Monde régions », une erreur d'interprétation s'est glissée dans le texte initial. Un plan pour l'aide sociale à la santé, nous nous en sommes aperçus. Le Centre régional d'innovations sociales qui remplace le Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées (CREAI). En

réalité, le CRIS et le CREAI sont deux organismes distincts dans leurs missions. Aucun ne se substitue à l'autre, d'autant que le président du CREAI représente cet organisme au conseil d'administration du CRIS.

RHÔNE-ALPES

Les « ambulants » réglementés

La ville d'Anancy vient d'obtenir gain de cause auprès du Conseil d'Etat sur un arrêté municipal réglementant la prolifération des marchands ambulants.

Comme de nombreuses villes touristiques, Anancy, durant la période estivale, voit ses pelouses et bords de lac envahis par des marchands ambulants de toutes sortes. Le 28 juin 1981, un arrêté municipal interdisait sur les rives du lac et les espaces verts le commerce ambulant à l'exception de quinze emplacements fixes et déterminés par la mairie. Quelque temps plus tard, la société CEDAM, fabricant de gâteaux et hot-dogs, déposait contre cet arrêté un recours pour excès de pouvoir.

Le 9 janvier, le tribunal administratif de Grenoble annule l'arrêté municipal. La ville d'Anancy déplore, courant mars, un recours en appel devant le Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat a annulé la décision du tribunal administratif de Grenoble du 9 janvier 1981. Il a fait revivre intégralement l'arrêté municipal de 1981 limitant le commerce ambulant.

Patte blanche sur les « routes de neige »

Afin de limiter lors des départs ou des retours des vacances de l'hiver l'habituel chaos routier sur la RN 90, unique voie d'accès aux stations de la vallée de la Tarentaise, le délégué territorial à la circulation routière, Michel Denizec, a demandé à Chambéry la création de « portes d'entrée » où les automobilistes devront montrer « patte blanche ».

En effet, dès que le réseau routier de la vallée aura atteint sa capacité maximale, soit 1 200 véhicules/heure, les voitures des skieurs seront alors « stockées » sur plusieurs lieux de garage aménagés, notamment sur l'autoroute A 41 à la sortie de Chambéry, près d'Ugine et d'Albertville.

Les pouvoirs publics espèrent ainsi limiter les longues files d'attente, éviter le blocage de la circulation même de la célèbre vallée où les risques de chutes de pierres et d'avalanches ne sont pas à écarter.

Les automobilistes en attente seront progressivement libérés dès la mise en place d'une grande fluidité du trafic. Les skieurs de la Tarentaise, qui ne devraient pas cependant régler le problème de la circulation des week-end, pourront ainsi profiter de la neige et du soleil.

Rectificatif. — Dans notre édition datée 19-20 janvier 1982, page 16, sous la rubrique « Le Monde régions », une erreur d'interprétation s'est glissée dans le texte initial. Un plan pour l'aide sociale à la santé, nous nous en sommes aperçus. Le Centre régional d'innovations sociales qui remplace le Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées (CREAI). En

Ce supplément a été réalisé par nos correspondants : Dominique Astor, Sabine Bernède, Claude Francillon, Guy Fort, Libert Tarrag.

CLAUDE FRANCLION.

CASINO, HOTEL, CENTRE DE CONGRÈS

Annecy va retrouver l'Impérial

Le plus prestigieux palace des Alpes, l'Impérial, construit au début du siècle sur les bords du lac d'Annecy et qui fut fermé en 1962, va revivre.

Le bâtiment, d'une superficie de 14 000 mètres carrés, racheté il y a vingt ans par la ville et que les ouvrages du temps puis un incendie récent ont endommagé, reste une solide carcasse dans laquelle vont être réalisés un hôtel quatre étoiles, un centre de congrès et un casino.

Ce projet que la ville d'Annecy voulait concrétiser depuis plus de huit ans se heurte à l'appétit des promoteurs immobiliers intéressés essentiellement par le rachat des 8 hectares qui entourent l'ancien palace longeant le lac et que domine des arbres centenaires.

Les maires successifs d'Annecy, André Fumex et Bernard Bosson, n'ont pas voulu céder un pouce de cet espace vert devenu l'un des lieux de promenade privilégiés des Annéciens. Ce sont trois financiers allemands, déjà associés dans des projets identiques à proximité de Francfort et du grand-duché de Luxembourg, qui ont accepté l'hôtel, casino et centre de congrès, qui ont accepté la ville d'Annecy, à savoir le maintien du caractère public du parc et la conservation de l'aspect extérieur de l'ancien palace.

Fermé depuis 1962, après la découverte d'un important trafic de plaques dans lequel la quasi-totalité du personnel des jeux était impliqué, le casino d'Annecy a été probablement à la fin de l'année

1987. Le casino des nouveaux exploitants se situera sur les jeux de hasard, ce qui permettra de réduire la clientèle plus populaire qui alimentait en partie les jeux de l'ancien casino d'Annecy.

C'est aussi un hôtel de quatre étoiles, qui s'installera dans l'ancien palace, support indispensable pour recevoir notamment la clientèle fortunée qu'entend drainer le nouveau casino.

Culture et commerce

Enfin, Annecy, qui a racheté un « outil » pour accueillir des congrès et des séminaires importants, va construire dans le même bâtiment un centre des congrès de

600 places. L'ensemble construit, qui se développera sur les 14 000 mètres carrés de l'Impérial, donnera à la ville les moyens de béton à long terme obtenus par les promoteurs, des exploitants de l'ancien casino et des investisseurs par la ville d'un centre des congrès.

Après avoir réalisé en 1981 un mariage « entre la culture et le commerce » au centre d'activités culturelles de Bonlieu au cœur de la ville, Annecy se lance à présent dans une opération conjointe, cette fois pour relancer le « paquebot » de l'Impérial amarré en 1914 sur le lac.

CLAUDE FRANCLION.

Économie

REPÈRES

Inflation : le ralentissement se confirme dans la CEE

Le ralentissement constant de l'inflation se confirme dans la CEE. Avec une augmentation de 0,3 % des prix à la consommation en décembre dernier, les Dix ont fini l'année 1985 sur une poussée inflationniste limitée à 5,2 % contre 5,5 % en 1984, 7,2 % en 1983, 8,5 % en 1982 et... 11,7 % en 1981. Les meilleurs élèves en ce domaine restent les Pays-Bas (+ 1,7 %) et la RFA (+ 1,8 %), les plus en retard étant toujours l'Italie (+ 9 %) et la Grèce (+ 25 %). Le France, cette année, se situe en dessous de la moyenne de la CEE avec 4,7 %.

Boissons : Pepsi achète Seven Up à Philip Morris

Pepsi Inc., de boissons non alcoolisées, va acheter Seven Up Co. à Philip Morris pour 360 millions de dollars (2,85 milliards de francs environ). Pepsi Co. fait ainsi passer sa part de Coca-Cola de 28 à 35 %.

Etain : la suspension du marché est prolongée d'une semaine

Le Conseil international de l'étain (CIE) a ajourné ses travaux le jeudi 23 janvier après avoir été autorisé par le London Metal Exchange à suspendre ses transactions pour une semaine supplémentaire dans l'espoir que les négociations, bloquées par les propositions communes de la CEE, aboutissent à un accord permettant de résoudre une crise qui dure désormais depuis trois mois. L'harmonisation de la position européenne résulte d'une initiative conjointe des Pays-Bas, de la France et de la RFA. Le montant de la contribution de chaque participant à un plan de sauvegarde n'est cependant pas précisé. Les Européens pour le moment se contentent d'indiquer qu'ils ont tiré trop de la contribution de 200 millions de livres - dont 70 millions pris en charge par les créanciers - des membres du CIE pour financer le capital d'une nouvelle société, la *European Tin Corporation*. Cette société prendrait en charge les obligations du Conseil et son stock d'étain pour le revendre progressivement sur le marché sur une période de trois ans.

Sidéurgie : premiers signes de redressement en 1985

Les efforts commencent à payer : malgré une production moyenne d'acier en 1985 de 18,8 millions de tonnes, en chute de 1 % par rapport à 1984 (contre une hausse de 2,9 % en RFA, de 2,4 % en Grande-Bretagne et une stagnation au niveau de la CEE), le secteur a tiré profit de bons contrats à l'exportation. L'excédent du secteur a atteint 11 milliards de francs, en hausse de 25 %. Les investissements ont permis de couvrir 81 % de la production en continu et la France est désormais en tête des pays européens dans l'utilisation de cette technique moderne. Par ailleurs, comme prévu le Monde dans son numéro du 2 décembre 1985, les pertes de Sidor et d'Usinor ont été réduites de plus de la moitié avec 7 milliards de francs en 1985, contre 15,9 milliards en 1984.

M. Rousselot, directeur général de la RATP :

« Les conducteurs doivent imaginer d'autres formes d'action que la grève »

Le 20 décembre, M. Rousselot était plongé dans la plus grande pagaille automobile depuis 1968, par une grève « sauvage » des conducteurs du métro et du RER. M. Rousselot, un de leurs camarades venant d'être condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué involontairement la mort en 1983 d'un usager qui avait cherché à pénétrer tardivement dans une voie à la station de Turry (Seine-et-Marne). Tous les usagers, tous les hommes politiques - hormis les communistes - condamneront d'une seule voix une attitude aussi irresponsable et aussi irrespectueuse qui avait gâché la journée de millions de personnes et compliqué l'intervention des secours dans l'incendie du magasin Fauchon.

Les conducteurs n'ont pas tout de suite compris l'ampleur de leur erreur, au point qu'un tract CPDT félicitait peu après les grévistes en ces termes : « Bravo, les copains ! Ce fut formidable ! ». A force de se faire agresser, voire injurier, par leurs proches et leurs amis, ils ont pris peu à peu conscience qu'ils avaient peut-être dépassé la mesure.

La direction de la RATP, elle, a donné l'impression d'hésiter entre une condamnation de la grève « sauvage » et la compréhension d'un mouvement de solidarité. Un mois après, il importait de faire le bilan de ce coup de folie, que la RATP, dans son ensemble, aurait souhaité oublier. M. Michel Rousselot, directeur général depuis le mois d'octobre, a accepté de livrer son point de vue.

« La situation qui a été faite aux usagers des transports en commun de la région parisienne le 20 décembre était inacceptable », déclare M. Rousselot. Les conducteurs ont commis une terrible agression

Secon le CNPF

200 000 JEUNES BÉNÉFICIERONT DE LA FORMATION EN ALTERNANCE

La loi de la formation en alternance est « positive », puisque 174 415 jeunes en ont bénéficié fin décembre, a déclaré, le jeudi 23 janvier à la presse, M. Yves Chotard, vice-président du CNPF, à l'issue d'une réunion avec les responsables régionaux de la formation. Le CNPF prévoit 200 000 jeunes en 1986, et qu'il en aura 311 000 en 1987.

Le CNPF qualifie fait, d'autre part, l'appareil, selon le patronat, que le CNPF des jeunes ayant fait un stage peu qualifié (stage d'initiation à la vie professionnelle) ont été engagés par les entreprises. Ils étaient 1 769 en mars 1985, 96 000 en 1986 et 311 000 en 1987.

Seconde constatation : les jeunes d'adaptation, qui impliquent une plus grande qualification des jeunes, ont progressé de façon importante. Ils étaient 1 769 en mars 1985, 96 000 en 1986 et 311 000 en 1987.

Enfin, le CNPF a affirmé que la simplification administrative engagée par le CNPF du travail s'était pas encore mise en œuvre.

M. Delebarre présente son bilan

L'artisan du second étage

M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a présenté le vendredi 24 janvier à la presse son bilan de la politique sociale du gouvernement depuis mai 1981. Lui, il s'est arrêté rue de Grenelle qu'en juillet 1984, à l'heure de la rigueur et non des grandes réformes sociales. Le « socle du changement » avait déjà été fixé en 1981 et 1982. « L'artisan du second étage », dit M. Delebarre en citant dans son énumération de mesures et de chiffres qui aurait pu être très fastidieuse si elle n'avait été agrémentée de quelques formules heureuses les mesures prises aussi bien par M. Mauroy que par M. Fabius, M. Auroux et les ministres communistes.

M. Delebarre a eu en avant son bilan pour mieux fustiger le plateau du RPR et de l'UDF, « sans tomber dans une auto-satisfaction béate mais en s'accordant nombre de satisfécit. Le chômage ? C'est le point noir. De mai 1981 à décembre 1985, a affirmé M. Delebarre, le nombre des chômeurs en France est passé de 1 731 000 à 2 222 000, soit une augmentation de 28 %, moins qu'en RFA (+ 33 %) et autant qu'en Grande-Bretagne. Mais l'année 1985 « s'est caractérisée par un ralentissement très sensible de la dégradation de l'emploi » par rapport à 1983 et 1984, « et la

politique de l'emploi menée dans ce pays a été permise de renverser la tendance qui, avant 1981, conduisait à un développement du chômage plus élevé en France que dans l'ensemble de la CEE ».

Le ministre du travail s'est déclaré « surpris » de n'avoir « rien trouvé » dans la plate-forme de l'opposition sur la prévention du chômage et l'insertion des demandeurs d'emploi. Si la solution de ce problème était renvoyée à « une augmentation aussi soudaine que miraculeuse de la croissance », ce qui n'est qu'une « illusion ». Il juge « profondément arriérée » l'attitude de l'opposition sur la durée du travail, et il a rappelé ironiquement que lorsque M. Chirac avait en 1975 fait adopter la loi sur l'antirécession, c'était pour permettre l'insuffisance des plans sociaux d'entreprise face à la concurrence internationale.

On ne règlera pas, a-t-il lancé, les problèmes du chômage en supprimant les droits de dix-sept millions de salariés qui ont un emploi ou en demandant aux jeunes de travailler autant que les autres en étant moins payés.

M. Delebarre a passé au crible les propositions de l'opposition - qu'il a forcées parfois le trait, mais il a en relief sa politique de développement de la formation professionnelle - pour laquelle il fait

encore, « avec les partenaires sociaux, donner un coup d'accélérateur considérable » - et les dispositions prises, comme les lois Auroux, pour aboutir à une « transformation des rapports sociaux ». En désaccord avec M. Chotard sur la notion d'« ordre public social », il a implicitement appelé les syndicats à la bon choix : « S'il y a bien un enjeu essentiel pour les travailleurs de ce pays, pour les syndicalistes, il est de choisir entre un potentiel de croissance et un potentiel de chômage en perspective d'affaiblissement que développe le programme de la droite ». A défaut de convaincre les « majors syndicales », M. Delebarre essaiera de persuader les « ministres du Nord ». Car « il reste beaucoup à faire ».

M. N.

M. Delebarre désapprouve le licenciement d'un militant CGT de l'usine Sumitomo de Montignieu. Interrogé le 24 janvier sur le licenciement de M. Alain Clavard, militant CGT à l'usine Sumitomo (ex-Dunlop) de Montignieu, qui avait été licencié le 25 janvier, M. Delebarre, ministre du travail, a répondu : « Je suis contre le licenciement d'un travailleur parce qu'il s'agit d'une interview d'un journal, quel que soit le journal ».

Faits et chiffres

Affaires

● Limitation des contrôles à l'exportation des caisses. Après avoir décidé de suspendre le compteur du 11 février les quotas d'exportation comme le prévoient les règles de l'Organisation internationale du café (OIC) lorsque les prix sont inférieurs à 150 cents le quintal, le Comité de 209,72 cents le 23 janvier, les membres de l'OIC ont mis d'accord pour limiter au maximum les contrôles sur les exportations de producteurs. Le niveau élevé des cours du café est largement dû à la crainte de pénuries en raison de la sécheresse au Brésil, premier producteur mondial.

● Liberté des prix pour le meuble. Le meuble vient d'obtenir la liberté de fixer ses prix, indique le 24 janvier l'Union nationale des industries françaises de l'aménagement (UNIFA), en précisant que cette décision prend effet à partir du 1^{er} janvier 1986. L'industrie du meuble en France 1300 entreprises et réalise un chiffre d'affaires total de 21 milliards de francs.

Étranger

● Tokyo se fixe un objectif de croissance de 4 %. Le gouvernement japonais s'est fixé pour l'année fiscale commençant en avril un objectif de croissance de 4 %. Cet objectif est légèrement en deçà par rapport aux 4,2 % envisagés pour 1985-1986, mais supérieur aux 3,5 % prévus par l'OCDE dans ses perspectives économiques en décembre dernier.

(Publié)

STRATÉGIES D'ENTREPRISE ET MÉDIAS AUDIOVISUELS

MAÎTRISE VOS RELATIONS AVEC LES MASS MEDIA

Vous, responsable d'entreprise, êtes-vous en plus ou en moins avec les nouveaux impératifs de la communication. Pour vous, nous organisons les 4 et 5 février 1986 avec la participation de FR3 un séminaire de haut niveau sur la communication d'entreprise.

UN ATOUT POUR L'ENTREPRISE : le passage à la télévision

Le séminaire de 2 jours vous permettra :
- De maîtriser le processus de communication ;
- D'appréhender les contraintes du traitement de l'information ;
- De rechercher les complémentarités des stratégies de communication interne et externe de l'entreprise.

Cette action, directement profitable pour votre entreprise, sera animée par des intervenants de haut niveau, tous professionnels et journalistes.

Inscription : Annie BILLAY, 3, rue Cassette, 75001 PARIS CNOF - Tél. 45-44-38-80

Programme supplémentaire pour l'Afrique

Après deux ans et demi de négociations, le FIDA peut donc commencer avec un budget réduit, pour les trois prochaines années, à 460 millions, soit 500 millions de dollars par an. Ce budget a été admis, jusqu'au 19 février, pour d'éventuelles augmentations des engagements annuels. Les deux principaux donateurs sont les États-Unis (79,8 millions) et l'Arabie saoudite (72,5 millions), suivis du Venezuela (18 millions), du Japon (26,7 millions), de la RFA (25,6 millions), du Koweït (25 millions) et de la France (21,8 millions). L'Arabie saoudite pour la première fois, a versé 2 millions de dollars.

Le conseil des gouverneurs du FIDA a également approuvé un projet de programme spécial pour l'Afrique subsaharienne destiné à aider les petits agriculteurs.

ALAIN FAUJAS.

D'abord le dialogue

La direction a semblé écouter ce geste de M. Rousselot. Pas de réplique M. Rousselot, citoyen, aucune corporation, ne peut s'opposer à une décision de justice. D'autant que cela va, en général, contre la cause que l'on souhaite défendre. C'est vrai que le jugement du tribunal de Meaux paraît aux gens du métier particulièrement sévère, mais il y a pas d'autre voie raisonnable que de faire appel de ce jugement, ce qu'on fait le 20 janvier à la RATP, évidemment responsable.

Beaucoup d'usagers seraient soulagés que des sanctions soient prises contre les grévistes, notamment parce qu'ils n'avaient pas respecté le préavis de cinq jours préalable à tout arrêt de travail. Ces sanctions sont-elles envisagées ? « Non », répond sans hésiter M. Rousselot. Cette attitude disciplinaire ne suffit pas à un véritable respect des obligations de service public. D'autre part, je ne remettrai jamais en question le droit de grève.

Dans ces conditions, il reste à la direction de la RATP à convoquer son encadrement et ses agents que les actions revendicatives et les réactions d'humeur doivent prendre des formes que l'arrêt de travail sans préavis. Je ferai pour empêcher la répétition de pareils incidents, déclare le directeur général. Nous discutons actuellement de ce sujet avec les organisations syndicales, mais il nous faudra aussi convoquer la base. Les conducteurs doivent être convaincus qu'il ne faut jamais prendre de décisions irréversibles sans commencer par un véritable dialogue avec les problèmes en suspens. D'autre part, il est indispensable que les personnels imaginent d'autres formes d'action : l'arrêt de travail, franchement archaïque. Il pourrait, par exemple, s'adresser aux médias et à l'opinion publique pour faire part de leurs préoccupations, susciter des actions de solidarité, en cas d'agression. Je serais prêt à faciliter de telles démarches, adaptées à la société d'aujourd'hui.

Cette imagination et cette ouverture auxquelles le directeur général de la Régie ses agents ne fléchiront pas de jour au lendemain. Deux faits s'opposent à cette modernisation des esprits. Le premier est l'affaiblissement actuel des syndicats, qui ont les seuls capitaux de former et d'organiser les militants dans une optique plus adaptée à l'évolution des mœurs. Le second est que la RATP est un organisme très cloisonné, dont 30 % des recrutements se font par concours parmi les enfants des employés de la Régie, ce qui ne dispose pas au renouvellement des façons de penser.

« La situation qui a été faite aux usagers des transports en commun de la région parisienne le 20 décembre était inacceptable », déclare M. Rousselot. Les conducteurs ont commis une terrible agression

Érial

600 places. L'événement est organisé par la RATP et la SNCF. Le prix est de 10 francs. Les billets sont disponibles à la RATP et à la SNCF. L'événement aura lieu le 24 janvier 1986 à 14 heures. Le thème est « L'avenir des transports en commun ».

CLAUDE FRANK

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

QUI donc, ces derniers jours, aurait pu prendre le pari de voir la semaine boursière se terminer sur un score positif ? Personne. Pour une bonne raison : la liquidation générale, la première de l'année, devait se dérouler jeudi. Comme le mois de janvier avait été faste (encore près de 10 % de gain le 17 janvier dernier), de nouvelles ventes bénéficiaires étaient attendues. Elles se produisirent effectivement. D'entrée de jeu, le marché plongea (-1,54 % lundi) et s'enfonça encore un peu mardi (-0,55 %). Dès mercredi, il parvint cependant à retrouver un semblant d'équilibre (+0,09 %). Etait-ce la fin de la purge ? Pas encore. Jeudi, dernier jour du mois boursier, une nouvelle vague de ventes déferla sur les divers groupes. Celles-ci ne furent pas trop mal absorbées. Mais la clôture le vendredi tomba avec un repli de 0,55 %. En quatre jours, la Bourse avait baissé de 2,6 % environ, ce qui réduisait le score du mois de janvier à 7 %. Honorable ? Excellent. Les professionnels jubilaient. Les excès avaient été corrigés, de nombreux cours étaient revenus à des niveaux attractifs, et, par-dessus le marché, les plus-values potentielles restaient confortables. Mais si tout les espoirs étaient permis pour février, il était difficile d'effacer le repli au cours de la seule séance de vendredi. Difficile ? Ce fut un jeu d'enfant. Le marché fit même beaucoup mieux et, s'éclatant à l'insu de la stupéfaction générale, monta en flèche de 3,52 %.

Tout devait commencer, ce jour-là, avec un sérieux retard. La séance ne commença qu'à 13 h 15. Raison invoquée : le renouvellement des ordres, qui, d'habitude, était particulièrement abondant en ce début de mois. Exact. Mais, de plus, l'ordinateur de la Bourse s'engorgera. Nul ne s'en plaignit, sauf les quotidiens, incapables de fournir à leurs lecteurs du soir une cote dite de ce jour, car la séance se prolongea jusqu'à 15 h 45, bien après la sortie des dernières éditions. S'il n'y eut pratiquement aucune baisse, en revanche les hausses furent légères et les valeurs à cotation différée, presque aussi nombreuses. Peugeot fut de lot. Après un premier essai raté à 626 F

Fluctuat nec mergitur

(contre 585 F), au maximum de hausse autorisé (7 %), une deuxième tentative eut lieu. Elle ne fut pas plus fructueuse. Enfin le « Lion de Sochaux » se hissa à 679 F (+16 %). Inutile de le préciser, il tint la vedette. Mais, derrière lui, vinrent en rangs serrés tous les « poids lourds » de la cote : CSF, Carrefour, BSN, Crédit Foncier de France, pour ne citer que ceux-là ; également les valeurs prestige, comme L'Oréal, Nord-Est, Club Méditerranée, Pernod, Printemps, L. Vuitton, Bie ; ensuite les cimenteries et BTP (Lafarge, Bouygues, Dumez, Audouard d'Entreprises, Poliet, SCREG), sans oublier la cohorte des obscurs et des sans-grade (Berger, Salsigne, Nordon, Salvapar) ; toutes les nationalisées, titres participatifs au poing (Saint-Gobain, COE, Thomson, Renault, BNP). Même les pétroles furent de la fête, alors que la chute des prix du brut aurait dû les déprimer. Le mois boursier commençait en fanfare et se terminait sur une avance de 1 %.

Le phénomène était-il prévisible ? Il est toujours facile de l'assurer après coup. Pour tout dire, la Bourse était très partagée entre la satisfaction que lui avait procurée l'annonce ferme et définitive de construire le tunnel sous la Manche et la déception causée par le résultat de la conférence de Londres. Les ministres des finances des cinq pays les plus industrialisés n'avaient finalement rien décidé au cours du précédent week-end. Qui plus est, autour de la corbeille les opérateurs ne savaient trop que penser de la chute des prix du pétrole. Ils ne partageaient pas les angoisses de leurs confrères américains sur les troubles monétaires que cette crise pouvait engendrer, et les inquiétudes nourries par les Britanniques sur leurs réserves, les laissaient froids. Mais une guerre des prix au contenu n'est jamais souhaitable dans la mesure où nul ne sait jamais sur quoi elle peut déboucher. Néanmoins, l'idée fait

peu à peu son chemin que les pays européens auraient (Grande-Bretagne et Norvège exclues) tout à gagner d'une énergie moins chère (60 milliards d'économie pour la France en année pleine, avec un baril à 20 dollars). Progressivement aussi, les investisseurs se sont arrivés à se persuader que, au-delà des communiqués, la réunion de Londres n'avait pas été complètement stérile. La preuve : vendredi matin, à la première heure, on apprenait que M. Takeshita, ministre japonais des finances, avait confié à un grand quotidien nippon qu'un dollar à 190 yens n'était pas irréalisable. En d'autres termes, le billet vert pouvait encore baisser de 4 à 5 % (voir la rubrique « Les devises, et l'or »). A première vue, une telle dépréciation apparaissait dangereuse pour les sociétés françaises exportatrices.

Mais les opérateurs ne furent pas cette fois-ci des faits, restant essentiellement que, sur la baisse des matières premières, les entreprises pourraient rester compétitives. Surtout, la baisse du dollar leur a semblé avoir une vertu majeure. L'instinct de conservation monétaire aidant, elle devrait ramener vers les valeurs mobilières les capitaux placés en dollars. Sur cette idée que le marché s'est emballé avec le sentiment, aussi qu'une baisse du dollar était devenue inéluctable. L'abondance des liquidités et la rarefaction du papier disponible ont fait le reste. Paris n'a pas été seule à tirer une telle interprétation. Les Bourses allemandes ont en la même pensée et sont remontées en trombe à la veille du week-end.

Aurait-on également songé Rue Vivienne aux élections législatives ? Pour tout dire, c'est le cadet des soucis sous les colonnes du palais Brongniart. Gauche ou droite, rien ne sera fondamentalement changé. Des deux côtés, des efforts sont déployés pour promettre la lune à la Bourse ; promesses qu'elle prend pour argent comptant. Alors, rejets de privatisation ou pas, vogue la gaîté... et *Fluctuat nec mergitur*.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Les « ours » à la rescousse

Wall Street a encaissé un plein fouet le choc causé par la chute des prix du pétrole, capable aux yeux des investisseurs de déclencher des remous monétaires avec l'insécurité des pays producteurs les plus pauvres de rembourser leurs dettes. Néanmoins, la publication des derniers indicateurs économiques, bien plus encourageants que les précédents, ont permis aux énergies, avec le sentiment aussi qu'une baisse des taux d'intérêt était moins imminente que prévu. Après avoir sensiblement reculé, le marché a regagné la plus claire partie de son retard. L'indice des valeurs industrielles s'est établi vendredi à 1 529,92 (contre 1 536,69). Les opérateurs ont également joué la victoire des « ours » de Chicago, favoris à la finale du Super-Bowl (championnat américain du ballon rond) qui se déroulera dimanche. Cette équipe est membre du National Football Conference. Or c'est par là infaillible : quand le NFC gagne, Wall Street monte.

	Cours 17 janv.	Cours 24 janv.
Alcoa	39 7/8	39 7/8
AT&T	22 7/8	22 1/2
Boeing	47 3/8	47 5/8
Chase Manhattan Bank	77 7/8	77 1/2
De Beers	62 3/4	61 3/4
Eastman Kodak	47 7/8	47 1/2
Exxon	52 1/4	51
Ford	60 3/8	59 7/8
General Electric	69 5/8	68 3/4
General Motors	71 1/4	70 3/8
Goodyear	38 5/8	31 5/8
IBM	151 1/4	150
ITT	38 3/8	36 5/8
Mobil Oil	38 3/8	38 5/8
Pfizer	50	47 1/2
Schlumberger	29 3/4	29 1/2
Texas	52 3/8	52 1/2
Union Carbide	75 3/8	82 5/8
US Steel	42 5/8	44 7/8
Westinghouse	61 1/8	58 3/8

LONDRES

Nervosité

Le marché a été très nerveux samedi à cause des inquiétudes créées par la baisse des prix du pétrole, ainsi que par le problème politique qui l'aillait. Néanmoins, les cours ont progressé, l'encouragement étant venu des valeurs exportatrices, poussées de l'avant par la chute de la livre. L'indice des valeurs industrielles s'est établi vendredi à 1 118,7 (contre 1 118,7). Les opérateurs ont également joué la victoire des « ours » de Chicago, favoris à la finale du Super-Bowl (championnat américain du ballon rond) qui se déroulera dimanche. Cette équipe est membre du National Football Conference. Or c'est par là infaillible : quand le NFC gagne, Wall Street monte.

	Cours 17 janv.	Cours 24 janv.
Bootham	323	343
Bovax	283	266
Brit. Petroleum	545	573
Charter	198	216
Courtauld	198	203
De Beers	610	610
Free State Gold	23 3/8	21 7/8
Glaxo	15 11/32	16 13/32
Gr. Univ. Stores	880	870
Imp. Chemical	747	754
Shell	663	673
Unilever	13 35/64	13 19/32
Vickers	386	318
War Loan	34 3/4	34 1/2

FRANCFORT

Reprise en fin de semaine

Très déprimé par des prises de bénéfices et privé de l'appui étranger, le marché a eu du mal à se redresser assez vite au début de la semaine. Ce n'est qu'à la fin de la semaine qu'il a pu reprendre un peu de son élan. L'indice des valeurs industrielles s'est établi vendredi à 1 118,7 (contre 1 118,7). Les opérateurs ont également joué la victoire des « ours » de Chicago, favoris à la finale du Super-Bowl (championnat américain du ballon rond) qui se déroulera dimanche. Cette équipe est membre du National Football Conference. Or c'est par là infaillible : quand le NFC gagne, Wall Street monte.

	Cours 17 janv.	Cours 24 janv.
AEG	301	290,80
BASF	280	269
Bayer	294	282
Commerzbank	368	333
Dresdner Bank	898	837,50
Hoechst	282	280,50
Karstadt	377	362
Manneberg	311,80	290
Siemens	805,50	810
Volkswagen	550	534,80

Matériel électrique

services publics

	24-1-86	Diff.
Alstom-Atlantique	419	-8
CTI-Alstom	1 474	+108
Crozet	238	inch.
Général des Eaux	968	+57
IBM	1 137	-68
Interchimie	1 730	-38
ITT	284	-1
Legrand	2 900	+229
Lyonnais des Eaux	1 076	+11
Natra	1 706	-28
Mélin-Gérin	2 725	-65
Moteurs Leroy-Somer	600	-9
Moulinet	65,60	-1
Philips	1 755,50	+19
PM Latéral	634	+15
Radiorécepteur	460	-28
SEB	465	+11
Siemens	2 585	-1
Schlumberger	2 580	-1
Signaux	437	-12,90
Télécom. Électrique	2 880	+28
Thomson-CSF	849	-14

Alimentation

	24-1-86	Diff.
Bégain-Sey	338	-3
Bongrain	1 650	-178
BSN G.A. Deane	3 025	+215
Carrefour	3 195	-89
Casino	1 148	-7
Cédia	780	+21
Eurosuper	1 312	-38
Guyonnet & Gue	548	-2
Lafarge	787	+61
Martell	1 550	-130
Mot-Hennessy	420	+71
Nestlé	32 680	+1 040
Occidentale (Gie)	793	-88
Oldia-Cabry	219,50	-1,10
Pernod-Ricard	875	+39
Promoda	1 265	-104
St-Louis-Berchon	308	-7
C.S. Saupiquet	450	-20
Source Perrier	500	-7
Veau Ciquot	3 990	+40

Métallurgie

	24-1-86	Diff.
Alpi	218	+11
Avions Dassault-B.	1 165	+10
Chiers-Châtillon	1 640	-0,20
De Dietrich	1 328	-1,80
FACOM	1 538	inch.
Fives-Lille	385	-4,50
Fonderie (Général)	128,50	-21
Marine Wadard	38	-1
Pembert	1 170	-55
Pouget SA	819	+88
Poissin	53,50	-4
Sipon	2 280	-10
Vallo	400,10	+16,10
Valloures	208,50	-10,50

Mines, caoutchouc

	24-1-86	Diff.
Charbon	22,20	-0,30
Géophysique	475	-2
Inco	81,20	-4,30
INCO	106,60	-3,90
Michels	1 785	+35
Min. Penarroya	67	-3,50
RTZ	62	-2,40
Zambia	1,50	+0,84

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 17 janv.	Cours 24 janv.
Or fin (tout de suite)	88 000	88 000
Or fin (à 30 jours)	88 000	88 000
Pièces françaises (20 fr.)	880	880
Pièces françaises (10 fr.)	440	440
Pièces suisses (20 fr.)	880	880
Pièces suisses (10 fr.)	440	440
Pièces suisses (5 fr.)	220	220
Pièces suisses (2 fr.)	110	110
Pièces suisses (1 fr.)	55	55
Pièces suisses (0,50 fr.)	27,50	27,50
Pièces suisses (0,25 fr.)	13,75	13,75
Pièces suisses (0,10 fr.)	5,50	5,50
Pièces suisses (0,05 fr.)	2,75	2,75
Pièces suisses (0,02 fr.)	1,10	1,10
Pièces suisses (0,01 fr.)	0,55	0,55
Pièces suisses (0,005 fr.)	0,275	0,275
Pièces suisses (0,002 fr.)	0,110	0,110
Pièces suisses (0,001 fr.)	0,055	0,055
Pièces suisses (0,0005 fr.)	0,0275	0,0275
Pièces suisses (0,0002 fr.)	0,0110	0,0110
Pièces suisses (0,0001 fr.)	0,0055	0,0055
Pièces suisses (0,00005 fr.)	0,00275	0,00275
Pièces suisses (0,00002 fr.)	0,00110	0,00110
Pièces suisses (0,00001 fr.)	0,00055	0,00055

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

	24-1-86	Diff.
4 1/2 % 1975	1 610	-73
10 % 1975	99,60	+0,35
PME 10 % 1976	99,70	+0,60
8,80 % 1977	124,40	+0,51
10 % 1978	99,45	+0,15
9,80 % 1978	98,45	+0,67
10 % 1979	96,30	+0,90
10,80 % 1979	101,35	+0,38
13,80 1980	106,15	+0,63
16,75 % 1981	109,52	+0,11
16,20 % 1982	119,08	+0,26
16 % 1982	119,41	+0,16
15,75 % 1982	116,18	-0,87
CNE 3 %	4175	-30
CNE 3 % 5 000 F	101,05	-8,86
CNE 3 % 10 000 F	106,48	-2,68
CNE 3 % 5 000 F	106,55	+1,95
CNT 5 000 F	101,10	+0,66

Valeurs diverses

	24-1-86	Diff.
Accor	313	-5,50
Agenc. Havas	1 280	+191
Agenc. (L)	1 140	+13
Agenc. (M)	800	+19
Agenc. (N)	777	+4
CGIP	1 047	+12
Club Méditerranée	495	-1
Emile	298	-100
Emile (L)	1 000	inch.
Hachette	1 500	-19
L'Oréal	627	-8
Le Monde	1 122	-23
Nord-Est	1 770	+2,60
Presse de la Cité	1 770	-42
Sandoz	700	-3
Stas Rostignol	1 250	inch.

(1) Compte tenu d'un coupon de 5 F.

Produits chimiques

	24-1-86	Diff.
BASF	867	-36
Bayer	914	-23
Hoechst	880	-38
Imp. Chemical	52,50	-1,50
Institut Mérieux	2 430	-145
Laboratoire Bellen	1 260	-14
Norsk Hydro	136,20	-8,30
Rossmann-Uclaf	1 642	+37

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	24-1-86	Diff.
Ball Equipement	410	+45
Beaumont (Cie)	39	-7
Cetelem	1 110	+32
Chargours SA	815	+47
CFP	1 040	+75
Compagnie des Indes	33,50	-12,50
Barafiance	2 330	+24
Hélio (La)	575	+17
Imm. PL-Monnet	685	-6
Leclercq	1 015	-4
Locandini	950	+13
Midland Bank	4 675	+85
OFP	1 262	+1
Pfaff	1 415	-15
Préfabri	1 389	+21
Schneider	400	+23
UCB	492	+16

Pétroles

	24-1-86	Diff.
Elf-Aquitaine	265	-8,30
Esso	466	-48
Exxon	402	-21
Imp. Chemical	331	-13
Repsol	520	-36
Pétrole B.P.	94	-5
Primagas	414	+18
Raffineries	470	-18
Sogehap	512	-3
Total	312	-13

Mines d'or, diamants

	24-1-86	Diff.
Anglo-American	105	-5
AngloGold	270	-13
Brit. Gold	228	-13
De Beers	43,85	-3,15
Drief. Cons.	138,40	-11,50
Concor	52	-1,50
Gold Field	99	-4,60
Harmony	692	-11
Randfontein	112	-9,21
Saint-Helena	285	-8

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en (F)
CGIP	213 012	213 387 454
Peugeot	340 361	190 193 678
Michels	100 707	175 006 790
Navig. Mixte	266 982	171 169 478
Midi	29 622	133 580 818
Mot	46 074	107 859 562
BSN	37 570	105 592 990
CSF	121 922	102 941 679
Lafarge	122 538	91 434 449
Le Monde	27 715	86 715 489
Total	241 738	76 346 889
L'Air liquide	108 180	67 781 869
L'Oréal	21 881	63 693 771

(*) Du 16 au 23 janvier inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

DE COURS HEBDOMADAIRES			
Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Crédit national	+ 33,3	Montevideo	- 6,8
Pangloss	+ 19,1	Europe # 1	- 6,5
Havay	+ 15,1	Sanjour	- 6,1
Promoteis	+ 14,9	Mardi	- 6
SPIM	+ 11,8	Septembre	- 6
Summer	+ 11,2	Syntheside	- 6
Colled	+ 10,9	Alger	- 5,3
SGE	+ 10,8	Méridien	- 5,3
RSN	+ 9,6	Bato	- 5,1
Créd. financier	+ 9,5	GTW-Europe	- 5,0
Ball Equip.	+ 9,1	Radiocomanche	- 4,9
Unilever	+ 9	Endicor	- 4,4

Crédits-Changes-Grands marchés

L'euromarché

A la recherche d'un niveau

L'incapacité dans laquelle le groupe des Cinq s'est trouvé pour décider d'une baisse concertée des taux d'intérêt lors de sa réunion londonienne au cours du dernier week-end a profondément déçu le marché international des capitaux, tout au moins son secteur libéré en dollars des États-Unis. Condamné à demeurer provisoirement dans l'incertitude, il reste à la recherche d'un niveau adéquat, d'est-ce-à-dire celui qui est susceptible de tenir compte de deux éléments : d'une part, le désir des emprunteurs en quête de coupes plus bas parce qu'ils persistent à anticiper une détente supplémentaire des taux et, d'autre part, l'état d'esprit des investisseurs qui, comme saint Thomas, sont fermement décidés à ne croire à la baisse que le jour où elle se produira.

De son côté, le secteur des euro-emissions à taux variable a été sérieusement affecté par la décision de la Bank of America de ne pas distribuer de dividende au titre du quatrième trimestre de 1985 par suite des très mauvais résultats enregistrés par le groupe pendant les trois derniers mois de l'année. Cette omission a eu un effet déplorable sur les euro-emprunts de toutes les autres banques américaines. Toutes ont vu leur papier en circulation chuter sévèrement.

En revanche, le Royaume de Belgique a bénéficié de son caractère souverain en offrant, à un prix de 100,05, 400 millions de dollars sur cinq ans. L'intérêt semestriel flottant sera celui servi sur les dépôts en euro-dollars à six mois. Le tout est agrémenté d'une commission pour les banques de 0,175 % (17,5 points de base). Bien accueilli, l'opération se traitait, vendredi, dans les limites de la commission bancaire.

Malgré l'ambivalence, troublée et stérilisante qui règne dans le secteur à taux fixe, le Crédit national a, en tout début de semaine, lancé, sous la garantie de la République française, un euro-emprunt de 130 millions de dollars. D'une durée de sept ans, il a été proposé au pair avec un coupon annuel de 8,125 % et des commissions bancaires totales de 1,875 %. La stratégie adoptée pour l'emprunt, et en quelque sorte élargir la transaction, a consisté à en dériver des conditions non plus par rapport au rendement des obligations de même durée du Trésor américain, ainsi qu'il en va maintenant de la plupart des euro-emissions, mais sur la base de la qualité intrinsèque de l'échéance de son offre et du coupon

résultant de ces deux éléments et de l'état du marché. Afin de se dissocier plus complètement du marché des obligations du gouvernement américain, le Crédit national a choisi de lancer une opération lundi, jour qui était chomé à New-York. Puis les banques chefs de file ont donné deux jours pour placer l'emprunt d'une manière quasiment privée afin d'éviter les aléas d'intensité qui ne manquent pas de se produire dans le cadre des syndications publiques traditionnelles. Cela a permis d'écouler la majorité de l'émission à partir de décotes de l'ordre de 1,750-1,875. Elle a, cependant, été recherchée par la suite avec une décote excédant 2 % après qu'un flot de 850 millions de dollars de propositions nouvelles se fut, jeudi, déversé sur le marché primaire.

Contre-poison pour une OPA

La transaction qui a certainement fait le plus parler d'elle cette semaine est l'émission convertissable de 250 millions de dollars sur quinze ans du groupe chimique américain W.R. Grace & Co. Elle a été offerte au pair avec un coupon annuel de 7 % à partir d'un prix de 63,25 dollars l'action, soit une prime de conversion de 19,6 % vis-à-vis du cours de 54 dollars lors de la clôture du 20 janvier au soir de la Bourse à New-York. L'intérêt de l'opération, dans le fait que W.R. Grace est une société susceptible de faire l'objet d'une OPA non désirée par la direction. Afin de réduire le genre de risque, les compagnies américaines se servent dorénavant de ce qu'elles appellent le *Poison pill* (pilules empoisonnées). Dans le cas qui nous occupe, elles se présentent sous la forme d'une option de sortie pour les porteurs de l'émission à produire un effet de dissuasion si la société fait l'objet d'une OPA.

La POPA se produit avant le 7 février 1991, les porteurs auront à cette date la possibilité de demander le remboursement de 90 % du principal de leurs euro-obligations à un prix déterminé de manière à procurer au rendement de l'ordre de 9,50 % à 9,75 %. Le solde sera retourné aux porteurs sous forme d'un papier procurant 9,75 % d'intérêt par an. De son côté, l'emprunt aura également l'impact d'acquiescer le remboursement anticipé de 90 % du principal en actions de la société à un prix représentant 85 % du cours de conversion de l'époque afin de permettre aux porteurs de recevoir plus d'actions que n'avaient normalement leurs euro-obligations. Cette technique, contrairement à celle utilisée aux États-Unis, n'avait jamais encore été proposée sur le marché international des capitaux. Les euro-investisseurs qui pour la première fois se voient offrir un papier les mettant à l'abri d'OPA intempestives ont réservé un

bon accueil à la proposition de W.R. Grace. Les euro-obligations se traitaient au cours de la semaine aux alentours de 100,75.

La Caisse nationale des télécommunications (CNT) et le Crédit foncier de France ont, pour leur part, préféré d'attendre le marché qui leur paraît trop hésitant à lancer des émissions à taux fixe. La CNT, qui a garanti l'opération de la République française, a lancé une émission internationale de 200 millions de deutschemarks. Sa durée s'étendra sur dix ans. Elle sera émise au pair avec un coupon annuel de 6,375 %. Extrêmement bien accueillie dans un marché porteur, elle a été suivie de très près par une émission à taux fixe de 7,5 %, alors que la commission de vente est de 1,50 %. Ce succès est d'autant plus remarquable que la CNT n'a eu à se soumettre qu'à des conditions identiques à celles de la Banque européenne d'investissement (BEI), qui, au même moment, a levé 100 millions de deutschemarks. La BEI, forte de son statut d'institution supranationale, n'a eu à se soumettre qu'à des conditions toujours des termes les plus favorables sur tous les marchés des capitaux quelle qu'en soit la devise.

Le Crédit foncier a, lui, choisi le marché allemand. Il a garanti l'émission française, il a lancé, mercredi, une émission de quinze ans de 100 millions de francs suisses. Elle sera émise à un prix de 100,50 avec un coupon de 5,125 % pour donner à l'emprunt un rendement de 5,05 %.

C'est peu. C'est même presque insuffisant, parce que l'emprunt n'est pas dirigé par le marché traditionnel des grandes banques suisses mais par une filiale de l'anglais S.G. Warburg. Il n'a jamais recommandé d'aborder trop agressivement le marché suisse des capitaux sans s'assurer l'avance l'agent des banques du pays qui ne s'agit pas d'un quasi-monopole en matière de pouvoir de placement.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Forte baisse de la livre, puis du dollar

Une grande nervosité a régné cette semaine sur les marchés des changes, d'abord très calmes au lendemain d'une réunion des cinq à Londres, très décevante, puis plus agitée avec une première chute de la livre, en liaison avec celle du prix du pétrole, puis une seconde, après les déclarations de M. Yamani, pour finir avec la reprise brutale de la livre et du dollar, au profit du mark, et surtout du yen, grand triomphateur de cette semaine.

Au début de la période sous revue, la devise américaine se montrait soutenue. A la réunion de Londres le dimanche précédent, aucun accord n'avait pu se réaliser entre les cinq sur une diminution des taux d'intérêt, demandée par la France et le Japon, mais rejetée par l'Allemagne et les États-Unis. Les prudents, et surtout par la Grande-Bretagne, s'acharnaient à soutenir par des taux élevés une livre sterling si bien malade.

Tout cela était largement prévisible, mais le fait que l'événement allait justifier cette absence d'accord, surtout en ce qui concerne la Grande-Bretagne. Dès le mardi, une chute inopinée des cours du brut entraîna avec elle la livre sterling, qui revenait à 1,41 dollar contre 1,44 dollar précédemment. L'approche du regard des marchés européens, à commencer par le mark, à 3,49 DM. Jeudi, un second coup était porté à la devise britannique : la déclaration de Sheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, qui voyait bien le prix du baril de brut glisser en dessous de 15 dollars. Du coup, le livre, pétromonnaie appuyée sur les revenus des

gisements de mer du Nord, chutait à nouveau, tombant à 3,36 DM, nouveau record, à 10,34 F à Paris, contre 10,87 F huit jours auparavant, et plus de 12 F l'été dernier.

Quant au dollar, assez ferme jusqu'à là, il se mettait à glisser au lendemain d'une progression du PNB américain moins importante que prévu pour le quatrième trimestre 1985 : + 2,4 % au lieu des 3 % pronostiqués antérieurement. Puis vendredi ce fut le coup de théâtre : M. Takemura, ministre japonais des finances, dans une déclaration faite le jeudi au *Washington Post* relayée le lendemain au Japon par le *Nikkei*, indiquait que son pays suivrait sa politique jusqu'à 1990, contre les 200 à 202 yens actuels, le yen se revalorisant d'autant. Le marché des changes de Tokyo réagissait immédiatement, le dollar tombant de 201 yens à 198 yens en trois minutes, pour rebondir la semaine suivante à 195 yens sur la place de New-York, au plus bas depuis février 1979.

Sans doute, au ministère japonais, minimisant-on, la portée réelle de la déclaration de M. Takemura. L'impression n'en prévalait pas moins que le dollar régnait sur le dollar à 200 yens est brisé et qu'une nouvelle étape de baisse est engagée.

Tout naturellement, le mark suivait le yen à la hausse et, vendredi soir, on se payait plus cher 2,42 DM pour un dollar, contre 2,40 DM huit jours auparavant. A Paris, le billet vert se cassait facilement le cou de 7,50 F pour s'inscrire un peu au-dessus de 7,43 F, et le Zurich il glis-

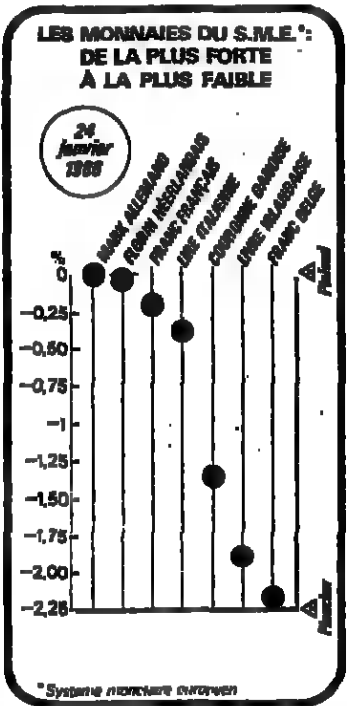
sait de 2,0875 FS à près de 2,04 FS. La semaine prochaine, les milieux internationaux s'attendent à une nouvelle baisse du dollar, qu'ils voient déjà à 2,35 DM, 7,22 F environ.

La montée du mark, à quelques centimes du SME, a quelque peu inquiété le peloton, en ce que le franc belge, par la Bundesbank, la livre irlandaise, le bas par la livre anglaise et vigoureusement soutenue depuis des mois par la Banque centrale d'Irlande, la couronne danoise, ébranlée par le refus opposé par le Parlement de Copenhague à la réforme de la CEE.

La lire n'est toujours pas très vaillante, avec un déficit de la balance des paiements italienne en 1985, l'équivalent de près de 40 milliards de francs, dont plus de 7,5 milliards de francs pour le seul mois de décembre. Signaux que, pour répondre à l'indignation de Bettino Craxi, président du conseil italien, qui dénonçait récemment l'exclusion de son pays des États-Unis, favorable à l'inclusion de l'Italie et du Canada dans ce groupe, les autres membres ne s'y opposent pas.

M. Craxi avait rendu l'exclusion responsable, pour une bonne part, des difficultés de la lire. Si seulement l'admission de l'Italie dans le groupe pouvait guérir un peu de ses maux économiques et finan-

FRANÇOIS RENARD.



Les matières premières

Hausse sensible du sucre

Baisse du prix du pétrole, chute de la livre sterling, ralentissement du rythme de l'expansion économique aux États-Unis durant le dernier trimestre de l'année 1985, ont eu autant d'éléments à exercer une influence dominante sur les différents marchés. Stimulé par une ambivalence de la situation statistique, le sucre a évolué à contre courant.

MÉTALLS. — La crise de l'acier serait-elle sur le point d'être dénouée ? Les trois pays qui refusent les contributions au plan proposé (France, RFA et Pays-Bas) ont assoupli leurs positions et la Communauté européenne a pu annoncer « une position connue » (lire page 13).

La légère avance des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres résulte plutôt de la faiblesse de la livre sterling.

Minerais. — L'abandon, malgré la baisse de 5 150 tonnes des stocks britanniques, du métal à 216 775 tonnes et la réduction du rythme quotidien de production des pays non communistes à 32 200 tonnes (- 200 tonnes). Mais ces deux facteurs favorables ont été plus que contrebalancés par la perspective qu'une unité accroisse sa capacité de production en Caroline du Sud.

Les cours du platine ont légèrement progressé.

TEXTILES. — Effritement des cours de la laine sur les marchés à terme. Les premières ventes aux enchères de l'année en Australie ont été marquées par une concurrence assez vive entre les acheteurs. La Chine et l'URSS étant les plus actifs, et une légère tension des prix.

La commission australienne de la laine a en profité pour liquider une partie de ses stocks. Les quantités qu'elle a retirées du marché atteignent encore plus d'un million de balles.

DENRÉES. — Une agitation fébrile règne toujours sur le marché du café. La baisse des cours enregistrée durant les premières séances a été pratiquement annulée en fin de semaine. Par rapport à ses meilleurs niveaux récents, la chute des prix est de l'ordre de 15 %.

Réveil brutal du marché du sucre, la hausse la plus sensible étant enregistrée sur le marché de

New-York. Plusieurs éléments ont contribué à cette petite flambée des prix. D'abord, la chute de la récolte, affectée par de nombreuses conditions climatiques, mais très inférieure à l'objectif de 8,5 millions de tonnes, en avait pas en mesure de respecter ses engagements de vente. Ce pays avait même demandé à reporter certaines expéditions au démarrage de l'année prochaine. L'Inde avait fait à nouveau son apparition comme acheteur sur le marché mondial. Enfin, secteur supplémentaire se fermait, la production mondiale de la campagne 1985-1986 serait inférieure aux récentes prévisions.

LES COURS DU 23 JANVIER 1986

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTALLS. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comp. 1012 (999) ; zinc, 1044 (1025) ; plomb, 2540 (2480) ; nickel, 2840 (2800) ; argent (en once par once troy), 441 (430). — New-York (en cents par once troy) : cuivre (premier terme), 64,50 (66) ; argent (en dollars par once), 6,16 (6,14) ; platine (en dollars par once), 372,2 (364,60). — Pérou (en dollars par kilo) : cuivre (premier terme), 613 (621). — Rio de Janeiro (en francs par kilo), baux, inch. (42,50). — Caoutchouc. — Kuala Lumpur (en cents par kilo) : RSS (comp. 1), 183,50. — Denrées. — New-York (en cents par lb) : maïs pour le cacao, en dollars par tonne : cacao, mar. 2 (61) (2 171) ; mar. 1 (206) (2 217) ; sucre, mar. 6,07 (5,14) ; mar. 6,41 (5,44) ; café, mar. 230,44 (234,18) ; mai, 233,16 (230,34). — Londres (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, mar. 158 (139,20) ; mai, 165,60 (145,80) ; café, mar. 1 (2 480) ; mai, 2 570 (2 565) ; cacao, mar. 1 747 (1 705) ; mai, 1 748 (1 705). — Paris (en francs par quintal) : cacao, mar. 1 793 (1 833) ; mai, 1 800 (1 860) ; café, mar. 2 605 (2 685) ; mai, 2 675 (2 760) ; sucre (en francs par tonne), mar. 1 363 (1 224) ; mai, 1 411 (1 262). — Taux de change : Chicago (en dollars par tonne), mar. 153,20 (156,40) ; mai, 155,30 (158,60). — Londres (en livres par tonne), mar. 137 (133,9) ; avril 138 (136,7). — Céréales. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mar. 325,75 (327,25) ; mai, 292,50 (297,40) ; maïs, mar. 247,75 (248,50) ; mai, 250 (252,50). — Moody's, 977,90 (975,30) ; Reuters, 1 852,10 (1 847,70).

Le marché monétaire et obligataire

Toujours l'euphorie

Tout va toujours très bien sur le marché obligataire de Paris, et l'on ne se lasse pas de le dire. Le papier, qui s'arrache à la disposition, ou même avant, dans un marché qualifié par l'ensemble d'opérateurs anticipant une nouvelle baisse des taux, ce qui se traduit par la nouvelle diminution des rendements sur le marché secondaire observée cette semaine : 10,18 % contre 10,25 % pour les emprunts d'État à plus de sept ans, et 11,12 % contre 11,19 % pour les emprunts du secteur public, selon les indices Paribas.

C'est en fin de compte le phénomène à la fois le plus sensible, avec un recul de 0,20 % sur les emprunts d'État de sept ans. Malgré la proximité des élections et les incertitudes possibles au sujet du SME, provoquée par la montée du deutschemark, on continue à croire à une nouvelle réduction du taux d'adjudication de la Banque de France. Celle-ci, toutefois, a maintenu imperturbablement son taux à 8 3/4 % cette semaine. Qu'importe, ce sera pour la semaine prochaine, assurent les optimistes.

Les 5 milliards de francs levés par EDF ont disparu comme par enchantement. Il faut dire que l'émission avait été marquée de toutes les garanties et gadgets

récemment inventés pour les besoins des emprunts précédents, notamment ceux du Trésor : échange contre des emprunts à taux variable (bonne garantie contre une remontée des taux après le 16 août prochain), bons d'échange détachables, possibilité de remboursement anticipé avec majoration du prix de remboursement.

Tous ces ingrédients ont été réunis, incorporés à la sauce de la Banque Indosuez, co-chef de file, avec le Crédit Lyonnais, de la première tranche de 1 milliard de francs à taux fixe de 10,10 % nominal et 10,36 % actuariel, comportant une durée de douze ans, avec bon amortissement et négociable séparément pour échange éventuel contre une obligation à taux variable (95 % du TMO avec plancher à TAM (taux annuel monétaire), mais 0,25 % et 6,50 % de plancher absolu).

En fin de semaine, il n'y en avait plus, pas davantage pour la tranche de 1,5 milliard de francs à taux fixe (95 % du TMO avec plancher à TAM (taux annuel monétaire), mais 1/8 de point), placée hors syndicat, la Banque Stern étant chef de file. Le marché n'a pas vu la couleur, enfin, des 500 millions de francs à taux variable (95 % du TMO avec plancher à TAM moins 1/8), « avalés » par la

Caisse centrale des banques populaires, à laquelle EDF avait fait placement.

Relevons enfin, suivant les statistiques du Crédit lyonnais, le montant des émissions de bons de remboursement à échoir en 1986 et à verser par les emprunteurs à l'État à 156,6 milliards de francs en coupons et à 69,9 milliards de francs en capital, soit 226,5 milliards de francs, à rapprocher des 310 milliards de francs d'émissions de bons de remboursement de 1985. En 1985, les coupons représentaient seulement 134,8 milliards de francs, les remboursements 51,1 milliards, et le total 185,9 milliards.

Le total, sur les bases actuelles, passera à 231,9 milliards en 1987, retombera à 204 milliards en 1988, pour rebondir à 233 milliards en 1989 et à 293 milliards en 1990, sans compter l'emprunt 7 % 1973 indexé sur le lingot d'or remboursable en 1990 (entre 50 et 60 milliards de francs) et les emprunts à émettre dans les prochaines années. Autant dire que le marché français des obligations, comme les autres marchés étrangers d'ailleurs, tend à s'auto-alimenter : de plus en plus, on emprunte pour payer les emprunts, et rembourser le capital.

F. R.

Le Monde

LA CRISE DU MARCHÉ PÉTROLIER

L'OPEP serait prête à laisser tomber le prix du baril à 13 dollars

Tandis que les pays du pétrole cherchent à stabiliser le cours du baril, un marché hésitant, l'affrontement continue entre l'OPEP et les producteurs de la mer du Nord. Selon l'agence Kuna, la plupart des ministres du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) sont prêts, après des consultations téléphoniques, de ne prendre aucune mesure permettant d'arrêter la chute des prix tant que les producteurs n'appartiennent pas à l'Organisation (la Grande-Bretagne, la Norvège notamment) n'auront pas accepté de limiter leur production de façon tangible. C'est de « hauts responsables pétroliers du Golfe », l'agence ajoute que les ministres prévoient une baisse du prix du baril jusqu'à 13 dollars par baril au cours des mois à venir si leurs concurrents « persistent dans leur attitude intransigente et refusent de coopérer ». La production de l'OPEP, qui pourrait augmenter, pourrait atteindre, selon les responsables, plus de 19 millions de barils/jour (contre 17,5 en décembre).

Un nombre croissant de pays de l'OPEP ont en effet en train de donner les premiers signes de leur volonté d'abandonner de plus en plus la notion de prix officiels pour des prix de marché. L'Égypte a cours du marché. L'Égypte a cours du marché. L'Égypte a cours du marché.

brut de l'Alaska, concurrent sur le marché, il a précisé qu'il avait accru sa production de 100 000 barils/jour. L'Algérie, la Libye seraient également, selon des négociants pétroliers, en train de discuter avec l'OPEP de leurs clients des formules de prix indexés sur les cours du marché.

Le Venezuela, de son côté, vient de réaffirmer son attachement à la politique de raffineries-distributeur en Europe et aux États-Unis afin de s'assurer des débouchés pour son brut. L'État a pris des participations de 10 % dans deux nouvelles raffineries appartenant au groupe Veba, en RFA, avec lequel il a déjà depuis des années une filiale commune, et dans une raffinerie appartenant à la société Nymex, en Italie. Il a également conclu un accord financier avec la société américaine Stewart, prévoyant la distribution de 40 000 barils/jour de produits raffinés.

L'Iran, enfin, a annoncé qu'il imposait des restrictions à l'exportation de son pétrole, qu'il rend responsables de la chute des prix, si les pays ne réduisent pas leur production. Les ministres iraniens du pétrole, par l'agence Iran, a estimé que la Grande-Bretagne exportait environ 900 millions de dollars par an vers l'Iran. Il a ajouté qu'il s'efforçait de persuader d'autres pays de l'OPEP d'adopter des mesures similaires.

Les producteurs n'appartenant pas à l'OPEP, les seules réactions tangibles sont pour l'instant du Mexique, touché par la chute des prix. Le gouvernement a ainsi ajourné les discussions prévues avec ses banquiers pour l'aménagement de sa dette. Le ministre mexicain de l'énergie est arrivé vendredi 21 janvier à Paris afin, a-t-il précisé, de « renforcer les liens » entre les deux pays et de mettre au point une attitude commune pour faire face à la situation. Par contre, la Norvège a démenti auprès des gouvernements occidentaux qu'elle ait proposé de réduire sa production.

Dans les pays consommateurs, enfin, on continue de se réjouir de la baisse des prix du brut. En France, le ministre de l'économie et des finances a estimé, vendredi, que le mouvement de baisse des prix des carburants « s'accélère, en liaison avec l'évolution du marché pétrolier international ». Dès le présent on trouve du super à moins de 5 F dans plus de 100 000 stations-service, et ce nombre s'accroît jour après jour, précise-t-il. Selon une analyse publiée par l'une des principales chaînes d'agents du change à Londres, un prix du brut à 10 dollars entraînerait en France une baisse de 2,8 points de l'inflation en 1986.

V. M.

AU YÉMEN DU SUD

Victoire de la rébellion

Les opposants au président Ali Nasser Mohammed semblent s'être assurés du contrôle de la situation à Aden, selon l'agence Renter. Vendredi 24 janvier, un nouveau chef d'État intérimaire a été nommé par les rebelles ; il s'agit de M. Haydar Abou Bakr El Attas, ancien premier ministre.

Les liaisons téléphoniques entre Aden et le monde extérieur ont été rétablies, vendredi en fin d'après-midi, et la télévision a repris la diffusion de son programme à 16 heures (heure locale), avec des informations, des chants patriotiques et de la musique militaire. Toutefois, les dirigeants de la rébellion n'ont fait jusqu'ici aucune apparition publique et n'ont pas été formellement identifiés.

Pas à pas la vie redevient normale et les habitants des trois quartiers de la capitale qui ont le plus souffert des combats s'efforcent de s'approvisionner. Il ne semble pas que les vivres manquent. Mais bien qu'aucun couvre-feu n'ait été décrété, la ville s'est brusquement vidée au coucher du soleil.

Selon des témoignages recueillis sur place, il apparaît que les combats ont été limités à Aden et on ne signale aucun affrontement sérieux hors de la capitale et de sa périphérie immédiate. Les plus gros dégâts sont signalés dans les quartiers de Crater, Moukalla et Sawah, où certains bâtiments ont été détruits.

L'évacuation des étrangers sur Djibouti est pratiquement achevée

De nombreux envoyés spéciaux

Djibouti. — L'opération d'évacuation du Yémen du Sud par voie maritime est pratiquement achevée. Dans la journée du vendredi 23 janvier, 261 personnes, parmi lesquelles 261 Soviétiques, 22 Éthiopiens et 14 Cubains, ont été évacués au port de Djibouti.

Cette opération de sauvetage, qui avait débuté le 10 janvier, a eu lieu à 25 locations de navires marchands et militaires entre la rade d'Aden et le port de Djibouti, dont 15 navires soviétiques, 2 navires éthiopiens, 4 navires britanniques et 3 navires allemands. Du côté français, 5 bâtiments ont pris à leur bord des rescapés du Yémen du Sud.

Sud : l'escorteur *Grasse*, le navire-école *Jules-Ferry*, les *Ille-de-la-Réunion*, *Ville-de-Strasbourg* et *Normandie*.

du *Normandie*. Trois Françaises, mariées à des Yéménites, ont, quant à elles, décidé de demeurer sur place.

Il est possible que le rattachement des ressortissants étrangers ait permis d'échapper quelques personnes difficiles à localiser. Reste à savoir le sort d'environ 800 personnes d'origine indo-pakistanaise, bloquées à Aden. Les autorités yéménites veulent leur faire leur valise avant de les évacuer éventuellement par air. En tout cas, le doyen de la communauté étrangère, le RP Angelo, un capucin italien, curé de la cathédrale d'Aden, qui exerce depuis trente-deux ans son ministère au Yémen du Sud, s'est lui aussi momentanément réplé sur Djibouti. En attendant des jours meilleurs...

JACQUES DE BARRIN.

Le PS à 30 % ?

M. PASQUA SAISI LA COMMISSION DES SONDAGES

M. Charles Pasqua, sénateur RPR des Hauts-de-Seine, a annoncé vendredi 24 janvier à Sarrebourg (Moselle), au cours d'une conférence de presse, qu'il avait saisi la Commission des sondages afin qu'elle contrôle les résultats des sondages qui ont été réalisés les récentes semaines, et qui ont été réalisés les récentes semaines, et qui ont été réalisés les récentes semaines.

La requête de M. Pasqua vise un sondage IPSOS-le Figaro du 17 janvier et un sondage IFOP-RTL-Le Point (publié dans le *Figaro* du 18 janvier), réalisés, le premier, entre le 1 et le 11 janvier, le second, entre le 6 et le 11 janvier. Ces deux sondages créditent en effet le PS à 30 % d'intentions.

Fort d'une comparaison avec d'autres sondages récents qui accordaient 27 % d'intentions de vote pour le PS, M. Pasqua a estimé : « Il ne faut pas prendre ses rêves pour de la réalité. L'acte n'est pas de la réalité, l'acte n'est pas de la réalité, l'acte n'est pas de la réalité ».

LE PREMIER MINISTRE NÉO-ZÉLANDAIS ET LE SORT DES ÉPOUX TURENGE

Wellington. — Accepter que la France monnaie la liberté de son presse, c'est accepter que la presse internationale, a déclaré le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, dans une interview diffusée, samedi 25 janvier, par l'*Evening Post* de Wellington, il a notamment dit : « Il est irresponsable pour la presse de continuer à insister sur l'incapacité des deux pays à s'entendre en vue d'une reprise des discussions sur le dédommagement sur l'attentat. M. Lange a estimé que « la liberté de la presse » n'est pas une fin en soi, mais un moyen de servir la justice.

« L'apparente incapacité des deux pays à s'entendre en vue d'une reprise des discussions sur le dédommagement sur l'attentat. M. Lange a estimé que « la liberté de la presse » n'est pas une fin en soi, mais un moyen de servir la justice.

Au Liban La milice chrétienne demande la renégociation de l'accord de Damas

Les Forces libanaises (FL-milice chrétienne) ont demandé, le vendredi 23 janvier, la renégociation de l'accord de paix de Damas avec les deux autres milices signataires et la Syrie, alors que la pression militaire s'intensifie sur le « pays libanais ». Le Comité exécutif des Forces libanaises (CEFL) a élu à sa tête M. Samir Georges, qui a demandé la renégociation de l'accord de Damas avec les deux autres milices signataires et la Syrie, alors que la pression militaire s'intensifie sur le « pays libanais ».

Les FL ont aussitôt demandé à la Syrie, au mouvement chiite Amal et au PPS, d'arrêter les négociations de paix. M. Murr a déclaré : « Tout ce que nous voulons, c'est une solution durable et définitive. Nous ne sommes pas prêts à donner d'autres concessions. L'ancien responsable des FL, ses relations avec M. Robert Frangé auraient été rompues après leur entrée dans la capitale syrienne, une réunion qui avait été prévue très probablement en présence du vice-président syrien, M. Abdel Halim Khodam, à qui la Syrie a rendu compte de l'état de leur relation avec le Liban. — (AFP.)

LA GUERRE CIVILE EN OUGANDA A Kampala, les combats semblent tourner à l'avantage des rebelles

La situation demeure extrêmement confuse à Kampala, où les combats se sont poursuivis, le vendredi 24 janvier, entre les troupes gouvernementales et celles de la NRA (Armée nationale de résistance) de M. Yoweri Museveni. L'enjeu de ces affrontements, qui prennent la forme d'échanges de tirs d'artillerie lourde et de mortiers de rue, est désormais le contrôle de la capitale. Depuis jeudi, la NRA a pris position dans plusieurs points stratégiques autour et à l'intérieur de la capitale, notamment dans le quartier de la cathédrale de Rubaga, contrainignant au repli les forces du général Tito Okello. Cette avancée des maquisards semble avoir été — peut-être momentanément — ralentie par des unités de l'armée nationale, qui ont pilonné la NRA pour reprendre sur Kampala.

Selon des sources diplomatiques occidentales, plusieurs milliers de soldats gouvernementaux ont fui la capitale en se dirigeant vers Jinja, deuxième ville du pays, à l'est. Ces mouvements de troupes ont été produits à la suite du pilonnage, par la NRA, des casernes gouvernementales de Makindye et Lubiri, faisant sauter cette dernière.

La journée de vendredi a été également marquée par des actes de pillage et des atrocités de la part des milices gouvernementales, qui ont tué un nombre indéterminé de personnes et en ont égaré plusieurs dans le faubourg de Katwe.

Les maquisards sont épaulés par les troupes d'une faction minoritaire qui soutient jusque-là le gouvernement, le Mouvement ougandais pour la liberté.

D'autre part, des combats se poursuivent entre factions armées au sein du mouvement. Les deux milices combattent de la FUNA, partisans de l'ancien dictateur Amin Dada, se disputent le point de départ vers un secteur contrôlé par des éléments du Mouvement ougandais pour la liberté.

Vendredi 24 janvier, la capitale Kampala et ses environs ont vu des combats diplomatiques fermés. La NRA nationale avait suspendu ses émissions. Enfin, l'aéroport d'Entebbe, situé à 30 kilomètres de Kampala, a été fermé pour une durée indéterminée. Contrairement à certaines informations, aucun plan d'évacuation des ressortissants étrangers n'était encore envisagé. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

À Alès INCIDENTS ENTRE MANIFESTANTS CGT ET FORCES DE L'ORDRE LORS DE LA VISITE DE M. DUFOIX

De violents incidents ont opposé samedi 23 janvier à Alès des manifestants CGT aux forces de l'ordre, à l'occasion de la visite sur place de M. Georges Dufoux, ministre des Affaires sociales et de la solidarité.

Les manifestants, au nombre de 100 environ, répondant à un mot d'ordre de la CGT, ont attaqué les gendarmes mobiles, venus protéger M. Dufoux, qui inaugure une « pépinière d'entreprise ». Ils ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre qui ont immédiatement répondu par des larmes de gaz. Selon les premières informations, il y aurait eu plusieurs blessés de part et d'autre.

Sur CFM de 19 heures à 18 h 30 à Paris (100.3 MHz) à Lyon (100.3 MHz) à Bordeaux (101.2 MHz) à Nantes-Saint-Nazaire (99.8) à Limoges (102.1 MHz) à Toulouse (101.1 MHz)

LUNDI 27 JANVIER À 16 h Le Monde PÉTROLE : OU VA LA CRISE ? par VÉRONIQUE MAURUS Émission préparée par FRANÇOIS KOCH

MARDI 28 JANVIER À 16 h Le Monde reçoit M. Louis Mermaz Président de l'Assemblée régionale PHILIPPE BOUCHER

UNE ÉDITION RHONE-ALPES DU « MONDE »

Le Monde publiera à partir du mardi 28 janvier une édition Rhône-Alpes. Cette édition réservée aux abonnés de la région comportera tous les jours environ deux pages d'actualités spécifiques.

Rédaction

36, rue du président Edouard-Herriot, 69001 Lyon. Téléphone : 78-30-41-42.

LE MATCH REVANCHE ENTRE KASPAROV ET KARPOV AURA LIEU EN JUILLET OU EN AOÛT

Moscou (AFP). — La Fédération soviétique d'échecs a annoncé à la Fédération internationale des échecs (FIDE) que le match revanche entre le champion du monde Garry Kasparov et Anatoli Karpov ait lieu en juillet ou en août 1986 à Leningrad, à condition que samedi 25 janvier l'agence Tass, qui précise que les deux joueurs sont d'accord sur cette proposition.

De son côté, la FIDE a fait savoir, ce samedi jour, à Lucerne, qu'elle prendrait sa décision le mardi 29 janvier, après une ultime consultation de Kasparov, Karpov et M. Campomanes, président de la FIDE. Cependant, on ne doute pas à Moscou que la proposition soviétique soit acceptée par M. Campomanes.

Le Monde sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Le numéro du « Monde » daté 25 janvier 1986 a été tiré à 479 488 exemplaires

A B C D E F G

A L'ISSUE DE SES ENTRETIENS DE LONDRES M. Pérès affirme que « importants progrès » ont été réalisés en vue d'entamer des négociations de paix

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, qui se rend ce samedi en RFA, a déclaré, le vendredi 24 janvier à Londres, que « importants progrès » avaient été réalisés en vue d'entamer des négociations de paix sur le Proche-Orient, mais que les deux camps ne pouvaient pas encore rendre compte de l'état de leur relation avec le Liban. — (AFP.)

Dans une interview de presse à l'issue d'une visite à la Grande-Bretagne, en marge de laquelle il a rencontré à quatre reprises M. Richard Murphy, l'ambassadeur du président Reagan au Proche-Orient, M. Pérès a indiqué que le roi Hussein de Jordanie ferait « dans les prochains jours » une « déclaration » auprès du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, pour qu'il accepte les conditions d'une participation à des pourparlers, c'est-à-dire une reconnaissance à la fois d'une reconnaissance explicite de l'État d'Israël.

L'« espoir » que ces conditions soient acceptées est « une chose de disparature », a ajouté M. Pérès, en soulignant qu'il était « de plus en plus sceptique » sur un changement soudain dans la position du chef de l'OLP. « Si je devais donner mon impression à propos des Palestiniens, je dirais que si la chose est d'avoir Arafat sans une solution ou d'avoir une solution sans Arafat, ils (les Palestiniens) préféreraient une solution plutôt qu'Arafat », a affirmé le premier ministre israélien.

Outre la question de la composition de la délégation jordanienne-palestinoise, qui négocierait directement avec Israël, l'autre problème à résoudre serait la composition d'une conférence internationale, a précisé M. Pérès.

Selon lui, il n'y a « pas d'indication » permettant de penser que l'Union soviétique est prête à participer à un tel forum. Pour Israël, a-t-il ajouté, il faudrait que l'Union soviétique prenne des « mesures nécessaires » et rétablisse ses relations diplomatiques avec Israël. Quel qu'il en soit, a souligné M. Pérès, le forum international en question n'aurait qu'un « rôle » de « négociations bilatérales », et ne devrait en aucun cas « négocier » ou « imposer des solutions ».

A propos des relations soviéto-israéliennes, précisément, M. Tolounov, chef d'une délégation parlosoviétique actuellement en France, a déclaré vendredi

à la presse que leur normalisation devrait intervenir après, et non avant, une conférence de paix sur le Proche-Orient. Toute autre solution « pourrait qu'éluder le durcissement de la position israélienne », a-t-il ajouté. M. Tolounov, qui a encore affirmé que le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays passe par « l'élimination des causes de la rupture », a évoqué l'occupation des territoires arabes en 1967. — (AFP.)

M. J.-P. CHEVÈNEMENT invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 26 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le ministre, maire de Belfort, qui conduira la liste du Parti socialiste dans le Territoire de Belfort, répondra aux questions d'André Fasseron et de Thierry Brécher de *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Claude Pozzanski de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

هكذا من الأصل

M. J.-P. CHEVÈRES
invité du « Grand le
RTL - le Monde »

M. Jean-Pierre Chevès
ministre de l'éducation
supérieure et de la
culture - le « Grand le
RTL - le Monde »

18 h 15 à 19 h 30

Le ministre, ministre de l'éducation
supérieure et de la culture, se
rendra dans le Territoire de
l'Est dans le Territoire de
l'Est pour une mission de
promotion et de coopération
avec le « Grand le RTL - le
Monde », et le « Grand le
RTL - le Monde ».

Le ministre de l'éducation
supérieure et de la culture, se
rendra dans le Territoire de
l'Est dans le Territoire de
l'Est pour une mission de
promotion et de coopération
avec le « Grand le RTL - le
Monde », et le « Grand le
RTL - le Monde ».



électeurs ■■ veulent, selon les sondages, rien lâcher des conquêtes ■■ la gauche. Dans la perspective d'une cohabitation que l'entrée en lice d'un François Mitterrand sérén et souverain rend un peu plus proche et un peu moins improbable, les programmes paraissent plus mesurés que n'ont ■■■ les slogans ■■ les attaques ■■ départ.

Nationalisations, impôts sur les grandes fortunes, justice, économie, diplomatie, fiscalité, école... Un tour d'horizon du bilan de ■■ gauche et des appétits de ■■ droite.

COURRIER

JUIFS ET ÉCOLES CATHOLIQUES

Dans le courrier des lecteurs de votre numéro *Le Monde Aujourd'hui* daté 12-13 janvier 1986, sous le titre « École », vous publiez une lettre de M. Peyrache qui affirme sans nuance que la promotion, faite par l'Église, de l'école catholique mène à l'élaboration d'une culture juive sera exclu : ce serait de l'antisémitisme !

Il est en outre reproché à ces écoles catholiques que les professeurs juifs, reproches fondés sur les statistiques publiées par quatre banlieues parisiennes.

Il m'est douloureux de lire cela et de rester silencieux, en tant que citoyen, catholique et chef d'établissement d'une de ces écoles — du centre de Paris celle-là, — qui se veut, et est, ouverte et accueillante.

Sans vouloir entrer dans une polémique, ne pourrait-on prendre en compte les éléments d'analyse suivants :

— des écoles juives existent ; qui leur reprocherait de ne pas s'inscrire

qu'une communauté cherche à vérifier la sincérité de telles demandes afin de s'assurer que la néophyte s'entendra sur quelques problèmes essentiels avec ses nouveaux coreligionnaires. Mais on est en droit d'attendre un minimum d'accueil bienveillant et — pourquoi pas — d'entraide.

Le rabbin « libéral » Williams (*Le Monde Aujourd'hui* daté 5-6 janvier) assimile le « mariage mixte » — ce mot effreux — à l'holocauste. L'exogamie, le mariage avec une goy, l'insertion dans une communauté autre que juive, constituerait un « génocide doux ». On a déjà souvent reproché aux médias et à certains hommes politiques de banaliser le terme de génocide. Et voilà maintenant qu'un rabbin — « libéral » de surcroît — profane le pire des insultes à l'encontre de ceux qui sont morts dans les chambres à gaz. N'ont-ils donc pas payé assez cher pour que ce terme soit bien à eux ?

— enfin, pour clore cette étude incomplète, laissez-moi rapporter ce que d'un rabbin (qui se déplace, ne guère, pour inscrire un « *Quand il n'y a plus de place dans nos écoles, le recommande la vote aux parents.* »

Il n'y a rien là que de très normal. G. Williams, généraliste, hâtives comme de tomber dans la facilité lorsque l'on souhaite régler des comptes.

CLAUDE PELLÉ
(Paris).

« GÉNOCIDE DOUX »

Quand ils viennent à parler de la conversion et de la notion d'élection, les beaux esprits juifs me paraissent non seulement d'une ardeur intellectuelle mais d'une probité intellectuelle.

Paul Emeric (*Le Monde Aujourd'hui* daté 5-6 janvier) justifie la rigidité des rabbins en matière de conversion : « On n'est pas juif par religion, par naissance ou adhésion à un peuple, mais par une pratique quotidienne. » C'est là une contre-vérité flagrante, car, pour les rabbins, il n'y a de judéité que par le « jus sanguinis » maternel. On peut avoir été élevé loin de la foi, on ne connaît ou ne veut en savoir, on n'en est pas moins juif si l'on est issu de mère juive.

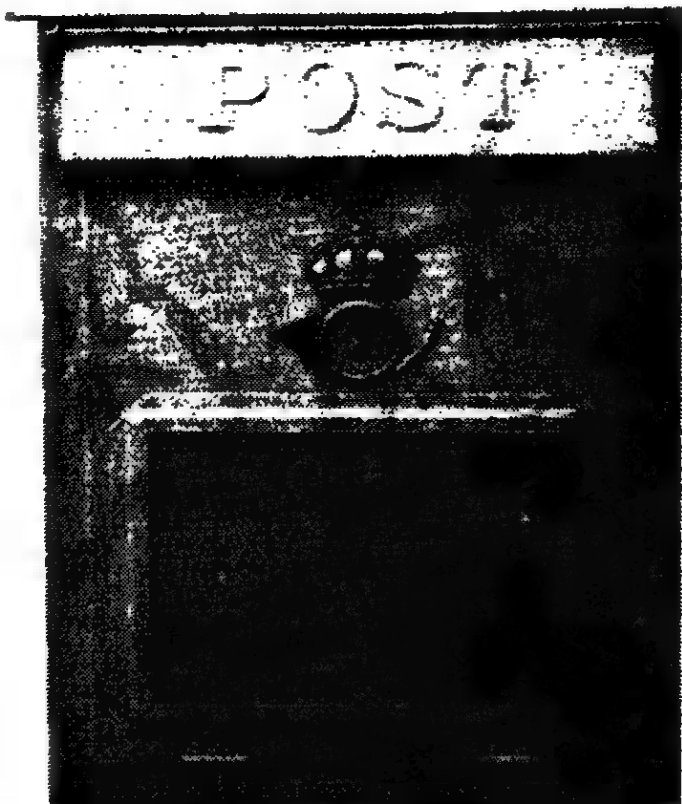
Chez celui qui n'est pas né juif, le désir d'appartenir à ce « *exclusif* » est suspect, les rabbins s'emparent de dégoûter le candidat à la conversion en multipliant les embûches : les rejets sont quasiment la règle. Certes, on peut admettre

qu'une communauté cherche à vérifier la sincérité de telles demandes afin de s'assurer que la néophyte s'entendra sur quelques problèmes essentiels avec ses nouveaux coreligionnaires. Mais on est en droit d'attendre un minimum d'accueil bienveillant et — pourquoi pas — d'entraide.

Le rabbin « libéral » Williams (*Le Monde Aujourd'hui* daté 5-6 janvier) assimile le « mariage mixte » — ce mot effreux — à l'holocauste. L'exogamie, le mariage avec une goy, l'insertion dans une communauté autre que juive, constituerait un « génocide doux ». On a déjà souvent reproché aux médias et à certains hommes politiques de banaliser le terme de génocide. Et voilà maintenant qu'un rabbin — « libéral » de surcroît — profane le pire des insultes à l'encontre de ceux qui sont morts dans les chambres à gaz. N'ont-ils donc pas payé assez cher pour que ce terme soit bien à eux ?

BRIGITTE BERG
(Paris).

qu'une communauté cherche à vérifier la sincérité de telles demandes afin de s'assurer que la néophyte s'entendra sur quelques problèmes essentiels avec ses nouveaux coreligionnaires. Mais on est en droit d'attendre un minimum d'accueil bienveillant et — pourquoi pas — d'entraide.



Boîte aux lettres suédoise.

UN COUPLE INDISSOCIABLE

Il y a quand un colloque sur le couple historiquement et psychologiquement indissociable du juif et de l'antisémite (le parle de l'antisémite militant et du juif qui se veut juif — chose), et sur l'étrange — car il est bien connu que, dans toute haine obsessionnelle, il entre une part de fascination ?

Si l'on admet, avec Sartre, que l'antisémitisme est la cause essentielle de la non-assimilation des juifs, n'est-il pas troublant de constater que l'antisémitisme, par sa seule activité, perpétue l'existence de ceux qu'il exerce et, en même temps, perpétue l'extermination de ceux qui sont la raison d'être de l'antisémitisme ?

ELIE ARIÉ
(Paris).

SPORT, DÉSERT ET ARGENT

Après la lecture de votre supplément *Le Monde Aujourd'hui* daté 12-13 janvier, je viens vous faire part des réflexions que m'inspire la course Paris-Dakar.

Je partage l'indignation des contestataires devant ces jeux de cirque exportés sur un continent sous-développé. Les moralistes (qui ne sont pas tous de salon) pourraient rétorquer à l'organisateur avisé de l'épreuve que l'accueil qui lui est réservé dans des pays où règne malheureusement la corruption ne saurait leur servir d'alibi, de même que la récupération de bonnes œuvres — aux frais d'autrui.

Le déroulement de l'épreuve, qui caractérise bien les rapports entre certains sports et l'argent, a reposé sur l'indispensable relais de la télé-

vision. Celle-ci, supposant que les sportifs en chambre sont plus nombreux que les moralistes de salon, poursuit le vecteur d'une publicité gratuite quelquefois illégale. Cela ferait s'interroger sur le rôle des chaînes nationales, sociétés de service public, qui se chargent d'offrir, parfois de toutes pièces, le spectacle de certains sports, une prétendue « demande sociale » [...]

Dans le même temps, on voit les chaînes de télévision manœuvrer à leur mission en s'abstenant d'offrir le public sur des événements sportifs tout autant dignes d'être vus.

DIDIER SARINÉ
(Toulouse).

MICHAUX, DERNIERS MOTS

J'ai lu avec attention et intérêt l'article sur le poète bengali Lokesh Bhatthacharya, paru dans *Le Monde Aujourd'hui* daté 12-13 janvier 1986. Permettez-moi cependant de vous signaler que si Henri Michaux a effectivement dédié son livre *Filles de la montagne* à L. Bhatthacharya, ce n'est pas le dernier ouvrage publié du vivant du poète français.

En effet, le dernier livre publié du vivant de Michaux a été édité par l'ère des vents et s'intitule *Avec l'obstacle*, achevé d'imprimer le 17 août 1984, 50 exemplaires.

Pour mémoire, je me permets de vous rappeler que, outre ses trois autres ouvrages de Michaux ont été publiés en 1984 : *Par les traits*, Fata Morgana (achevé d'imprimer le 24 mai, 1 900 exemplaires) ; *Le monde de la montagne*, Éditions Ducloux (achevé d'imprimer le 15 mai 1984, 60 exemplaires) ; *Le feu des vents* (achevé d'imprimer le 11 avril 1984, 50 exemplaires).

DANIEL MARTINEZ
(Ozol-la-Ferrière, Seine-et-Marne).

FEMMES ENTRE ELLES

Je viens de lire l'article de Christiane Chombeau dans *Le Monde Aujourd'hui* daté 8-9 décembre 1985. Complètement d'accord avec elle pour constater que les femmes n'ont pas cessé d'être. Mais à qui la faute ? J'ai plus de quatre-vingts ans et un passé de militant actif (politique et syndical) ; presque toutes les fois que j'ai vu des femmes, très intelligentes et très vivables, tenter de conquérir un mandat électif, j'ai constaté un échec ! Pourquoi ?

La raison est bien simple, c'est que, en général, les femmes ne

voient pas pour une femme ! Les raisons ? A vous de chercher ! Christiane Chombeau écrit (et cela est vrai) que plus de 51 % de la population, sort de sexe féminin ; la conclusion est, me semble-t-il, excessivement simple : « toutes les femmes votent pour des femmes, puisqu'elles sont majoritaires, il n'y aurait pas un agal du genre masculin ! C'est tout. »

GEORGES BOULBENÉ
(Limon, Aude).

Chronique

LES BULLES S'ÉCLATENT

per Bruno Frappet

LES bulles s'assemblent à Angoulême, pour leur concentration annuelle, durant le week-end. Tout ce que la France — la Belgique même — quelques autres — comptent d'éditeurs de bandes dessinées, d'auteurs de « petits Mickey », de fans de la fanzine, de collectionneurs, de maniaques, de critiques, de bédéphages, tout cela va célébrer la cérémonie, toujours recommandée, du sacre de la BD.

Si la bande dessinée était seulement à Angoulême — sa capitale — faudrait-il en parler ? En fait, elle est partout, et même là où on ne la cherche pas. La formidable popularité de cet art mineur dans notre pays, depuis une vingtaine d'années, a constitué pour la BD à la fois une chance (développement, tirages fabuleux, bonnes affaires...) et un risque (émiettement, récupérations en tous genres, train-train). Ces deux phénomènes ont abouti, depuis deux ou trois ans, à ce paradoxe d'un mode d'expression reconnu (voire même sacré) au même moment où, victime de son succès, il explosait, gagnait des territoires nouveaux, s'enrichissait et s'abâtardissait jusqu'à en perdre tout son avenir.

Que la BD ait franchi le cadre étroit des vignettes rectangulaires qui, géométriquement, la définissent, on le voit tous les jours. Soumise à l'influence des autres arts — graphiques, cinématographi-

ques et littéraires — elle a, à son tour, influencé sur ces arts, comme un maître, le dessin qui finit par dépasser le maître. Le cinéma s'en inspire, le dessin animé lui ravit ses héros, la publicité achète ses talents.

Il y a plus. On aimerait que des chercheurs impertinents étudient scientifiquement la grave question suivante : la bande dessinée a-t-elle une influence sur la vie politique française ? Il ne suffirait pas qu'ils repèrent les étapes de la glorification de la BD par la classe politique, du cin d'œil de Georges Pompidou à Mitterrand à la visite, l'an dernier, de François Mitterrand au Salon d'Angoulême, sans oublier la célèbre formule de de Gaulle confiant à Malraux : « *Mon seul rival international c'est Tintin.* » Cela ne suffirait pas. La véritable trouvaille serait de montrer l'influence, qu'on pourrait dire stylistique, sur les comportements politiques en France. Analyser une campagne électorale comme celle de la dernière législature, en recherchant systématiquement les effets, les progrès, les attitudes involontaires, les « *bulles* » d'un travail graphique bien qu'irrespectueux.

La campagne présidentielle de 1981 — au moment la droite revient — a, incontestablement, des connotations d'histoire de la BD n'est pas étrangère. Les faces-à-face télévisés prennent un tour où les acteurs tentent, par l'art de la formule, la

sourire tantôt léger, tantôt carnassier, les indignations excessives et feintes, de marquer le spectateur comme les gros plans de la BD le font pour les héros. M^{me} Georgina sur son destrier marche sur les nuages du lieutenant Blueberry. Formes choc, gros effets, trouvailles de langage : la classe politique n'est pas loin de l'onomatopée. « *Ringards !* », s'exclame M. Labarrère devant des sénateurs d'opposition qui manquent s'étrangler de rage devant la fureur d'André Talon s'il s'agit au palais du Luxembourg.

Feuilletons

Quand on doit faire image, les hommes de la bande dessinée s'imposent comme une méthode pour convaincre. Les mots et les images (jusqu'au grand dessin loup) s'affrontent d'habitude sous nos yeux et très accessoirement devant nos intelligences. La bulle elle-même est devenue un élément de propagande politique : les amis de M. Le Pen en ont confectionné qu'ils ont placardé par les affiches des autres (« *Je vote Le Pen* »).

Que de facilités qui paraissent insurmontables pour un scénariste de bande dessinée ! L'effort Greenpeace fut un, interminable peut-être, mais riche et étonnant. Tour y fait : les héros exotiques, les scènes maritimes, les hommes-grenouilles, les gélies néo-zélandaises, le couple d'agents

secrets, le mystère, les coups de théâtre, le suspense... Et que dire du roman-photo de la cinquième chaîne, culminant dans cet assaut dérisoire, comique à tous les degrés, de la tour Eiffel par les agents de la force publique ?

Vraiment la BD est partout : de la grue qui manque à Laiche aux calembours épiques (« *Barre à la barre* »). Verrou-nous un jour les agents de l'Agence agent spatio-temporel ? Suivons-nous l'agent le médium de la cohabitation avec l'émotion ? Les aventures d'André Sec ? Tout indique qu'on y va à grands pas.

Que devient, dans le tohu-tahu médiatique, la bande dessinée elle-même ? Que peut-elle gagner à ces dérives, à ces utilisations diverses, à la pub, à la religion, en passant par la pédagogie et les autres parlements, la transformation depuis quelques années en art et tout faire ? Certains la croient perdue, vannée dans la prostitution et le mercantilisme, étouffée la force d'être humaine par les dérives et les adaptations. Mais tous les spécialistes n'ont pas les idées aussi noires. Stan Barz et Thierry Groensteen, dans la préface à l'ouvrage remarquable que viennent de publier les Éditions Glénat, intitulé *Année de la bande dessinée 1985-1986*, expriment un credo optimiste : « La BD est plus que jamais plus contrastée, plus capitale. L'édition est

en crise mais dont les frontières reculent sans cesse ; et d'annexer, une à une, toutes les principales voisines : le dessin animé, la sérigraphie, l'école, la publicité, la force de s'éclaircir, la BD ne peut-être plus une image qui elle-même. Qu'importe puisque nous sommes, nous, en la limite : partout ! »

On stagne

On trouve dans ce même ouvrage — qui est la référence absolue en matière de BD — beaucoup d'éléments précis permettant de mesurer le lyrisme. La bande dessinée connaît, depuis deux ans environ, une stagnation si l'on s'en tient au nombre des nouveaux albums publiés. Après l'explosion des années 70 et la fièvre du début des années 80, la BD marque, quantitativement au moins, une pause. Entre le 1^{er} novembre 1984 et le 31 octobre 1985, six cent sept nouveaux ont été publiés, mais sur ce total — qui n'a pas varié par rapport à l'année précédente — la proportion de rééditions s'est accrue. En 1983-1984, on avait eu soixante-dix-neuf rééditions, il y en a eu quatre-vingt-dix-huit en 1984-1985.

Les éditeurs, qui il y a cinq ans publiaient une (ou presque) en qui se présentait, ont adopté un profil plus sûr : on réédite les valeurs sûres, mais les nouveautés se font plus rares et les tirages moins massifs. Le rayon « nostalgie » — sentiment qui est un des ressorts

principaux du public de BD — l'attrait du vieil, celui des albums anciens devient synonyme de prudence commerciale. Les éditeurs s'inspirent de l'Année de la bande dessinée, ne continuent à se développer qu'au travers de produits satellitaires destinés au public adulte des collectionneurs et des fans par et durs.

Ainsi assiste-t-on à un repli de la BD sur le noyau dur de son public au moment même où elle gagne en influence, dans tous les secteurs de la culture. Stabilisation après dix années de folie ? Normalisation ? On verra.

Ce qui pourrait s'imposer bientôt, du côté des véritables amateurs de bande dessinée, c'est un retour aux définitions primitives. Un retour au texte et à l'image. Pour ce retour, un ancien peut faire réfléchir utilement. Il est cité par Pierre Millaud dans un livre récent publié aux Presses universitaires de Lyon et intitulé *Lire la bande dessinée*. « Les dessins sans le texte n'auraient qu'une signification obscure, le texte sans les dessins ne signifierait rien. Le tout ensemble forme une sorte de roman, un livre qui, parlant directement aux yeux, s'exprime par la représentation, non par le récit. » Cette citation — du Genevois Rodolphe Topffer. Elle date de 1830. Elle définit la bande dessinée — elle explique le plaisir, incommunicable, de sa lecture.

DENTS DE DROITE

UNE MA

ET BILAN

DENTS DE DROITE

DE GAUCHE



UNE MAILLE A L'ENVERS, UNE MAILLE A L'ENDROIT

par Jean-Yves Lhomeau

La vie du couple gauche-droite n'est peut-être pas vouée à l'échec autant qu'il y paraît. Les aspirations profondes des citoyens comme les exigences de la bonne gestion l'obligent à une sorte de « mésaventure cordiale ».

« POLITIQUE » et « réversible » : l'association de ces deux mots fait immanquablement penser à un retour de veste. Mais il ne s'agit pas de nombreux, ces hommes politiques de caricature qui effectuent des aller et retour d'un camp à l'autre. Ceux-là disparaissent très vite de la circulation, à moins que le pardon ne leur soit accordé par la grâce de l'humour, comme à Edgar Faure : « Je suis un des très nombreux hommes politiques qui se trouvent dans le parti où il faut au début. Naturellement, plus d'une fois, ce parti m'a quitté, mais il m'est revenu. » En tout cas, les journalistes auraient tort de se moquer : les porteurs de veste réversible sont plus nombreux chez nous que parmi les politiques.

Plus que les hommes, les actes et les projets sont éminemment réversibles. Réversibles par principe. En France, on n'imagine pas un instant — et on a tort — qu'un conservateur puisse être de la moindre fantaisie progressiste et que l'idée folle d'une bonne gestion germe un jour dans l'esprit d'un socialiste. Toute politique de droite, même par nature aux yeux d'un homme de gauche, doit donc, selon lui, être retournée en son contraire, et vice versa.

Ainsi les socialistes prêchaient-ils, avant 1981, la « rupture » avec le capitalisme. Et même en cent jours, leur première idée, prestement lancée par Jean-Pierre Chevènement. Et aussi vite enterrée.

Ainsi l'opposition d'aujourd'hui avance-t-elle la thèse d'une « rupture » radicale avec l'idéologie socialiste.

Séparation de biens puisque, comme partout, les électeurs ont portés d'intérêts économiques multiples et contradictoires. Séparation de corps puisque la France est coupée en deux. Divorce, au final, puisque, d'une alternance à l'autre, la France serait condamnée à voguer sur la rupture.

La vie quotidienne du couple droite-gauche n'est pas si simple et n'est pas, au fond, vouée à l'échec autant qu'il y paraît. Les volontés de « rupture » se heurtent à des buts difficilement conciliables : les règles de bon sens de la gestion et les aspirations profondes des citoyens. La gauche s'y est frottée, et les leçons qu'elle en a tirées devraient, logiquement, profiter à ses adversaires, à inciter à la prudence à quel que modeste.

L'opinion fait la loi

Des « contraintes » de la gestion économique, on a beaucoup parlé : les socialistes, après avoir cherché à en ignorer quelques-unes, les ont invoquées pour justifier, aux yeux de leur électeur, les conséquences de la rigueur. Maintenant qu'ils ont fait leurs preuves, les brandissent contre une opposition dont le programme serait, à les en croire, fort dangereux. Curieux retour des choses...

Pour le reste, c'est l'opinion qui représente la plus forte « contrainte ». C'est la loi de la démocratie. Les socialistes l'ont éprouvée au point de frôler l'abandon lorsqu'ils ont dû renoncer, face aux masses de l'école privée, à une loi scolaire qui s'était pourtant éloignée de la promesse d'un « grand service public unifié et laïque ». Pour résister à la pression majoritaire, il faut que la conviction des gouvernants soit puissante. Ce fut le cas pour les socialistes avec l'abolition de la peine de mort. « Lorsque nous avons une conviction profonde, notre devoir est de la respecter », a expliqué depuis M. François Mitterrand, malgré une opinion « réservée, même hostile ».

Valéry Giscard d'Estaing et Alain Peyrefitte affirmaient en 1981 : l'opinion, disaient-ils, proposait la peine capitale, n'est pas prête, et il convient de ne pas la heurter de front. Il est intéressant, dans ces conditions, d'examiner le programme de l'opposition à la lumière des souhaits et des refus de son électeur.

Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, note ainsi, à la lumière de plusieurs sondages effectués par lui-même (1), que, « malgré le renouveau électoral en faveur de la droite, la société française refuse massivement toute mesure en faveur des inégalités ». Les électeurs UDF et RPR n'accepteraient pas la suppression des

subventions de l'Etat aux entreprises publiques ; ils haïssent pas la suppression du contrôle des changes ; ils refusent massivement la diminution de la durée des indemnités de chômage ou le développement d'un système d'assurance volontaire pour garantir la protection sociale. Les électeurs de droite jusqu'à refuser la possibilité d'affecter une partie de leurs impôts à des fondations, des organismes religieux ou des partis politiques. Décidément, la France de 1985 n'est pas l'Amérique de M. Reagan.

Irreversible

Dans la même étude, on apprend que les électeurs de l'opposition sont hostiles à la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, mesure qui figure pourtant dans la plateforme de la droite. Constat que Lionel Jospin résume en une formule : « Les Français adorent la musique du libéralisme, mais ils en détestent les paroles ».

Il y a longtemps que M. Mitterrand professe qu'une large partie des réformes mises en œuvre ont été « irréversibles » et qu'un succès éventuel de l'opposition ne les remettrait pas en cause. Le temps lui a donné raison sur ce qu'il appelle les « acquis sociaux » : retraite à soixante ans, augmentation du minimum vieillesse et du SMIC, semaine de trente-neuf heures, consacrés

par leur... absence dans la plateforme RPR-UDF.

L'avenir confirmera — mais là-dessus le président est discret — que le « sale boulot », dirait M. Laurent Fabius (licenciements pour cause de modernisation), n'est plus à faire qu'il ne viendrait à l'idée d'une personne de réintroduire l'échelle mobile des salaires que M. Raymond Barre rêvait de briser à grand fracas : la gauche a cassé sans bruit.

M. François Mitterrand explique volontiers aux jeunes gens qui, soucieux d'entrer dans la politique en sachant où ils mettent les pieds, viennent le consulter qu'il convient de se donner huit à dix grands principes, à annoncer, à affirmer de telle sorte que chacun sache à quel camp on appartient, et de s'y tenir. Ces principes sont aussi généraux que généraux (la justice sociale, par exemple). Et pour le reste, on s'adapte au terrain. Il y a donc, selon cette philosophie de l'action politique, matière à définir de larges zones de consensus sans pour autant introduire le débat politique une confusion des engagements.

Au bout du compte, les uns et les autres auront construit un patrimoine commun. Une maille à l'endroit, une maille à l'envers, cela vous tricote une parfaite, manche droite, manche gauche, surtout... irréversible.

(1) SOFRES, Opinion publique 1986, Gallimard, 225 pages, 110 F.

DÉSERT ET ARGENT

Une suppléance... dans le désert... argent...

LES DERNIERS MOTS

Pour mémoire, le... de vous rappeler que...

LES ENTRE ELLES

La vie de... entre elles...

DROITE ET BILAN DE GAUCHE

JUSTICE : PEINE DE MOTS

Rien n'est vraiment très clair chez les stratèges de l'opposition quand on les interroge sur les mesures qu'ils comptent prendre contre l'« édifice législatif » de Robert Badinter. Prises de position, fracas des mots, mais incertitude, flou et confusion pour celui qui est des programmes.

ALAIN PEYREFITTE, qui rêve de revanche, est partisan d'un électrochoc. Il suffira d'une « mesure » pour restaurer une justice pénale digne de ce nom. Jacques Toubon est plus circonspect. Il n'y aurait pas de « pire erreur » que de vouloir à tout prix à bas l'« édifice législatif » érigé par Robert Badinter. A la méthode expéditive de l'ancien garde des sceaux, le secrétaire général du RPR oppose un pragmatisme qui n'exclut pas les certitudes : il faudra, de toute manière, changer de cap.

L'ennui, c'est qu'on ne sait ni qui tiendra la barre Pierre Vendôme, au ministère de la justice, ni quel sera ce cap. Entre le « à bas tout » d'un Alain Peyrefitte et les convictions d'une Simone Veil qui milite au temps au Syndicat de la magistrature, il y a un fossé, comme il existe des nuances entre les programmes de l'opposition qui ont fleuri ces derniers mois. Tant et si bien qu'il est impossible de répondre précisément à la question que tout électeur se pose : que restera-t-il lorsque la vague rose sera retombée du « mausolée législatif » — l'expression est de Jacques Toubon — édifié avec obstination, et parfois avec une passion contenue, par Robert Badinter ?

Pas grand-chose, si l'on croit la liste des promesses de réformes et d'abrogations qu'ont multipliées, ces temps derniers, les chefs de file de l'opposition. Affirmation qui était sans cesse corrigée par un « mais » : la résultante de la justice est « mauvaise », de sorte qu'on pourrait assister, dans certains cas, au renouveau de la justice. L'abrogation de la peine de

mort est un nombre de « pommes de discorde » que l'opposition a prudemment. Ainsi, la « Plate-forme pour gouverner ensemble » signée le 15 janvier par le RPR et l'UDF n'en soufflette mot. Et le programme du RPR, sur les autres sujets et pour la même raison d'appréciations divergentes, extrêmement flou. Aussi est-ce à regret que les arrière-pensées des uns et des autres et à spéculer sur le rapport de forces de l'après-16 mars. De Raymond Barre, partisan du rétablissement de la peine capitale, et de Jacques Chirac, qui vote son abolition (et n'a pas changé d'avis sur ce point), qui l'emportera ?

Et, si l'opposition gagne les élections, y aura-t-il pour autant à l'Assemblée nationale une majorité prête à enrichir le code pénal de l'« électricité » mortelle ou de la « chaîne électrique », puisque les partisans de la peine capitale jugent aujourd'hui la guillotine techniquement dépassée ? Et si enfin une telle majorité sort des urnes, y aura-t-il à la présidence un garde des sceaux prêt à défendre au Palais-Bourbon cette peine de mort renouvelée ?

L'exemple britannique

L'exemple de la Grande-Bretagne incline au scepticisme. Malgré une opinion favorable, celle de ce pays de la gauche, au rétablissement de la peine capitale, les tentatives abolitionnistes ne sont jamais parvenues à leurs fins. Au moment de la vérité, au mois de juillet 1983, aux Communes, la majorité de leur responsabilité historique l'a emporté sur la proposition de tous les élus à l'Assemblée législative.

Certains partisans de la peine capitale feignent, du reste,

d'oublier qu'il leur faudrait surmonter un obstacle : la ratification, par la France, il y a quelques années, d'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, protocole qui interdit le retour à la peine de mort. Mais M. Barre veut de rappeler cet engagement international. Si les abolitionnistes s'y opposent néanmoins, il leur faudra — encore que la question soit quelquefois controversée — dénoncer cette convention, et cela serait évidemment très mauvais effet. Cette dénonciation n'est, du reste, guère envisageable depuis que, dans son « Placet pour la France », le RPR promet de faire de la justice française une justice « en harmonie » avec ladite convention.

Passons sur le fait que, en même temps qu'ils s'associaient à l'hommage tardif rendu à la Convention européenne des droits de l'homme, quarante et un députés RPR, Pierre Méhaignier et Claude Labbé en tête, signaient l'une des multiples propositions de loi exigeant depuis 1981 le rétablissement de la peine de mort, et risquaient le pronostic que, au point de vue de la justice française, l'œuvre de Robert Badinter était intacte.

Sur ce point, mais pas sur quantité d'autres, encore que l'actuel garde des sceaux ait dû ressentir une certaine satisfaction à voir que, dans leur « Plate-forme pour gouverner ensemble », le RPR et l'UDF préconisaient, comme lui, le développement des peines de réhabilitation, tel le travail d'intérêt général.

Si cette réforme, émise à Robert Badinter, paraît, elle aussi, irréversible, on ne peut en dire autant de la doctrine pénale, à laquelle il a redonné un lustre en réaction contre l'idéologie « sécuritaire » d'Alain Peyrefitte. Il avait fait et persiste à se faire le héros. Au-delà de l'affrontement droite-gauche, le projet « sécurité » fut, en effet, l'occasion d'un débat doctrinal sans précédent. A gauche, et dans ses franges de la droite — Bernard Stasi (UDF) et Philippe Séguin (RPR) notamment, refusèrent de voter le projet, — on trouve les partisans de l'individualisation des peines. Derrière Alain Peyrefitte, les adeptes de peines fixes, ennemis des libérations conditionnelles et des permissions de sortir. Aucun des deux camps n'a jamais dévié et, depuis la victoire de la « sécurité » sur la « liberté », les

seconds mitonnent une revanche. Ainsi l'engagement de revenir à « la certitude de la peine » figure-t-il en bonne place parmi les « Propositions pour l'alternance » communes aux clubs Perspectives et Réalités, au Conseil pour l'avenir de la France et au Club 89. Ces trois laboratoires d'idées de la droite n'y vont du reste pas de main morte en souhaitant que les peines perpétuelles deviennent « effectivement perpétuelles, sans possibilité de libération conditionnelle », une proposition qui brisque les gardiens de prison, rarement de gauche mais effrayés à l'idée que les grands criminels n'aient plus rien à perdre parce qu'on leur supprimerait la carotte d'une libération anticipée.

Pour cette raison sans doute, cette dangereuse idée ne figure plus que dans une forme édulcorée dans la plate-forme commune au RPR et à l'UDF : « Il faut (...) veiller à l'exécution des peines prononcées, ainsi qu'à leur incompressibilité ».

Autre version de cette volonté répressive, due, celle-là, à Jacques Toubon et à quelques autres : une peine « de vingt-cinq à trente ans », sans possibilité aucune de libération, applicable aux condamnés à perpétuité, version

qui suscite une inquiétude à peu près égale chez les gardiens de prison. Ces variations sur un thème obligé de la part d'une opposition qui n'a jamais cessé de crier au « laxisme » tendent particulièrement ardu un pronostic sur ce qui subsistera exactement de l'ère Badinter. L'opposition entend certes abroger, réviser, réprimer, restaurer, mais on dit des termes qui, parfois, ne permettent pas de savoir s'il y aura un retour pur et simple à l'état de droit antérieur ou si, au contraire, certains acquis, même mineurs, seront préservés.

Ainsi, pour la Cour de sûreté de l'Etat, Jacques Chirac assure qu'il faut rétablir une juridiction « de cette nature ». La plate-forme qu'il a signée le 16 janvier avec Jean Lecanuet évisère le sujet. Le Club 89 prône la création d'une juridiction spécialisée baptisée Cour de sûreté de la nation. Les clubs Perspectives et Réalités parlent, eux, du retour à une juridiction centralisée, mais, nuance de taille, « de droit commun » !

Attendons de cerner ce qui recouvre ces diverses propositions ; on croit comprendre que, contrairement à l'ère de la Cour de sûreté de l'Etat, la nouvelle juridiction ne compterait pas dans ses rangs de « spécialistes » et qu'elle fonctionnerait presque selon les règles de droit commun. Sur ce point au moins, Robert Badinter aurait gagné. L'incertitude est grande mais elle laisse aussi pour les membres d'identité des simples passants, dont l'opposition promet le retour. Cependant, il encoeur, le fossé est large entre les maximalistes et ceux qui veulent raison garder, de moins en moins nombreux, il est vrai.

De telles lacunes sont regrettables. Autant les alicés de la conjoncture justifient les zones d'ombre d'un programme économique, autant, en matière de justice, de telles interrogations sont anormales. A quelques semaines des législatives, les électeurs ont le droit d'exiger de l'opposition, ou plutôt des oppositions, qu'elles clarifient leur point de vue, et à leur dire que, à l'époque du projet « sécurité et liberté », qualifié « d'indigne » par Jacques Chirac, — ces divergences restées, pour certaines, insurmontables.

BADINTER EST CACHÉ DANS LE PAYSAGE...

sauvez-vous le découvrir ?



Sauvages : il est derrière la fenêtre à guillotine.

LES CHANTIERS DU PRÉSIDENT :

NOTRE monarchie élective. Et les palais qu'elle se construit, en matière de communication, musées, opéras, pyramides à mémoriaux, ont s'inscrire au sein des chantiers politiques : cinq ans pour le renouvellement de l'Assemblée nationale, six pour les municipales, sept en principe pour les mandats présidentiels. Dans ces ambitieuses opérations architecturales que, depuis Georges Pompidou, nous sommes convenus d'appeler « chantiers du président », c'est évidemment le maillon le plus court qu'il faut prendre en compte : cinq années.

Pour sous-estimer cette dimension de l'action urbaine, Valéry Giscard d'Estaing échoua dans plusieurs entreprises : Halles sans ménagement après la conquête de Paris par Jacques Chirac, il vit ensuite le régime socialiste rejeter deux projets qui lui tenaient à cœur : le jardin à la française de La Villette, lancé trop tard, et les immeubles-miroirs de la Défense pour lesquels il avait désigné un site à son goût. En janvier 1981, il quelques semaines d'une politique qui allait lui être fatale. De son règne ne devaient subsister que

deux édifices : le musée d'Orsay, qui ne pourra ouvrir avant le printemps 1987, dix ans après le début des opérations, et la cité des sciences de La Villette, que François Mitterrand inaugurerait partiellement aménagée, en toute précipitation, à deux jours des idées de mars, dans la nuit du 13 au 14, comme la sonde Giotto rencontrera la comète de Halley. Par les infortunes de son prédécesseur, le président socialiste tente d'aller plus vite. Les neuf « grands projets » qui marqueront son passage au pouvoir ont été menés tambour battant. Officiellement annoncés le 9 mars 1982, ils devaient être sinon achevés, du moins suffisamment engagés pour qu'une éventuelle majorité hostile ne puisse plus y renoncer quatre ans plus tard, quel qu'en soit son désir.

Ainsi des 15,7 milliards que coûtaient, en première phase, ces réalisations, il ne devait plus rester qu'environ 1,3 milliard à décaisser pour 1986, 0,6 milliard pour 1987. Malgré l'effort considérable fourni par les structures administratives, les établissements publics, les architectes et les techniciens, malgré l'accélération des procédures de concours, délais d'études, rythme de passation des marchés,

l'échéance est à demi ratée. Le budget de l'Etat prévoit encore 2,842 milliards d'opérations de programmes pour l'année en cours, et un bon milliard pour 1987.

Les grands projets ne sont pas achevés, ni tout à fait payés. En théorie, donc, si une nouvelle majorité voulait en interrompre la réalisation, du moins partiellement, elle le pourrait encore, et surtout elle le voudrait-elle ? C'est une des hypothèses de la cohabitation. A l'état actuel, cela ne faisait aucun doute. Dans l'entourage de Jacques Chirac, manifestait la ferme intention de mettre le holà à ce cas, au terme de réflexions budgétaires qui devaient être « terribles ». L'Opéra resterait un trou, le cube de la Défense pourrait être interrompu, de La Villette abandonnée et le nouveau ministère des finances loué à des sociétés privées. Le tout, bien sûr, à charge d'inventaires et après qu'aurait été établi un sort « éternel ».

Et puis, curieusement, l'idée de la cohabitation faisant son chemin, les projets « pharaoniques » ou « louis-quatorzièmes » du chef de l'Etat cesseraient d'être dénoncés.



DROITE ET BILAN DE GAUCHE

DIPLOMATIE : UN DOMAINE RÉSERVÉ A PARTAGER

par Jacques Amalric

Rudes sur les champs de bataille intérieurs, les joutes électorales s'apaisent sur les fronts extérieurs. Pas de conflit majeur entre la droite et la gauche. La France fait corps. Mais le président garde la haute main sur ce « domaine réservé » qu'il faudra sans doute partager après le 16 mars. Où passera la ligne de démarcation ? Mystère...

guerra de mines dans les eaux du Nicaragua pour mettre en échec un éventuel blocus américain ou s'entendait avec le Mexique pour soutenir ouvertement — politiquement s'entend — les guérilleros salvadoriens. Là aussi, le réalisme a fait son œuvre. L'Amérique centrale n'est plus guère mentionnée aujourd'hui... C'est en direction du Pacifique que se porte aujourd'hui le regard de M. Régis Debray.

La politique proche-orientale, la moins de développements dramatiques, la plus inépuisable, ne doit pas être trouvée au centre d'une controverse violente. Pour la bonne

Même si certains membres de l'opposition tentent — en grande partie à tort — de rendre M. Mitterrand responsable des avatars de la coopération franco-allemande, on voit mal quelle exploitation l'opposition pourrait faire du dossier européen. Le RPR reviendra sans doute sur ses critiques de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun à propos de telle ou telle négociation sur les prix agricoles, mais M. Jacques Chirac lui-même reconnaît qu'il est trop tard pour faire marche arrière.

Quant aux affaires de Luxembourg — dont l'application est tou-

favorable au maintien d'un dialogue direct avec le Kremlin. Et la même opposition, bien qu'elle ait glosé sur la visite impromptue faite par le général Jaruzelski à l'Élysée, sans doute pas mécontente, secrètement, que M. Mitterrand ait pris sur lui de normaliser les relations avec Varsovie.

Le point sur lequel certains des membres de l'opposition — MM. Laurent Fabius et Chirac — se montrent le plus critiques concerne le rôle du chef de l'État de collaborer avec les États-Unis dans le cadre de l'initiative de dialogue stratégique (IDS) de M. Ronald Reagan.

gramme militaire — et imprécis, en bute aux attaques financières du Congrès et aux aléas de la recherche scientifique.

Le plus délicat, bien sûr, celui de la défense et de la recherche scientifique. Mais, comme le fait remarquer un dirigeant de l'opposition, « depuis que Muroa est devenu la Lourdes du régime », il n'y a aucune raison de l'abandonner. Ce qui est bien le monde, aujourd'hui, en la matière revient à porter un coup à la crédibilité de notre diplomatie. Il n'empêche que le problème ne pourra pas toujours être occulté, et il faut

LES grands problèmes de politique étrangère peuvent-ils constituer un obstacle à une éventuelle cohabitation ? Personne ne le pense, ni dans l'entourage présidentiel, ni au Quai d'Orsay, ni parmi la plupart des leaders non berristes de l'opposition. La question qui se pose — mais à laquelle on ne pourra tenter de répondre qu'au vu du résultat des élections du 16 mars — concerne bien moins les grandes lignes diplomatiques passées et à venir que la gestion quotidienne des relations internationales de la France, ses aspects protocolaires, les questions de personnes.

Un rapide tour d'horizon suffit à indiquer qu'en 1986, pour une démocratie parlementaire d'Europe occidentale comme la France, la marge de manœuvre sur la scène internationale est fort restreinte. D'où justement ce consensus en politique étrangère, si souvent mentionné depuis que M. Roland Dumas lui a consacré un article en forme de ballon d'essai dans ces colonnes (1). Le ministre des relations extérieures serait, depuis, allé plus loin encore, puisqu'on lui prête la remarque selon laquelle « il n'y a pas une diplomatie de droite ou de gauche ».

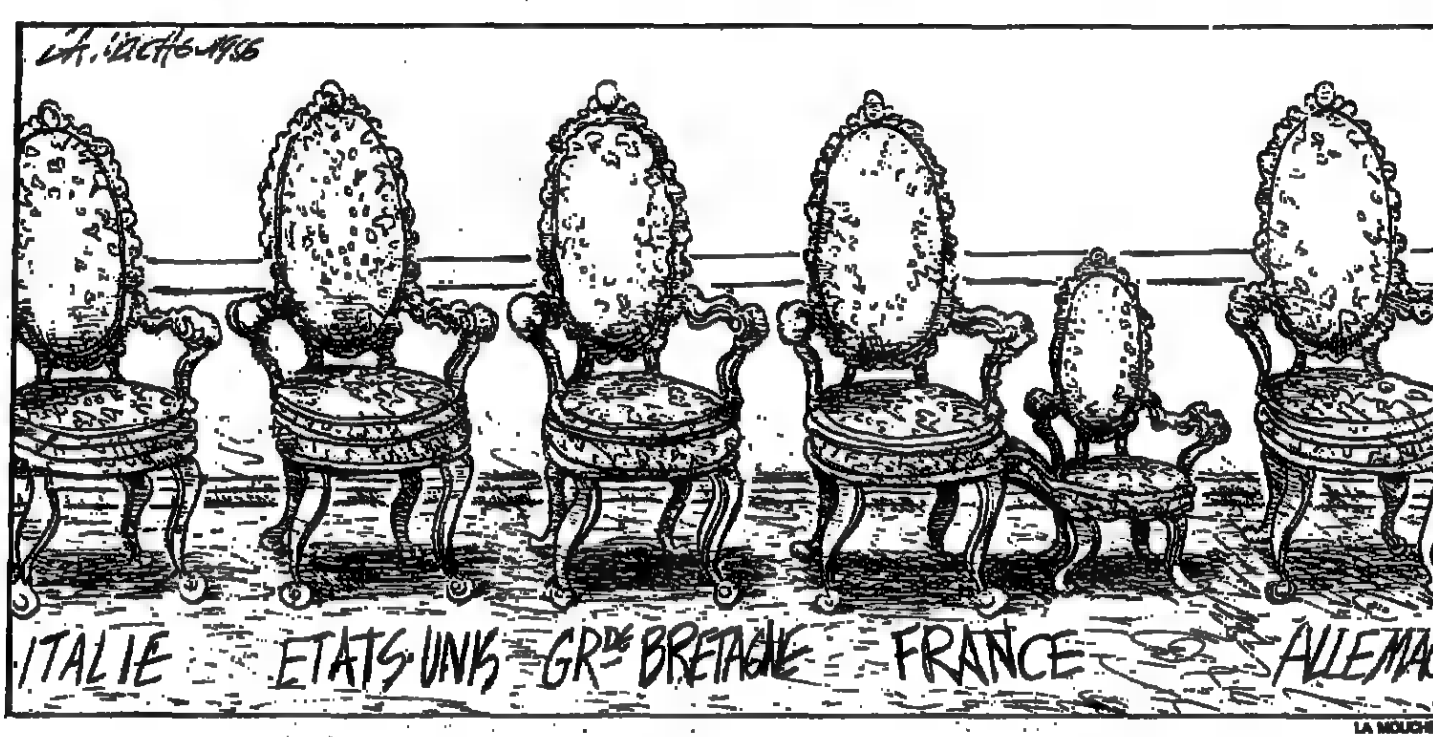
La formule, bien sûr, ne fait pas que des heureux dans les rangs du Parti socialiste. Elle est reçue en particulier par un homme comme M. Lionel Jospin, pour lequel les différences sont réduites sur un certain nombre de points « entre la politique étrangère française d'avant 1981 et d'après (2). Le premier secrétaire du PS n'a pas tort s'il a l'esprit la diplomatie française des années 1981-1983 ou les intentions qui sous-tendent celle d'aujourd'hui. Mais force est de reconnaître qu'aujourd'hui les points de friction entre la majorité et l'opposition se sont réduits comme peau de chagrin.

Quels étaient-ils ? Le tout premier concernait sans doute l'Afrique francophone. Mais les craintes de

l'opposition sont retombées lorsque M. Mitterrand a, en décembre 1985, de M. Jean-Pierre Cot, qui s'était fait le défenseur, à la fois du ministère de la coopération et du développement, d'une conception tiers-mondiste et progressiste de la diplomatie française. Très mal vu par les partenaires traditionnels de la France, l'approche fut discrètement mise au placard par le chef de l'État, qui reprit le thème de la coopération au développement. Les présidents Houphouët-Boigny, Sogou ou Mobutu, estimant que la France n'avait pas le droit de se désolidariser des régimes, certes contestables par certains, mais préférables comme tous à des expériences progressistes tournant au chaos, Mitterrand l'Africain en est revenu à la conception d'antan du « pré carré » francophone, quitte à laisser à M. Laurent Fabius de mener une politique offensive à l'égard de l'Afrique du Sud.

Tout en critiquant certains aspects de la politique française au Tchad, ainsi que la fameuse rencontre de Châteaufort, M. Mitterrand et le colonel Kadafi, M. Valéry Giscard d'Estaing reconnaît bien volontiers l'évolution de la politique africaine. Il va même jusqu'à affirmer que l'Élysée devra toujours tenir le premier rôle, même dans l'hypothèse de la cohabitation, dans ce domaine. Le fait que le président de la République ait aussi, ces derniers temps, considérablement amélioré les relations franco-marocaines sans privilégier davantage celles avec l'Algérie et en évitant soigneusement l'embroglio du Sahara, n'est pas fait non plus pour déplaire à l'opposition, même si elle n'en dit rien.

Autre sujet qui aurait pu être conflictuel si la politique française n'avait pas subi un certain infériorisme : l'Amérique latine. Mais les temps sont bien loin où M. Claude Cheysson suggérait l'envoi de di-



raison que la France a adopté depuis plus d'un an un profil particulièrement bas dans la région. Deux raisons à cela : l'absence de la France au Liban qui a prouvé, même aux plus obstinés, que les moyens d'action sont limités face à une Syrie cyniquement dominatrice, et la prise en compte de quatre citoyens français, qui a incontestablement une paralysante sur Paris.

Le fait est particulièrement regrettable, mais on imagine mal l'opposition tentant d'exploiter cette affaire. De même que son lobby pro-arabe ne peut ou ne veut pas le faire. La diplomatie française est donc restée à l'abri de l'opposition politique et militaire de l'OLP du Yasser Arafat.

Jours bloqués par le Parlement d'ailleurs, et dont le but est de réformer le fonctionnement des institutions européennes — il procède d'une démarche si simple qu'elle ne se présente pas à une véritable question. Sur cette question, comme sur bien d'autres d'ailleurs, l'opposition est muette, les uns regrettant les lenteurs de la construction européenne, les autres ne dépendant, par définition, que de Paris, les autres craignant des réactions de souveraineté.

Un autre grand sujet diplomatique est resté à l'abri de la controverse avec les États-Unis. Paradoxalement, le rapprochement entretenu par M. Mitterrand à l'égard de M. Reagan, le fait d'avoir critiqué d'une opposition généralement

Les arguments de l'opposition, cependant, s'émoussent quelque peu à voir quelques difficultés éprouvées par Londres et Bonn pour conclure un accord sans soit peu étonnant avec Washington sur cette question. Et ce n'est sans doute pas par hasard que M. Paul Quilès, le nouveau ministre de la défense, a repris les déclarations de son prédécesseur M. Charles Hamu pour répéter, jeudi dernier, qu'il ne verrait aucun inconvénient à ce que des entreprises françaises signent des contrats avec les États-Unis dans le cadre de l'IDS.

Au fil des mois, d'autre part, on peut penser que l'IDS va apparaître de plus en plus non pas comme le système défensif miracle vanté par M. Reagan, mais comme un pro-

grâce aux dernières propositions de M. Gorbatchev, tente de remettre en cause la modernisation de nos forces.

« Il est à noter », dit le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, « passer du domaine réservé au domaine partagé ». C'est en définitive l'inconfort majeur car il dépend de M. Mitterrand — et restera silencieux sur ses intentions, n'en doutons pas jusqu'à ce qu'il en fasse état dans son rapport des forces au lendemain des élections.

(1) Le Monde du 25 juillet 1985.
(2) L'Europe internationale, 23 janvier.

STOP ! ON CONTINUE

par François Cheslin

comme si on lui refusait le droit régulier d'adopter un contrôle souverain des affaires étrangères. C'est la qualité de l'éventuelle cohabitation qui en décidera. Si elle est sérieuse, les architectures de François Mitterrand seront achevées bien tranquillement ; il faudrait une sérieuse opération des rapports pour qu'elles soient remises en cause, étant donné la difficulté technique et le coût financier de leur interruption.

L'affaire n'a pas été chiffrée globalement mais, chaque équipe a cherché à ordonner l'irréversibilité de son projet, dans la mesure où le permettaient les délais de passage des marchés et l'événement des travaux.

Arrêter d'énormes chantiers comme ceux-ci, finances où se bousculent les grues ? Improbable. Stopper l'Arche de la communication qui sortira alors de terre et s'élèvera ensuite à raison d'un étage tous les quatre jours ? Difficile, compte tenu des clauses de vente de l'édifice à ses investisseurs privés, qui prévoient des pénalités de retard draconiennes qui interdiraient (dit-on sur le pavé) tout ralentissement, au risque de mettre en

faillite l'opération, et empêcheraient tout délai de réflexion, toute pause, même de quelques jours. La pas construite son gigantesque toit d'un hectare ? L'immense superstructure hyperstatique ne tiendrait plus. Tout au plus pourrait-on renoncer à y transférer le ministère de l'urbanisme, médiocre économie.

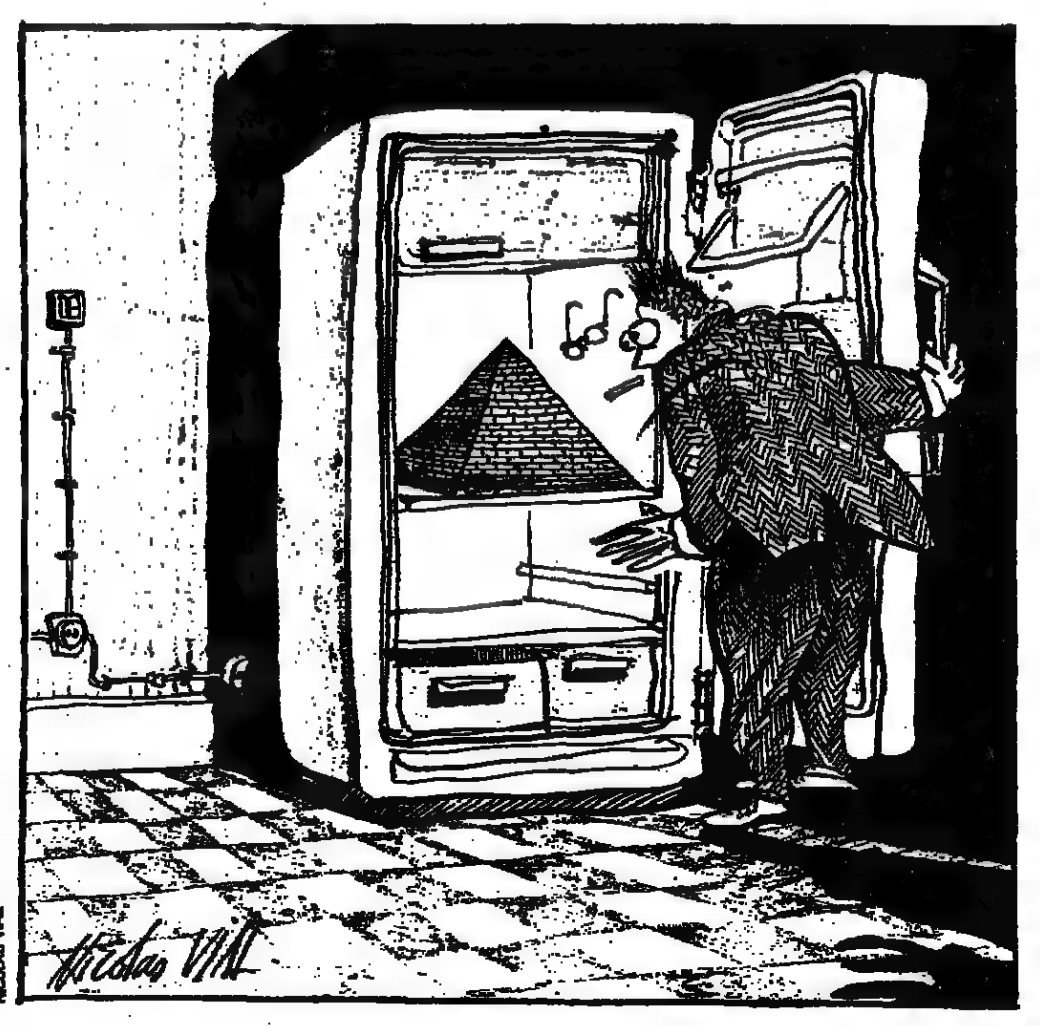
Celui-ci démanté d'ailleurs à la cloche de bois, chassé de son logement du boulevard Saint-Germain par Pierre Bérégovoy qui libère à l'extrême le vieux Louvre dans les sous-prochains jours. Immédiatement, toiture, charpente, cloisons, seront démontées et les premiers aménagements du musée entrepris. La pyramide, construction emblématique des opérations mitterrandiennes, cœur du problème au cœur de Paris, ne commencera d'être assemblée qu'en juillet. Mais Jacques Chirac le protège.

Restent deux opérations fragiles, fusibles de la cohabitation, auxquelles le président de la République est d'ailleurs moins attaché. Les « folles » de La Villette, que leur nom même menace. Qui ne consentirait, en ces temps de rigueur, à « arrêter les folles » ? Ce serait, pour le plaisir d'un bon slogan, sacrifier l'apparence : des édifices largement financés par des parti-

naires privés, mais qui sont achevés réseaux, voies, réseaux, plantations et tout cela réduits à peu de chose les plus inévitables projets du moment.

Ainsi, l'Opéra de la Bastille, mal vu par la gauche gestion (on parle toujours de la prochaine démission de M. Mortier) ? Mais là aussi, beaucoup est fait. On aura, à la fin mars, dépensé le tiers de l'investissement total, soit 600 millions. Trou comblé, les murs commenceront à monter et les indemnités d'arrêt des marchés engagés coûteraient 50 à 60 millions supplémentaires. On ne pourrait sans doute que retarder l'opération sous prétexte de réfléchir ; laisser rouiller un peu les grues et noircir les bétons. Cela permettrait de témoigner de l'incapacité de la gauche à gérer les fonds publics et éviterait d'avoir à édifier le bicentenaire de la Révolution au pied d'une « magne mitterrandienne » flamboyant naïve, quitte à l'achever pour les Jeux olympiques de 1992.

« Histoire des grands projets architecturaux du régime : la Paris de François Mitterrand », par François Cheslin. Gallimard, collection « Folio-Accueil ».



U PRÉSIDENT

de l'Orsay, le président de la République a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Poncelet, pour lui présenter les résultats de la campagne électorale. Le président a félicité le ministre pour son rôle dans la victoire de la gauche et a souligné l'importance de la coopération entre les deux camps. Il a également évoqué les perspectives de la politique étrangère et les défis à relever pour la France dans les années à venir. Le ministre a répondu que le gouvernement était prêt à travailler avec le président pour assurer la continuité de la politique nationale et internationale.

DROITE ET BILAN DE GAUCHE

IMPOTS : LAISSEZ-LES VIVRE

par Alain Vernholes

Rien n'est plus détestable qu'un système fiscal auquel on n'a pas laissé le temps de jeter tous ses feux ni de produire tous ses fruits. La première qualité d'un impôt, est de fonctionner. Les affirmés de l'alternance comprendront-ils bien cela ?

Au jeu du « Tu as fait cela, je le déferai, tu n'as pas fait cela, je le ferai », la fiscalité française, déjà compliquée de son vivant, risque de passer à un autre stade. L'opposition revient au pouvoir. Mauvais moments pas pour cela le monde puisque le RPR et l'UDF assurent qu'ils supprimeront l'impôt sur les grandes fortunes — soupçonné d'être un simple jeu de mots — et qu'ils réduiront l'impôt sur le revenu en ramenant le taux maximum du barème de 55 % à 50 %.

Mais la fiscalité française risque-t-elle de même d'être malmenée cette année et en 1987 pour la même raison simple qu'aucun système imaginé par l'esprit humain pour régler un problème de répartition ne peut fonctionner et répondre aux besoins pour lesquels il a été créé s'il n'a pas le temps de fonctionner ?

La fiscalité n'échappe pas à cette règle. On ne peut pas dire qu'elle y échappe. Christian Pierret, député socialiste des Vosges et rapporteur général du budget, probablement un peu effrayé par la cadence à laquelle se succèdent les réformes au début du septennat — craignant de voir la fiscalité complètement bouleversée par de nouvelles initiatives, avait eu, en 1982, cette jolie formule : « Un bon impôt est un impôt qui fonctionne ».

La première qualité d'un impôt, à partir du moment où il existe, est effectivement de fonc-

tionner. Or l'expérience abondamment montre qu'un impôt ne fonctionne que s'il n'a pas — sous son assiette — une certaine durée. On l'a vu avec la taxe professionnelle, qui, pendant des années, a eu tant de mal à prendre racine qu'elle en a fait presque regretter la patente. Un impôt, quand on lui a quel point de durée, qui expira en 1975, a été coupé de sa réalité, injuste et arbitraire. Mais la patente était justement un vieux impôt, bien installé. L'arrivée de la taxe professionnelle, basée sur des critères rationnels — permettant donc d'en rendre compte — a soulevé tant de protestations, de plaintes, de critiques, que plusieurs tentatives politiques l'ont écartée.

La taxe professionnelle, morte en survis, poursuit sa tâche. L'Etat prend sur lui d'en payer presque le quart aux communes (20 milliards sur 80 milliards). Le paradoxe est qu'on a fini par l'oublier. L'opposition, dans sa plate-forme commune, a eu la bonne idée de n'en point trop parler, se contentant de critiquer son montant.

Dix ans d'existence — qu'elles qu'aient été les péripéties — sont bien la preuve d'une certaine capacité à exister. Le principal impôt des collectivités locales, après avoir résisté à la droite puis à la gauche, résiste de nouveau

à la droite et celle-ci revient au pouvoir. L'affaire est entendue.

La taxation des plus-values fournit un autre exemple d'enracinement difficile et de résistance au temps. Valéry Giscard d'Estaing avait un grand impôt sur les gains en capital et sur ceux des opérations immobilières. Son idée était que les spéculations, quand elles étaient profitables, devaient supporter un impôt puisque les revenus du travail en supportaient un depuis le début du siècle. Cette idée de gauche — venue de la droite — fut abandonnée par Jacques Chirac, et on peut dire que les divorces entre les deux hommes se concrétisèrent précisément sur ce point. Mais la loi fut votée. C'était en 1976.

L'efficacité avant la justice

Il y a trois ans, les socialistes, qui, eux aussi, avaient critiqué la loi sur les plus-values, au lieu de la supprimer la simplifièrent et l'allégèrent. Bref, la sauveront. Depuis 1983, la notion de plus-values spéculatives a disparu, au ce qui concerne les particuliers, du code des impôts. A partir de la troisième année de détention d'un bien, toutes les reventes de terrains ou d'immeubles bénéficient, dans le calcul de la plus-value, d'une déduction tenant compte et de la hausse des prix de détail et de la durée de possession. Les plus-values boursières sont, quant à elles, imposées forfaitairement au taux de 15 %.

Le paradoxe est qu'avec les socialistes la fiscalité se soit, dans ce domaine en tout cas, beaucoup plus simplifiée et allégée que de justice. Voilà pourquoi on ne reparlera probablement plus d'impôt sur les plus-values. Un impôt auquel plus de dix ans d'âge ont donné l'assurance de vivre.

Ne même que la fiscalité des plus-values s'est installée après le temps, le régime du quotient familial a vu s'ouvrir devant lui une longue carrière le jour où les socialistes l'ont durci en limitant ses avantages. Avant 1982,

l'impôt sur le revenu était d'autant plus réduit que la famille du contribuable était plus nombreuse. La gauche critiquait depuis toujours ce système, qui était effectivement de plus en plus avantageux au fur et à mesure que s'élevait le revenu. La droite répondait que le quotient familial n'avait pas pour objectif de redistribuer entre pauvres et riches, mais d'encourager les familles à faire beaucoup d'enfants. De ce point de vue, il importait qu'à revenu égal un contribuable responsable d'une famille nombreuse paie moins d'impôts qu'un célibataire.

Tel était le genre de dialogue, vertical pour les uns, horizontal pour les autres. Il n'empêche que la droite elle-même fut bien près de faire sauter le système lorsque, en 1968, M. Ortol, alors ministre des finances, proposa une réforme que le Conseil économique refusa. Que se serait-il passé si, en 1982, le gouvernement de Pierre Mauroy n'avait pas limité les avantages que procure le quotient familial (avantages maintenant limités à 10 520 F d'impôts par demi-part au-delà des deux premières parts) ? La guerre aurait duré cent ans et se serait probablement très mal terminée, c'est-à-dire par une grande réforme remettant tout en question.

Grâce à Pierre Mauroy et Jacques Delors, le quotient familial vivra probablement longtemps. Mais avantageux pour les revenus élevés, plus personne n'osera maintenant le modifier : ni la gauche, pour l'avoir déjà fait ; ni la droite, pour ne pas trop avoir l'air de voler au secours de ceux qui n'ont besoin de rien.

L'erreur était bien vue

Sur trois points essentiels, les socialistes ont fait dans la durée, coupant manifestement l'herbe sous le pied de l'opposition. Tout d'abord en réduisant de 50 % à 45 % le taux de l'impôt sur les sociétés, Pierre Bérégovoy a fait une erreur, mais ne s'est pas trompé. L'erreur est d'avoir limité

la mesure aux seuls bénéfices non distribués, alors que toute l'action du gouvernement est, depuis ces dernières années, d'encourager l'épargne et donc la distribution des dividendes. Mais l'actuel ministre des finances et son équipe ont eu le nez creux : les grands pays industrialisés commencent à réduire l'imposition des bénéfices ; tôt ou tard, nous aurons été amenés à en faire autant, sous peine de voir la matière imposable fuir le territoire national pour aller chercher ailleurs des traitements plus cléments.

Les socialistes ont innové sur deux autres points. D'abord en créant une fiscalité très avantageuse — c'est-à-dire complètement dérogatoire — afin d'encourager les salariés à créer ou à reprendre des entreprises. Dans le RES, par exemple (rachat des entreprises par les salariés), l'impôt sur les sociétés est remboursé aux repreneurs à hauteur de leurs engagements (participation au capital) et des emprunts contractés pour le rachat.

C'est encore sur une fiscalité dérogatoire que Pierre Bérégovoy et son équipe ont bâti le succès naissant des nouveaux titres à court terme mis en place ces derniers temps : certificats de dépôt émis par les banques, bons IFS, bons du Trésor en comptes courants, billets de trésorerie.

Les intérêts attachés à ces formules de placement à court terme bénéficient d'un prélèvement dérogatoire de 33 %, alors qu'ils auraient dû supporter le taux de 46 % réservé aux placements à court terme, ou même la progressivité intégrale du barème de l'impôt sur le revenu. Ainsi se perpétue l'anomalie qui consiste à taxer à 26 % les revenus des obligations, sous prétexte que celles-ci sont des placements longs — pure fiction. La véritable raison est bien sûr que l'Etat a grand besoin de voir se développer le marché obligataire pour financer son déficit.

Seule consolation : le taux de 46 % applicable aux intérêts comme aux plus-values empê-

chera de tourner le code des impôts, comme cela est fait avec d'autres formes d'épargne, qui arrivent à bénéficier du taux de 15 % réservé aux plus-values.

L'opposition aura-t-elle le désir ou plutôt la possibilité de supprimer ces innovations fiscales qui ont, c'est vrai, le grave inconvénient de grignoter un peu plus chaque fois l'application normale du barème de l'impôt sur le revenu et sa progressivité ? Ou voudra-t-elle conserver l'aspect alléchant de ces gadgets fiscaux ? Le débat promet d'être chaud sur ce point.

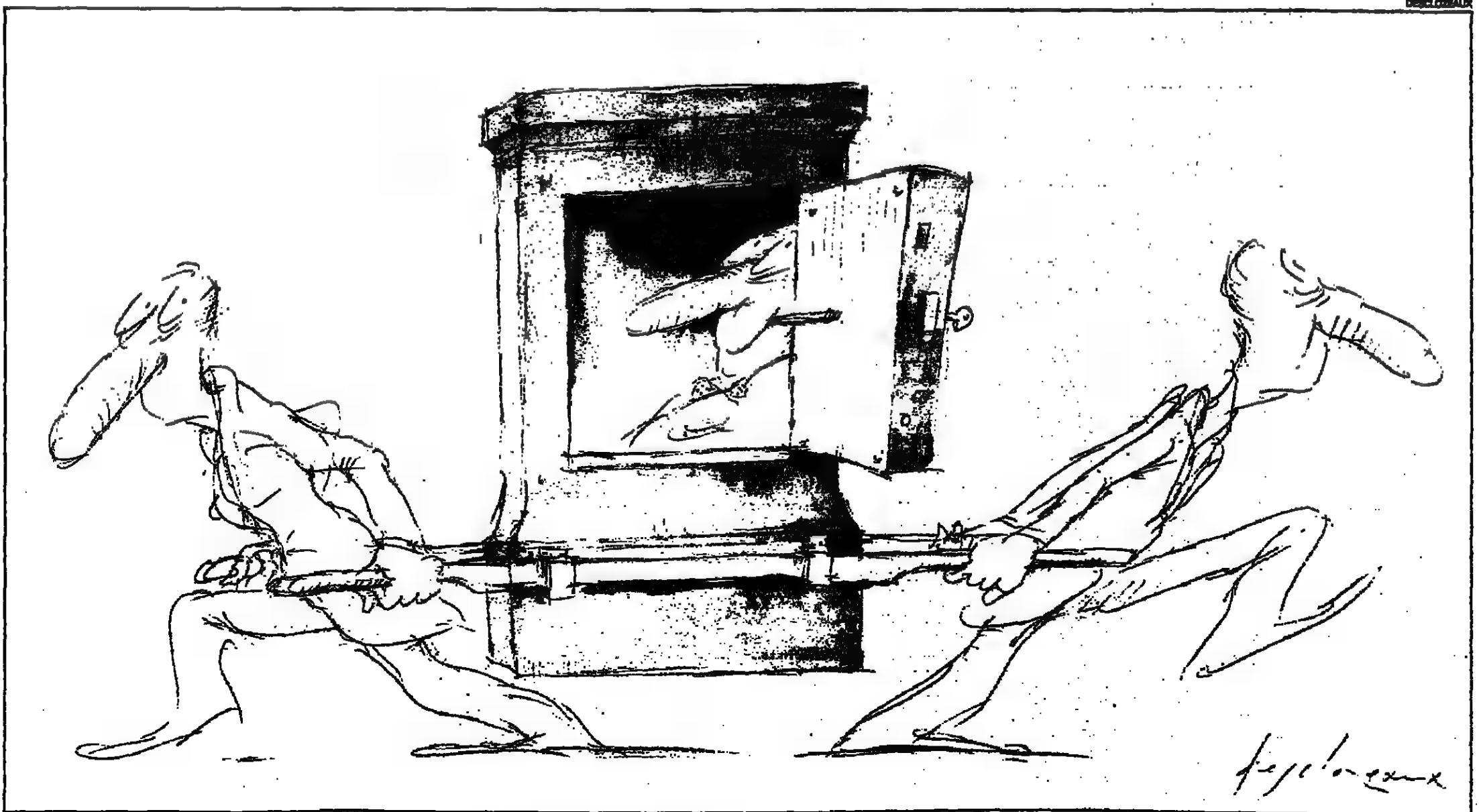
Que restera-t-il à la droite pour ancrer ses talents réformateurs ? Peu de chose en vérité. Supprimer l'impôt sur les grandes fortunes — mal bâti, arbitraire et probablement dangereux dans ses expropriations — servirait la logique mais ferait perdre à l'Etat quelques milliards de francs.

Modifier l'impôt sur le revenu pour réduire ses taux les plus élevés ? Soit. Mais comment assurer à cet impôt le rendement que celui-ci devrait avoir, comme le montrent les autres grands pays industrialisés ? La réponse de l'opposition ne semble pas prête.

Sur un point, la droite pourrait faire œuvre utile : en repensant la fiscalité des droits de succession. Ces droits ont été nettement alourdis en 1984, avec notamment la création des tranches à 30 %, 35 % et 40 %.

Si l'impôt sur les grandes fortunes est supprimé, la droite possède là, avec les droits de succession, l'occasion de créer l'impôt moderne sur le capital, celui qu'avait conseillé à Raymond Barre MM. Blot, Méraud, Ventejo dans un rapport fameux. Un système facilitant les successions d'entreprises apparaît en effet indispensable. Beaucoup d'entre elles ne résistent pas, assure le CNPF, à l'épreuve de la transmission. Les laboratoires Roussel seraient passés dans des mains allemandes pour ce motif.

Il resterait donc au moins une réforme à accomplir. Courage, la droite, tout n'a pas été fait.



NOUVELLE

NOTRE PROFESSEUR DE CALLIGRAPHIE

par Spôjmal Zariâb

UN turban blanc à l'indigo, une paire de lunettes rondes, une chemise qui reliait un petit bouton de gilet noir à une poche du gilet, une montre de gousset, un grand manteau brun avec un pantalon brun, un long canif en os et un cartable de cuir noir. Telles étaient les principales pièces d'origine de notre professeur de calligraphie, ou plutôt de ce dont il se composait, les pièces sans lesquelles il n'aurait pu exister.

On racontait que le manteau de notre professeur de calligraphie était waterproof (1), mais moi, à cette époque, je ne savais pas ce que signifiait waterproof. Je me figurais que waterproof c'était une caractéristique importante et remarquable qui ne s'appliquait qu'au manteau de notre professeur de calligraphie. Ce manteau waterproof, c'était comme s'il avait été conçu pour résister à la saison de l'année : en aucune saison — que dis-je ! — en aucun jour, notre professeur de calligraphie ne s'en séparait : il était devenu une partie de lui-même.

A cette époque-là, nous étions à cours moyen. Notre professeur de calligraphie était, singulièrement, un homme. Un homme d'âge moyen. Il était le seul homme à pouvoir pénétrer entre quatre murs minuscules et gigantesques de notre école. Il avait la voix grave et monotone et de tout petits yeux toujours humides. J'avais l'impression qu'il était sans cesse en train de pleurer.

Chaque jour, quand il entrait dans la salle de classe, il posait son cartable noir sur le bureau, sortait son canif de la poche de son manteau et, se tenant au milieu de la salle, il affûtait ses plumes de roseau une à une ; puis, de la pointe de son canif, il en frottait délicatement le bec. Il allait ensuite à la fenêtre, approchait la plume tout près de l'œil, et observait minutieusement le bec à la clarté de la fenêtre et nous rendait la plume. Puis il allait au tableau, prenait une craie blanche en son milieu, et, appliquant la pointe de craie de tout son long sur le tableau, il y traçait un « w ».

Il effectuait toutes ses opérations très rapidement, mais que nous, tête baissée, trempant dans les encriers nos longues plumes affûtées, nous transcrivions plus vite ce « w » sur nos cahiers, avec maladresse et en faisant crisser le papier. Notre professeur de calligraphie, à larme à l'œil, nous observait à travers ses lunettes, et, quand nos regards croisaient les siens, il nous hâtait de baisser les yeux sur les dalles humides du sol de la salle de classe.

Notre professeur de calligraphie nous plaisait beaucoup. Nous ne savions pas très bien pourquoi ; peut-être du fait qu'il était le seul homme à pouvoir pénétrer entre les murs minuscules et gigantesques de notre école ; peut-être du fait qu'il était pour nous la seule fenêtre qui s'ouvrait sur le monde mystérieux des hommes. Il était bien possible que nous l'aimions. Il était décrié, miteux, je ne savais pas ; mais nous nous sentions professeurs de calligraphie nous semblait le plus bel homme sur la terre, et chaque fois qu'il était question d'un homme beau, c'était lui qui venait à l'esprit. C'était lui qui s'imposait, avec son turban blanc à l'indigo, ses petits yeux humides et son manteau waterproof.

Un jour, ma grand-mère me racontait, comme toujours, des histoires ; et, fois-là, elle racontait l'histoire de l'homme le plus beau, qui, partout où il passait, envoyait le cœur des

femmes. C'était une histoire vraie. Elle s'appelait l'histoire de l'homme le plus beau.

« Est-ce que cet homme avait un turban blanc à l'indigo ? »

Elle fit « ouais » qui n'avait pas de sens.

« Est-ce qu'il avait des lunettes waterproof ? »

« Mais non, voyons ! », répondit-elle agacée.

Quelques instants plus tard, je lui demandai encore, d'une voix douce :

« Est-ce que cet homme avait des yeux tout petits et humides ? »

Ma grand-mère s'énerma. L'œil bouillant d'irritation, elle répondit d'un air moqueur :

« Des yeux tout petits et humides ? Parce que tu crois que les femmes tombent amoureux des hommes qui ont de tout petits yeux humides ? Tiens... »

Et elle jeta un regard craintif sur mon grand-père qui, comme

professeur de calligraphie. L'image que je me faisais de l'homme le plus beau ne venait pas de celle qu'elle s'en faisait. Elle venait de la tête, je regardai ses petites mains veinées de bleu, ses doigts poudrés qui, d'une façon mystérieuse, égrenaient son chapelet, et je prêtai une oreille gênée à son histoire ; mais, dès qu'elle évoquait le visage de cet homme le plus beau, j'étais un homme aux petits yeux, au turban blanc à l'indigo, au manteau waterproof, qui prenait place dans ma tête. Cependant, je ne disais plus rien à ma grand-mère.

Notre école était une école très animée. Ma place était au premier rang, peut-être du fait que j'étais plus petit que les autres. Nous étions vêtus de noir, et ces vêtements noirs nous donnaient un air de deuil. Et le voile blanc qui nous entourait la tête nous donnait un âge bien supérieur au nôtre. La peau du visage jaunâtre, les yeux éteints, nous avions vraiment l'air de cruches. Nous étions subitement des

avec des plumes de roseau coqueurs ; et il y avait entre nous toute une secrète rivalité à découvrir notre cahier de calligraphie.

Mais notre attention se porta sur la leçon de calligraphie : une excitation que nous nous cachions mutuellement ; mais quand approchait l'heure, la classe s'agitait. Quand sonnait l'heure de la leçon de calligraphie, c'était comme si nous avions pris soudainement conscience de ce que nous étions un corps, des yeux, des vêtements. Nous nous précipitions toutes vers la fenêtre de la salle pour vérifier nos visages dans les miroirs minuscules de la classe. Nous nous regardions pour qu'en dépassant un peu plus nos yeux, nous tendions un peu plus nos bras pour qu'ils paraissent transparents. Nous astiquions nos chaussures avec un peu de robe.

Puis nous placions sur nos tables, avec un soin méticuleux, le cahier de calligraphie, la plume et l'encrier ; et, assises à nos places, nous attendions notre professeur

sur la plume affûtée, nous nous rasseyions à notre place pour tenter encore d'en briser le bec. Notre professeur de calligraphie ne nous demanda jamais pourquoi nos becs de plumes se cassaient si vite.

LES années passèrent. Je terminai l'école. Mes yeux se portèrent ailleurs et le mystérieux des hommes perdit pour moi tous ses secrets. J'oubliai notre professeur de calligraphie. Cependant, bien des années après, je ne sais pas très bien pourquoi, je le revis en rêve, lui, ou plutôt des objets lui appartenant.

Je me vis soudain en train de laver des vêtements, de les transporter une fois lavés jusqu'à la corde où les suspendre ; je m'aperçus que la corde n'était autre que la chaînette de notre professeur de calligraphie, celle qui reliait le petit bouton de son gilet à la poche du gilet, et, à ce moment-là, je lâchais mes vêtements et le vent les empor-

teffûtés ; je les prenais sous mon bras, sortais de la cuisine pour aller les cacher dans un coin de la cour. Après les avoir cachées, j'allais dans le bûcher prendre du bois pour le poêle et je voyais que toutes les bûches s'étaient transformées en plumes. En plumes de calligraphie soigneusement affûtées qui embellissaient le bûcher de leur couleur de paille brillante ; c'était comme si j'avais mis la main sur un énorme trésor. Une joie étrange envahissait tout mon être.

Je fermais à clé le bûcher et mettais à clé dans ma poche. Je contemplais, satisfaite et haïssée, le poêle dans la cuisine, qui s'était éteint. Je refermais la porte de la cuisine, quittais la cour et me mettais à courir. Je courais et courais jusqu'à en perdre haleine. Quand je me réveillais, j'avais l'impression que je venais de voir, dans un passé très proche, notre professeur de calligraphie ; mais j'avais beau concentrer mon esprit, je ne parvenais pas à me remémorer son visage. Son visage s'était effacé de mon esprit, je me rappelais les objets qui lui appartenaient, son turban blanc à l'indigo, son manteau waterproof, son canif en os, les plumes qu'il affûtait, et sa chaînette...

Quand un jour, des années après, je le rencontrai brusquement.

« Ce matin-là, j'étais allée acheter du pain à la boulangerie. Il y avait beaucoup de monde.

Tout à coup une voix grave et vibrante se fit entendre :

« Un demi-pain ! »

L'espace d'un instant, mon cœur me fit oublier tout le reste ; je me retournai, cherchant du regard celui qui venait de parler. Je le vis. Je reconnus difficilement notre professeur de calligraphie. La vieillesse avait fait ses ravages. La peau de son visage était devenue comme du cuir. Ses yeux disparaissaient entre des replis de peau. Sa bouche s'était effaie. Il donnait l'air d'un vieillard. Son turban blanc à l'indigo était tout sale. Au lieu de son cartable noir, c'était une valise qu'il avait. Il avait la dose volée.

Quelques jours après cet incident, alors que j'étais assise à écouter la radio, qui annonçait les avis de décès, j'entendis ceci :

« A l'occasion du décès de Khodâdâd Khâh, ancien professeur à Sâmbâghân... »

Je n'entendis pas la suite, mais je reconnus le défunt. C'était notre professeur de calligraphie.

En l'occurrence d'un mur, mon regard tomba sur une araignée suspendue au plafond qui se démenait parmi son fil.

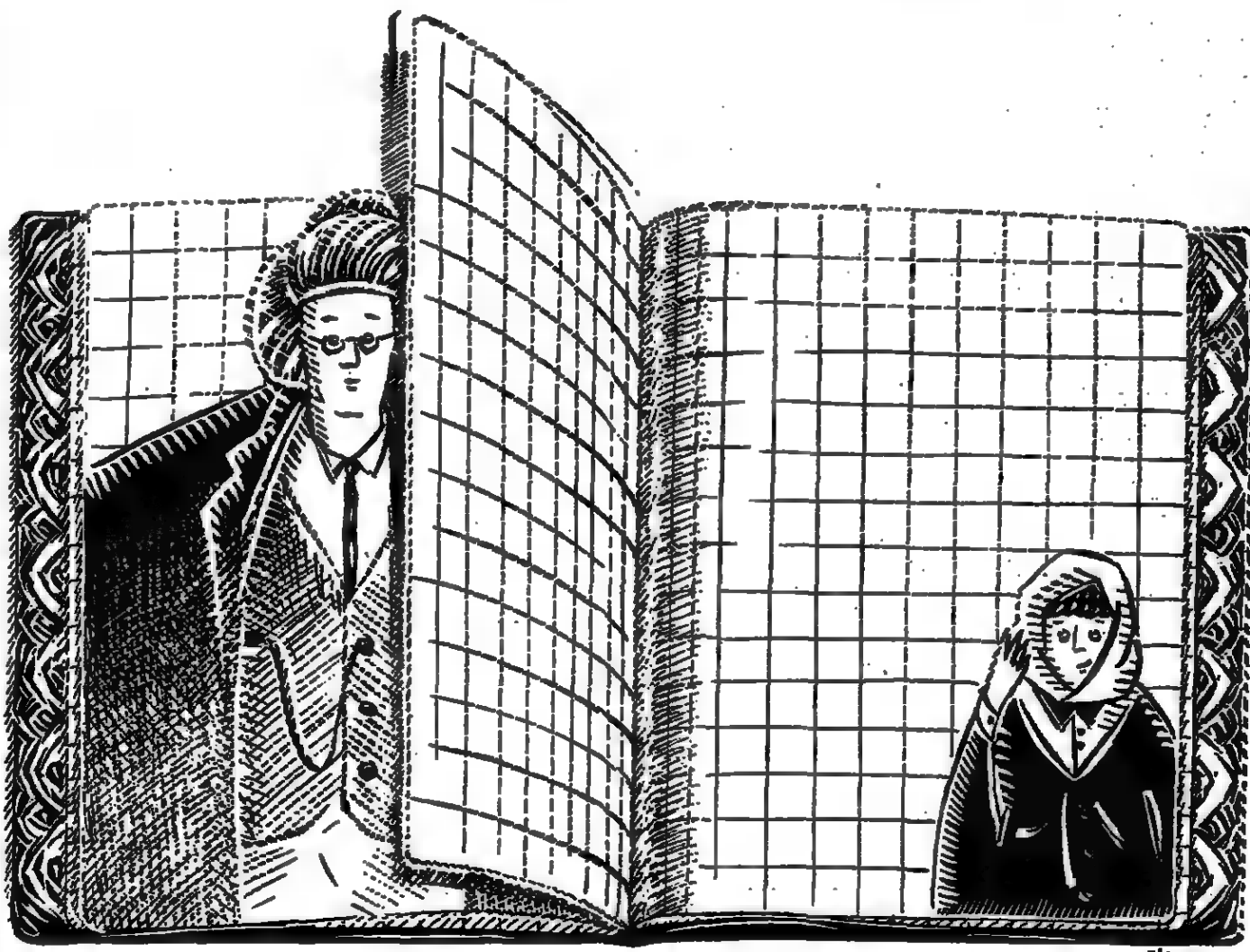
Dehors, comme chaque jour, un marchand ambulancier tirait derrière lui son âne épuisé et éreinté, et, comme chaque jour, il criait de temps en temps de sa voix fatiguée :

« Ah les belles poisons de terre, ah les belles poisons de terre ! »

(Traduit du persan par Didier Leroy.)

[Née en 1949 à Kaboul, Spôjmal Ra'ouf Zariâb a étudié les beaux-arts à l'université de Kaboul, la langue et la littérature françaises à Kaboul et à Besançon. Elle est l'auteur d'une quarantaine de nouvelles parues pour la plupart dans la presse afghane et en Iran. L'une d'entre elles, C'est trop cher, a été publiée dans le Monde du 10-11 avril 1983 ; une autre, le Plaisir de Cain, dans le Monde diplomatique de novembre 1983.]

(1) En anglais dans le texte.



toujours, se tenait assis en tailleur dans un coin, malgracieux et nerveux...

MON grand-père était quelqu'un de petite taille, il portait une barbe blanche, dont il taillait le pourtour tous les jours ou quatre jours avec une scrupuleuse minutie. Il avait de très petits yeux d'où transpirait une sorte d'apreté. Une amertume brûlante et aiguë pétillait dans les yeux de ma grand-mère ; elle comparait son époux — mon grand-père — à un homme qui était le plus beau, le plus tendre. Ma grand-mère nous regarda de travers et lança un juron à l'adresse de l'homme le plus tendre.

Comme si elle avait senti qu'elle s'était laissée aller, ma grand-mère haleta la voix et poursuivit l'histoire de l'homme le plus beau, de l'homme le plus tendre.

Quant à moi, je me sentais humiliée ; c'était comme si ma grand-mère avait offensé notre

phases de stupeur, puis de gaieté ; de gaieté, puis de tristesse. Beaucoup de filles de notre classe étaient des adolescentes d'à peu près leurs yeux. Les miens ; ils clignaient doucement de leurs cils timides, et une sorte de candeur imposée depuis la nuit des temps leur figeait dans les orbites humides de leurs yeux insomniques.

Les jours, les mois passaient, tandis que chaque nuit nous transportions de la maison à l'école nos gros cartables remplis de papier, nous nous asseyions à nos places pour regarder de nos yeux bleus et vitreux les tableaux noirs. De tout ce cartable rempli de papiers, l'unique objet de nos pensées, c'était notre cahier de calligraphie. Nous le couvrons avec précaution. Nous détachions des pages de revues qui nous donnaient des images multicolores, les découpons soigneusement et les collions dans notre cahier. Nous agrémentions les lignes

de calligraphie. Toutes ces opérations se déroulaient très rapidement, en deux minutes peut-être, entre le son de la cloche et l'arrivée de notre professeur de calligraphie.

Il entrait dans la salle de classe, les yeux humides, passait derrière son bureau, y posait son cartable, sortait son canif et allait se mettre au milieu de la salle, prêt à affûter les plumes.

Nous avions parfois l'impression qu'il ne nous voyait pas, ce qui nous obligeait à frapper bruyamment le bec de nos plumes sur nos tables et à le casser ; alors, la plume cassée, nous nous dressions devant lui pour qu'il nous la prenne et l'affûte. Puis nous nous assurons que sa pointe est la plus possible l'affûtage de la plume, afin de demeurer tout près de notre professeur de calligraphie. Mais lui, comme s'il avait une machine à affûter les plumes, affûtait les nôtres et nous les remettait ; et nous le regard

tail ; et moi j'étais ravie de voir les vêtements noirs se perdre peu à peu dans l'espace. A toute hâte, j'arrachais la chaîne et l'emportais à la maison ; je voulais la cacher quelque part.

Je voyais tout à coup comme un liseron qui courait sur le mur de la maison, sur le plafond. La chaîne s'allongeait, s'allongeait, s'affaiblissait en plusieurs têtes, se levait partout. Je m'affolais, j'avais peur que quelqu'un ne frappe à la porte. Les bruits de mon cœur se faisaient de plus en plus vifs. Je me réveillais. Puis je me voyais allumer le poêle ; cela fumait à partir, le feu était mouillé. La fumée piquait les yeux et je retenais ma respiration. Les yeux fermés, j'approchais la bouche du poêle, je soufflais de toutes mes forces. J'entrouvrais un œil pour voir si le feu prenait.

Je voyais soudain que dans le poêle de grandes plumes de calligraphie avaient pris la place des morceaux de bois et que ces plumes étaient soigneusement

HISTOIRE

JEUX DE MASQUES, JEUX DE NOBLES

par Pascal Dibie

Le carnaval, le temps des masques et des mascarades, a d'abord été une distraction réservée à la noblesse. Tandis que les rois interdisaient à leurs sujets de se travestir, ils se livraient joyeusement à ce plaisir avec leur cour. Ce n'est que très tard que le peuple abolira aussi ce privilège-là...

pendant toute la nuit, entrant dans les maisons comme n'importe quel autre masque.

L'année suivante, c'est à cheval que le roi et ses favoris travestis en marchands, en prêtres, en avocats, parcoururent la ville à bride abattue, « frappant tout le monde à coups de bâton, spécialement ceux qu'ils rencontraient masqués comme eux, parce que le roi voulait se réserver à lui seul et à ses amis la faculté d'aller masqué ce jour-là », écrit L'Estoile, dans le Journal de Henri III, pu-

voulait, et je lui fis signe que c'était à elle. Elle me répondit qu'est-ce que je voulais qu'elle mît au jeu, et je lui montrai un nœud de ruban que l'on appelle à présent galant, et un bracelet de corail, et je lui fis présent de mes dragées (1).

Malgré le Traicé contre les masques de Savaron, paru en 1611, les mascarades ne cessèrent pas. L'emploi des masques ne se bornait d'ailleurs plus aux bals, on le trouvait dans les habitudes pri-

plus que sur présentation d'une invitation. Cela valut au jeune Louis XIV de se voir refuser l'entrée d'un bal donné en l'honneur de la fille d'un président. Le roi aimant courir les bals incognito se rendit à ce bal à 1 heure du matin avec trois carrosses pleins de dames et de seigneurs de la cour, tous en livrée grise pour qu'on ne les reconnût pas. Les suisses ne voyant pas de billets refusèrent de laisser passer ce monde, et le roi ordonna joyeusement de mettre le feu à la porte.

sion du côté du masque populaire, du vrai carnaval. Les mascarades populaires incarnent totalement le principe du jeu de la vie. Les hommes et les femmes des faubourgs, à l'abri de leurs masques, franchissent pour un temps les limites sinon de leur corps au moins de leur visage. Changeant leur voir pour se faire entendre en un murmure d'entrailles, ils commencent avec les morts revenus en sur terre le temps du carnaval. Dans cette béance de quelques jours qui marque le passage de l'hiver au printemps, l'âme des ancêtres fait une incursion dans le monde des vivants masqués, pardonnant cette mort riante qui donne la vie (4). Héritage indo-européen, le *masquer* ne désigne pas seulement ce que l'on met sur le visage mais étymologiquement le filet qui enveloppait le cadavre pour l'empêcher de revenir sur terre.

La noblesse, elle, ne tient pas à transformer sa créature : elle ne cherche pas et ne veut pas s'introduire à un autre être. Il ne s'agit que d'organiser un jeu, de duper. Ses mascarades s'adressent tout entières aux hommes, non aux temps immobiles du sacré et aux formes de l'au-delà. Le masque n'est plus qu'une prothèse qui leur permet de pénétrer en catimini dans d'autres territoires, celui des non-nobles éventuellement, et de se jouer pour un temps d'eux-mêmes en se travestissant en ce qu'ils ne seront jamais et en jouant l'harmonie des classes de façon détonante dans un temps limité.

Être masqué pimente un peu leur fade existence, aiguise leur sens du jeu social et leur permet, dans l'envers nocturne des choses, de s'inventer de nouvelles intrigues. Les nobles dissimulent leur visage pour mieux en dévoiler l'énigme ; ils se jouent des interdits pour mieux les franchir et s'octroient cette double jouissance de faire semblant de transgresser en se faisant licencieux, odieux ou bien charmants.

Masqués, les nobles s'assurent que leur « sur-nature » est bien l'expression hyperbétique de leur seigneurie. Héritiers des Gorgones, ils se savent les grands prêtres et les ordonnateurs de la société civile. Louis XIV renforce sa magnificence en s'affublant du soleil et s'autorise à tricher avec la création, à la remettre en question même puisque c'est lui qui prend l'identité astrale. Roi de droit divin, tout l'autorise à se sentir semblable au soleil, à s'en coiffer et, par sa brillante propre, par son éclat, à devenir inégalable dans l'absolu. Ainsi le Roi-Soleil abolit la différence entre ce qui est en haut et ce qui est en bas et résume à lui seul l'impossible rencontre, même masqué, avec le réel : comme les astres, il n'est pas de ce monde !

Alors que, dans le grotesque populaire, le masque, traduisant la joie des réincarnations et la joyeuse relativité de l'identité, niant la coïncidence stupide avec soi-même, est porteur de culture, le grotesque romantique, celui de la noblesse, arrache le masque à la représentation carnavalesque du monde pour le banaliser. Le pouvoir ne peut se travestir que de lui-même et s'il dissimule, s'il trompe, ce n'est que pour berner ses semblables. Réglementé, canalisé, Carnaval a pris une nuance lugubre qui a du mal à dissimuler le vide épouvantable de notre société de loisirs forcés.

(1) A. M. Ponthieu, *les Fêtes légendaires*.

(2) Bonnet, *Histoire générale de la danse*, Paris, 1723.

(3) Il reste des traces de ce festival aristocratique à Bagolino, en Lombardie, où se déroulent simultanément deux carnavals : celui des « aristocrates » en habits précieux, le visage caché par des loupes et celui de la « plèbe ».

(4) Mikhail Bakhtine, *l'Œuvre de François Rabelais*, NRF, 1970. Claude Gaignebet, *le Carnaval*, Fayot, 1974.

VOILÀ longtemps déjà que les « pouvoirs » se battent pour privatiser les dangereuses mascarades et se réserver les joyeuses parodies de l'esprit officiel. Désirant être les seuls à intriguer d'eux-mêmes, les puissants quels qu'ils soient redoutent les débordements, les renversements, les mises à l'envers de leurs personnes et de leurs fonctions. Ils prétendent détenir le principe du jeu de la vie et de la mort et être les seuls autorisés à en représenter les multiples visages.

Les « masques », vestiges du rituel dionysiaque en Grèce, de la fête d'Imbolc dans le calendrier celte ou des cérémonies expiatoires à Rome, ont été condamnés très tôt en France. Dès le haut Moyen Âge, en 585, le concile d'Auxerre défendit de « faire le cerf et le veau le premier jour de l'An ». Les conciles d'Arles, de Tours, de Rome et de Nantes en firent autant et, quelques siècles plus tard, Alcuin, précepteur du futur Charlemagne, les condamna également dans ses écrits. L'Eglise chercha, par tous les moyens, à extirper cet usage païen du peuple, décidant que le 1^{er} janvier, date jadis réservée aux travestissements — séquelle du culte de Janus et des Saturnales — serait désormais jour de jeûne. Elle fit débiter l'année huit jours plus tôt, à Noël, persuadée que personne ne serait assez téméraire pour violer cette sainte fête !

Il arriva ce qui devait arriver : les mascarades commencèrent le jour de Noël, les déguisements de bœuf, d'âne ou de chameau prirent le prétexte de la naissance de Jésus au milieu des animaux de l'étable de Bethléem pour fleurir les rues... Tout était bon, d'un côté pour empêcher les « masques », de l'autre pour se déguiser. Fête de l'Âne, fête des Fous et autres mascarades ne manquèrent pas de se dérouler entre Noël et le mercredi des Cendres durant presque tout le Moyen Âge.

Dans le désespoir de ne pouvoir ni contrôler ni endiguer la folie populaire, la noblesse se livrait pendant ce temps à des divertissements raffinés. Les fameux bals masqués qu'immortaliseront nos manuels d'histoire du primaire comme le bal des Ardents qui faillit coûter la vie à Charles VI déguisé en ours en sont un exemple. En 1528, le Cinquante-Deuxième Arrêt d'amour de Martial d'Auvergne se voit ajouter par Gilles d'Aurigny les Ordonnances sur le fait des masques, qui nous apprennent qu'à l'époque « on commençait de sortir en masque depuis la veille de la Saint-Martin d'hiver jusqu'à la Semaine Sainte », c'est-à-dire plus de quatre mois ! Il est à noter que ces sorties n'étaient autorisées que le soir et la nuit, la possibilité de se promener masqué en plein soleil étant restreinte aux « veilles et jours des rois, et les jours qu'on nomme gras, à carême-prenant et à la mi-carême ».

Les cortèges de gens masqués qui s'organisaient à ces dates devaient, pour se conformer au code de la galanterie, « être montés sur des chevaux d'Espagne ou, pour le moins, sur des haquenées enharnachées de velours (...), les marchands et les gens de basse condition ne pouvaient parcourir



Le Bal Masqué, collection de l'Opéra.

les rues masquées que les vigiles et les jours de fêtes de leurs paroisses ». Mais le peuple, malgré les restrictions officielles, continuait ses vitales mascarades et à « aller en momons, en robes retournées, barbouillé de farine ou de charbon, avec de faux visages de papier ». Les arrêts vont se multiplier sous François I^{er} en 1539, sous Charles IX en 1561, et sous Henri III en 1579 et 1580, où était publié à son de trompe aux carrefours de Paris : « Défense, sous peine d'emprisonnement, de vendre des masques et de jouer au jeu de momon sous un déguisement ».

Guisse l'Egyptienne

A vrai dire, par ces ordonnances, plus que de faire disparaître les mascarades, il s'agissait d'en faire un privilège aristocratique. Tandis que les rois interdisaient au peuple de se travestir, ils s'y livraient joyeusement avec leur cour. Henri III, par exemple, s'y adonna avec tant de passion que ses débordements le menèrent jusque dans la rue qu'il parcourait « habillé en femme, le pourpoint lâche et la gorge découverte ». Au carnaval de 1583, il battit même le pavé de Paris avec ses mignons

bié à Cologne en 1720. Vers la même époque, on parle également du grand prier, le frère du duc de Guise, parcourant la ville habillé en femme égyptienne avec, sur l'épaule, un singe emmaillotté. Après les guerres de Religion, ce fut au tour de Charles de Lorraine, quatrième duc de Guise, qui s'était rallié à Henri IV, de courir les rues de Paris avec « dix mille insolences ».

Au dix-septième siècle, les momons, c'est-à-dire les visites imprévisibles faites dans les maisons où il y avait bal par des troupes de masques, étaient très en vogue. La description d'un de ces momons par l'auteur anonyme de la Suite du roman comique est significative : « Quand nous fumes entrés dans la maison, la du Lys regarda attentivement les trois masques et, ayant reconnu que je n'y étais pas, elle s'approcha de moi à la porte où je m'étais arrêté avec le flambeau et, me prenant par la main, me dit ces obligantes paroles :

— Déguise-toi de toutes façons que tu pourras t'imaginer, je te connaîtrai toujours facilement.

Après avoir éteint le flambeau, je m'approchai de la table sur laquelle nous posâmes nos boîtes de dragées et jetâmes les dés. La du Lys me demanda à qui j'en

portaient un loup de velours noir sur la figure lorsqu'elles sortaient à pied ou voyageaient. Certaines même le gardaient à l'église. Pour les hommes, la mode et le savoir-vivre leur recommandaient de se faire des mouches.

Dans les Lois de la galanterie paru en 1644, il est noté que plus la mouche était importante, plus elle était plaisante : « Il sera encore permis à nos galants de la meilleure mine de porter des mouches rondes et longues, ou bien l'emplacement noir assez grand sur la tempe ; mais pour ce que les cheveux peuvent cacher, plusieurs ayant commencé depuis peu au-dessous de l'os de la joue, nous y avons trouvé beaucoup de bienséance et d'agrément (2). »

Louis XIV l'incendiaire

En 1737 parut une nouvelle ordonnance qui cette fois condamnait les masques qui entraient dans les maisons et prenaient place aux repas sans y avoir été conviés. Sans doute la noblesse fut-elle parfois abusée par quelques « déclassés » ou quelques voleurs puisque à partir de ce moment l'entrée dans les bals masqués chez les grands ne se fit

HISTOIRE

RASPOUTINE POLITIQUE

par Jacques Baynac *

Presque quatre-vingts ans après que son corps eut été jeté dans la Neva par des assassins si pressés qu'ils oublièrent de le lesté, Raspoutine refait surface. Mais, cette fois, ce sont moins les aspects scandaleux de ses dernières années qui retiennent l'attention que son rôle politique réel.

L'Agonie, film du soviétique Elem Klimov, reprend pour l'essentiel, mais avec un luxe de détails et d'aspects moyens, la version du tout-puissant parvenu. Au contraire, dans son roman *Novembre 16*, Soljenitsyne réduit le rôle du fameux « starets ». « Il n'a pas, dans l'histoire, le rôle déterminant qu'on lui attribue souvent », déclare-t-il, penchant ainsi vers la thèse exposée, après un travail sérieux, par Michel de Eenden dans son *Raspoutine ou la fascination* (Fayard, 1976), mais contredisant la non moins sérieuse étude d'André Amalrik, *Raspoutine* (Seuil, 1982), une œuvre interrompue par la mort de son auteur.

Amalrik avait-il raison de prêter à Raspoutine un plan politique structuré, un plan qu'il se serait efforcé de réaliser en manipulant la tsarine et en obtenant la nomination à des postes-clés d'hommes sinon acquis à ses idées, du moins sur lesquels il avait barre ? Et l'auteur n'allait-il pas trop loin en faisant de ce plan le jumeau de celui plus tard pratiqué par Lénine : paix séparée avec l'Allemagne, répartition des terres de l'aristocratie aux paysans, émancipation des juifs ?

Autrement dit : en réévaluant pareillement le rôle de Raspoutine, Amalrik n'était-il pas en train de donner un troisième grand homme à la Russie de cette époque, un homme providentiel issu, lui, du peuple, quand le comte Witte (un Colbert russe lié aux milieux économiques) et Stolypine (un mini-Bismark qui n'aurait pas trouvé son Kaiser) étaient venus, eux, de l'aristocratie ?



Ou, au contraire, de Eaden est-il plus réaliste en montrant minutieusement que le tsar était loin de céder toujours aux constantes et innombrables pressions de la tsarine se faisant l'écho des paroles, réelles ou non, de son « ami » ? Et donc en montrant que nombre de décisions attribuées à l'époque à l'influence de Raspoutine avaient, aussi, d'autres raisons, objectives, l'historien n'a-t-il pas, consciemment ou non, contribué à revaloriser outre mesure l'image des dernières années de l'ancien régime ?

Guérisseur et médiateur

Peut-être est-ce là la véritable enjeu du débat dont Raspoutine est le prétexte. Depuis l'effondrement de la mythologie soviétique, la tentation est d'autant plus grande de révéler le tsarisme que l'on ne peut, en effet, comparer l'ampleur et l'intensité de la répression sous les deux systèmes. Mais aller jusqu'à parler de 1905 n'est pas réaliste. L'embryon de régime constitutionnel concédé en octobre 1905, sur les instances de Witte et sous la pression de la révolution, était une concession tactique que le tsar cherchait sans cesse à annuler. Et c'est précisément dans ce contexte, à cause de la lutte entre le monarque et la société tant bien que mal représentée à la Douma, que Raspoutine trouve un rôle à jouer.

Coupé du pays, tant par sa fonction que par ses idées, le couple impérial crut voir en Raspoutine un médiateur entre le bas, le peuple paysan, et le sommet, Dieu. En même temps, le guérisseur qu'il était aussi rassura la tsarine, follement inquiète de

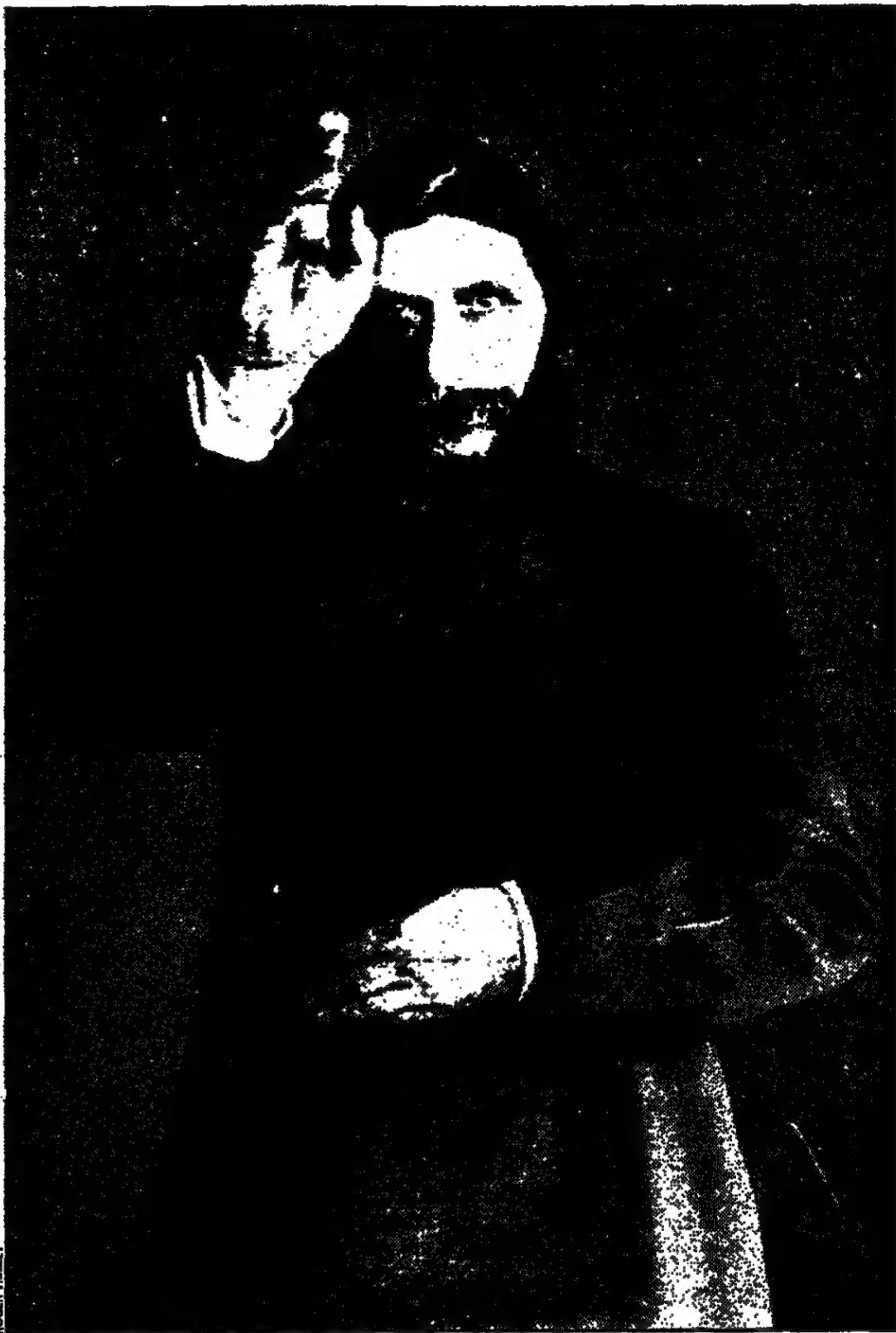
l'hémophilie, de son unique fils, tandis que, par ses prophéties prudemment obscures, l'« homme de Dieu » qu'il était encore entretenait le tsar dans sa croyance dans le caractère immédiatement divin du pouvoir.

S'il faut se garder de surestimer l'influence de Raspoutine sur l'empereur, il faut bien admettre, avec de Enden et Amalrik, d'accord sur ce point, qu'à la fin Raspoutine fit nommer A. Khovstov à l'intérieur (1915), Sturmer à la présidence du conseil (1916) et Protopopov à la place de Khovstov, qui, à peine nommé, avait en le mauvais goût de comploter l'assassinat de Raspoutine et la bêtise de se faire prendre. Le 7/20 septembre 1916, la tsarine écrivit à Nicolas II : « Grigori [Raspoutine] te prie instamment de désigner Protopopov. (...) Je ne le connais pas, mais j'ai confiance en la sagesse de notre ami et en ses conseils. » Le 18 septembre-1^{er} octobre (différence entre le calendrier russe et le nôtre), Protopopov était nommé.

Hélas ! Raspoutine n'avait pas vu plus clair en ce nouveau ministre qu'en son prédécesseur. Cens rapprocher le trône de la Douma, Protopopov eut tôt fait d'envenimer encore des relations déjà exécrables et devint vite « l'ennemi public numéro un, non seulement de la Douma, mais encore de l'opinion publique tout entière » (de Euden, page 198). De sorte que tout le monde imputa le crime à Raspoutine, ce qui avait été à l'inverse dans son intention.

En décembre, le tsar avait perdu jusqu'à l'appui de sa propre famille, et il n'était bruit que de complots, de révolution de palais, voire de coup d'Etat. Le 16/29 décembre 1916, c'est Raspoutine qui, le premier, paya le prix de tant d'erreurs et d'agitation. Avec l'idée de sauver le monarque malgré lui, deux de ses parents, le grand duc Dimitri et le jeune prince Youssouпов, aidés par le député d'extrême droite Pourichikoff, attirèrent Raspoutine dans un *guet-apens*, où, à la fin en croire, ils eurent toutes les peines du monde à tuer le moujik lui-

Déjà trop affaibli, Nicolas II ne put même pas punir les assassins, dont les noms étaient pourtant lar-



gement connus. Deux mois plus tard, le colère des ménages pétersbourgeois, inquiètes d'une possible famine, suffit à jeter à bas une dynastie tricentenaire, si pétrifiée dans son immobilisme et tellement accablée de trahison au profit de l'Allemagne qu'il n'y eût pratiquement personne pour rétablir l'ordre.

Le prince Youssouпов et beaucoup d'autres ont accusé Raspoutine d'espionnage en faveur de l'Allemagne. En fait, dès 1912, dès la tension dans les Balkans, Raspoutine avait manifesté son hostilité à la guerre. En juillet 1914, à la veille du conflit mondial et alors qu'il était retenu en Sibérie à la suite d'un premier attentat contre lui, il télégraphia au tsar : « Une ruée terrifiante sur la Russie (...). Horreur indescriptible. Je sais que tous veulent la guerre, même les fidèles, ils ne savent pas que c'est pour la ruine (...). Voilà, on vaincra l'Allemagne, mais la Russie ? »

Il n'est jamais facile d'être réputé favorable à l'arrêt des hostilités : quand, à l'enthousiasme patriotique des débuts, succède la colère née des défaites et des énormes pertes. Rasputine, ne serait-ce qu'à cause de cela, faisait un bon émissaire idéal, d'autant plus suspect que ses étroites relations avec la tsarine, née princesse allemande, défrayaient la chronique. Depuis la publication des archives diplomatiques allemandes, on sait que

Ci-dessus,
Raspoutine
bénissant
ses admiratrices.
A gauche,
extrait du film
d'Elen Klimov
réalisé en 1974-1975,
Raspoutine, Paganie.
Ce film a été longtemps
«retenu» avant d'être
présenté au Festival de Moscou
en 1981, puis dans les salles
en URSS, en 1985.
Il est projeté à Paris,
au cinéma Cosmos.

- **Historien**

**Rayonnages
Bibliothèques**
au prix de fabrique
du kit au mètre mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement
laurier, meuble, etc.
28 années d'expérience
Une visite à l'impose
208, avenue du Maine, Paris (14^e)
45-40-57-40 - AP Adèle



(11) A. M. Pontbren, des *First Steps*
 (12) Bannett, *Histoire générale de la*
 (13) A. M. Pontbren, des *First Steps*
 (14) Bannett, *Histoire générale de la*
 (15) A. M. Pontbren, des *First Steps*
 (16) Bannett, *Histoire générale de la*
 (17) A. M. Pontbren, des *First Steps*
 (18) Bannett, *Histoire générale de la*
 (19) A. M. Pontbren, des *First Steps*
 (20) Bannett, *Histoire générale de la*

RENCONTRE

JEAN CASSOU ET LES CIMAISES DE L'ART VIVANT

par Jacques Michel

Un musée d'art moderne, c'est la mémoire d'un pays et non une abstraction encyclopédique. Tel était le credo de Jean Cassou, fondateur du Musée national d'art moderne, qui vient de mourir à l'âge de 88 ans (le Monde du 18 janvier). Dans cet entretien inédit, l'historien d'art raconte comment il réconcilia l'art vivant et l'Etat.

« VOUS avez créé le Musée national d'art moderne à la Libération. C'était une institution nouvelle qui n'avait d'exemple qu'à New-York, avec le Museum of Modern Art, et, dans une moindre mesure, à Amsterdam avec le Stedelijk. En France, jusque-là, l'art moderne » c'était l'art des « chers maîtres », les peintres qui ont occupé le devant de la scène au tournant du siècle. Leur musée était le Luxembourg, dont la collection a été remisée dans les caves. L'histoire a tourné, et les musées avec... »

— Eh bien ! écoutez, pour moi, un musée fait partie de l'histoire. Il est dans l'histoire et a son histoire. La création du Musée national d'art moderne est l'histoire de la revanche de l'art moderne sur les pouvoirs publics. C'est la réconciliation de l'art et du génie. J'ai dit à des gens comme Matisse, Braque ou d'autres, qui n'avaient presque rien au musée officiel du Luxembourg, dédaignés par l'Etat : je fais un musée qui sera votre musée.

— Un musée qui serait un bond en avant dans la modernité, un progrès.

— Parler de progrès ne serait pas exact. Le Luxembourg était tout simplement le temple de la mauvaise peinture. Vraiment on n'avait jamais vu l'Etat s'intéresser à une aussi mauvaise peinture pendant cette période. A la Libération, il a fallu rattraper l'impressionnisme, puis Picasso, Braque, Matisse... Au Louvre, c'était Huyghe et Bazin qui s'employaient au réajustement des collections, tandis que pour ma part je mettais en place le Musée national d'art moderne, qui succédait au Luxembourg.

— Je crois savoir que les collections du Luxembourg ne comprenaient qu'une seule toile de Matisse. Comment expliquer qu'un tel artiste n'ait pas été compris, alors qu'il est le peintre français par excellence ?

— Ah ! ça, mais c'est toute l'histoire de l'art moderne chez nous. Laissez-moi vous raconter. J'étais, avant guerre, adjoint au conservateur en chef du musée du Luxembourg, qui était Louis Hautecœur. Un jour, il me dit : « Vous connaissez Matisse. Je voudrais lui acheter un ou deux dessins. C'est pas mal, les dessins de Matisse. Demandez-lui donc de venir me voir un jour prochain. » A ce moment-là, le mal qui rongait Matisse ne l'avait pas encore cloué au lit. Il arrive donc avec sa cape, plus glorieux, plus insolent que jamais, avec sa tête de vieux lion, sa barbe comme ça. C'était une espèce de pacha, la splendeur à la énième dimension, extraordinaire !

— Alors j'ai vu Hautecœur, lui archi-cube, se troubler, être impressionné, être intimidé par Matisse. Il lui dit : « Je voudrais bien vous acheter des dessins, voulez-vous m'en vendre pour le musée ? » Alors Matisse : « Euh... on pourrait voir ça, un jour. Je vais y penser, je vais y penser... » Va savoir ! L'entrevue traînait. Comme c'était la fin de la journée, nous sommes sortis tous les trois du musée. Hautecœur nous salue, s'en va de son côté, et Matisse me dit : « Vous



Matisse à Jean Cassou : « Vous comprenez, ils sont bien bons. Ça fait des années qu'ils auraient dû y penser. En tout cas, ils peuvent se fouiller... Ils peuvent se fouiller... »

rentrez chez vous ? Je vous dépose. » Il m'emmène dans son auto. Et là : « Vous comprenez, ils sont bien bons. Ils viennent me voir maintenant ! Ça fait des années qu'ils auraient dû y penser. En tout cas, ils peuvent se fouiller... Ils peuvent se fouiller... »

— Il a dit ça ?

— Naturellement ! Et il ne lui a rien vendu ! Superbe, n'est-ce pas ? Quand, après la Libération, je suis allé le voir, je lui ai dit : « C'est moi maintenant le Musée d'art moderne. Je viens vous acheter des tableaux. » Il m'en a cédé cinq ou six pour le nouveau musée, essentiellement des œuvres auxquelles il tenait et qu'il n'avait jamais consenti à vendre.

— Vous lui aviez offert un bon prix pour le consolider du long mépris ?

— Nous n'en avions pas les moyens, hélas ! En fait, c'était très, très bon marché. Des achats d'amis ! Il y avait notamment la *Musique*, le *Peintre et son modèle*. A un certain moment, je lui dis : « Et ce machin-là ? » Il me regarde comme ça : « Ah ! ça, c'est mon diapas, un tableau de référence que je garde sous les yeux. J'y ai essayé toutes sortes de rapports de couleurs. » C'est la *Nature morte à la table de marbre*. Il me la cède.

— Une autre fois, je vais le voir et lui dis : « Il y a tel tableau de vous que j'envoie à l'exposition de Pittsburg, ça me fait un trou sur votre joli mur, voulez-vous m'en prêter un pendant que l'autre se baladera ? » Matisse me donne une Blouse roumaine.

— Celle qui fait partie de la collection du musée ?

— Celle-là même. Car, l'exposition terminée, je lui dis : « Je vous renvoie votre Blouse roumaine. » Non ? » gardez-la me répondit-il, je l'offre au musée ! », et il signe aussitôt un papier de donation. Chaque tableau, chaque sculpture, dans ce musée, a une histoire. Et le musée tout entier a une histoire. Ce ne sont pas des acquisitions faites dans l'abstrait, sur le marché. Un musée, ça veut dire tout de même un pays où il se trouve...

l'ennuyait de « travailler dans le bistrot ».

— S'il y avait deux sculpteurs à ne pas réussir, c'est bien ces deux-là. Rodin qui aimait pétrir la chair, et Brancusi qui la politait jusqu'à l'os.

— C'est encore pire que l'os, c'est l'idée platonicienne de la matière ! Finalement, j'ai fait installer l'atelier dans une salle du musée. Il était tel que Brancusi l'avait aménagé. Et je vous assure, lorsqu'il m'arrivait d'y aller en faisant mon tour des col-

lectuels. Ça montre qu'un musée est une chose vivante. Une chose vivante qui devient historique.

— Vous avez compensé le manque de crédits par de l'imagination, par la qualité de vos rapports humains avec les artistes, en leur tendant souvent la perche ; parfois, si je puis dire, sur un plateau d'argent ?

— C'est vrai que notre métier est un métier de capitaine d'industrie, de public relation, de diplomate. On emploie tous les procédés. Ainsi, je voulais des Klee.

œuvres d'art. Ce projet de musée du vingtième siècle est déjà entré dans l'histoire et constitue la suite du Louvre, avec des pièces maîtresses et des chefs-d'œuvre.

— D'autres galeries devaient abriter les œuvres secondaires, qui ont leur importance, parce que c'est tout de même avec ces artistes que s'est fait tout le reste. A Moutparnasse, il y avait de tout. Il y avait des gens sans talent et il y avait des génies. C'est comme ça que ça se passe. Il faut en tenir compte quand on fait un musée : distinguer la grande qualité et ce qui est caractéristique et significatif de l'époque. En plus renvoyer au public des images de l'histoire.

— C'est ce à quoi j'avais pensé en réalisant l'exposition « Les sources du vingtième siècle », avec des rappels synchroniques d'événements historiques, d'événements sociaux, d'événements artistiques autres que les arts plastiques. On entrait dans cette exposition par une bouche de métro Guimard. Et la première chose qu'on voyait, c'était une immense photographie de la tour Eiffel.

— Autrement dit, la sociologie de l'art au musée ?

— C'est ça. Parce qu'il faut que le visiteur se rende compte que lui, cet homme, est un moderne et que ce qu'il voit est de son époque. C'est une image de lui-même. Il comprend le rapport qu'il y a entre l'aviation et l'art du moment, que les grands conflits sociaux, la psychanalyse, c'est de la même époque. Et que par conséquent la peinture qu'il voit fait partie de cette époque.

— Tandis que, lorsqu'on montre des œuvres seules, cela reste abstrait pour le grand public ?

— Mais naturellement ! A l'époque, on me disait : ah ! tel Braque, tel Picasso, bien sûr, ça nous excite, nous qui sommes dans le bain. Mais les gens qui continuent à être épatés par des toiles cubistes, si on met en évidence un certain nombre d'événements, de préoccupations de cette époque, ils sont un peu plus éclairés. Ils se disent : c'est à ce moment que Bletiot a traversé la Manche. Ils se remettent dans l'atmosphère. Et c'est bien vrai. Bien qu'il n'y ait pas de lien direct de cause à effet. Mais il y en a quand même. Alors l'événement plastique se situe par rapport aux autres événements.

— Ce beau projet de musée du vingtième siècle qui devait être édifié sur ce qu'on appelait à l'époque le « parc Malraux » n'a pas évité vos difficultés avec votre ministre, votre ami.

— Des difficultés ? Pas du tout. Bien sûr, nous n'avions plus les mêmes rapports qu'auparavant. Nous avions été camarades pendant la guerre d'Espagne. Après, nos relations s'étaient distancées, refroidies. Mais je peux dire qu'il a été très chic, très fair play. Il m'a fichu une paix royale. Je sais, par des tiers, que lorsqu'on venait lui dire : on ne pourrait pas faire ceci ou cela au Musée d'art moderne, il répondait : « Le musée, c'est Cassou qui l'a. Laissez-le tranquille. Il fait ce qu'il veut et c'est très bien. »

— Quand il venait à mes vernisages, il arrivait en grande pompe, en ministre d'Etat. Puis, après ça, on allait devant les tableaux. On parlait peinture, on rigolait. Ce n'était plus que Malraux et Cassou. Et puis, avant le départ, il reprenait un air grave. « Bonjour messieurs », la portière s'ouvrait, le ministre d'Etat partait.

— C'est vrai, j'ai demandé ma retraite anticipée. A soixante-dix ans ! Comme résistante, j'avais le droit d'aller jusqu'à soixante-treize. Mais, pour moi, la période intéressante, celle de la création, était passée. Il n'y avait plus qu'à laisser courir.

— Et une situation donnée. La collection que vous avez constituée reflète finalement votre goût personnel. En allait-il de même pour Louis Hautecœur au Luxembourg ?

— Tout à fait ! Georges Salles, qui dirigeait le Louvre, m'avait dit : « Vous allez faire le musée auquel vous avez toujours rêvé. Faites confiance à votre aventure critique, à votre aventure de l'esprit. » J'ai donc fait la tournée des artistes que j'aimais. Je vais voir Bonnard dans le Midi, je m'adresse à Laurens, à Braque qui me dit : « Ah ! c'est vous, maintenant, il y a du changement ! » Puis à des gens dont on ne s'était jamais occupé, comme Pevsner, Brancusi, qui était totalement ignoré. A l'époque, j'étais un des rares conservateurs à trouver porte ouverte chez lui. Il fouillait tout le monde dehors. Il était menacé d'expulsion de son atelier, bâti, impasse Ronsin, sur un terrain appartenant à une institution médicale qui voulait construire une extension.

— Nous sommes intervenus. Georges Salles et moi, auprès des propriétaires. Nous leur avons dit : « Laissez Brancusi, qui est très vieux, mourir là-dedans. » De sorte qu'on a tout démolit et laissé sa baraque au milieu du terrain vague. C'est là que le sculpteur me dit : « Tout cela va disparaître après moi. » Car il tenait à conserver son atelier tel qu'il l'avait aménagé, avec des bancs de pierre. Nous étions convenus que sa place serait au musée. J'avais pensé l'installer près de celui de Rodin, à Meudon, où il y avait un jardin. Mais l'idée ne le tentait pas.

— Brancusi avait été l'élève de Rodin dans sa jeunesse, mais l'avait lâché en disant que ça

lections les jours de fermeture, on pouvait croire que le sculpteur était toujours là. On était envouté.

— Quelle que soit la richesse de votre collection, on doit tout de même constater qu'elle comporte des lacunes. Pas d'œuvre de Mondrian, pas d'expressionnistes allemands.

— J'ai toujours cherché à avoir des tableaux de Mondrian, bien que ce ne soit pas mon peintre préféré. Et il m'est souvent arrivé de demander à la Réunion des musées nationaux de faire une campagne d'achat d'œuvres expressionnistes allemands. Bien que, dans notre Musée d'art moderne, la première des choses à faire soit d'avoir témoignage de l'art qui s'est réalisé à Paris. Picasso et Chagall, l'un étant espagnol et l'autre russe, représentent la peinture de l'école de Paris. C'est comme ça. Et je trouve que Chagall est insuffisamment représenté, bien qu'une peinture comme *La Russie, aux ânes et aux autres* soit un très beau tableau.

— En fait, les lacunes d'une collection de musée tiennent moins à des histoires de crédits qu'à l'histoire du pays lui-même. Les chefs-d'œuvre sont rares. C'est pourquoi un musée reflète un pays où il a ses racines, où il s'est développé.

— Aujourd'hui, les musées achètent par lots lorsqu'il s'en trouve. Ainsi, le Museum of Modern Art de New-York avait acheté toutes les œuvres futuristes disponibles. Dans ce domaine, comme dans d'autres, c'est le musée le plus riche.

— C'est ça ! C'est ça ! C'est bien abstrait ! Eh bien ! je préfère en avoir peu, mais que mes tableaux aient une histoire sub-

Mais il n'y avait pas de Klee à l'époque. Pourtant, quelqu'un à Paris en avait, c'était Berggruen, le marchand. Je l'ai beaucoup travaillé. Il en a donné plusieurs au musée. C'est Leymarie qui a continué le travail et en a reçu le fruit. De même Nina Kandinsky. Je lui ai acheté des tableaux, elle m'en a donné d'autres.

— Vous aviez un musée tout neuf, ou presque, pour installer tout ça ?

— Parlons-en ! Le palais de Tokyo, avenue du Président-Wilson, avait été construit par deux jeunes architectes frais émoulus du prix de Rome qui n'avaient pas encore réalisé la moindre cabane à lapin. Il est bâti sur une pente. Si bien que des escaliers se sont avérés nécessaires. C'est déplorable, car à mon avis il ne devrait pas y en avoir dans un musée. Les visiteurs qui entrent doivent garder l'œil à la hauteur de la cimaise. Toutes ces marches qu'on a été obligé d'y construire, c'est anti-muséographique. C'est plein de maladresses, d'erreurs, de passages qui ne débouchent sur rien, de salles sans issue...

— Comment, selon vous, devrait être agencée l'architecture d'un musée d'art moderne ?

— J'ai eu l'occasion d'exprimer mes idées dans le projet de vingtième siècle qu'il était question de faire à la Défense. Je l'avais mis au point avec mon adjoint Maurice Besset, qui a de très bonnes idées sur l'architecture. Et il devait être réalisé par Le Corbusier, en tout cas par son agence, avec Wogensky.

— Je pense en effet qu'un musée ne doit pas avoir d'étages. Les étages, c'est bon pour l'administration, pas pour montrer des